

ANNEXE

INTRODUCTION

Près de 5000 agents départementaux interviennent quotidiennement au service des Seine-et-Marnais dans le domaine des solidarités, en faveur des personnes âgées, des personnes handicapés, des enfants, pour la construction et l'entretien des routes, des collèges, dans l'assistance aux communes, aux associations, notamment culturelles et sportives, ou pour la gestion interne de l'administration, des finances et des ressources humaines.

Pour assurer une stratégie de pilotage commune et garantir la cohérence globale des actions, une instance collégiale de Direction générale se réunit chaque semaine et de manière régulière avec le Président du Conseil général et son Cabinet.

Les modalités de travail qui favorisent le décloisonnement des services sont recherchées, la conduite d'actions transversales étant nécessaire pour la mise en œuvre de politiques publiques, souvent partenariales et aux aspects parfois complexes.

De même, une action publique départementale au service des usagers nécessite la prise en compte de leur avis ; la démocratie participative a été développée en 2011 pour l'élaboration du projet départemental de territoire, autour des conférences territoriales des solidarités et à l'occasion des Rencontres de la Seine-et-Marne.

En interne, le management en « mode-projet » est privilégié pour la prise en compte de différentes thématiques et le traitement des dossiers : prises de compétences nouvelles par le Département, mise en place de nouvelles actions transversales, développement de projets, réorganisation des missions, structuration des services... Ce mode de travail au sein des services dynamise les capacités globales de l'administration départementale ; il est le gage d'une plus grande pertinence et d'une plus grande efficacité.

Un pilotage plus fin de l'action publique a été conduit avec une meilleure articulation entre les orientations de politiques publiques et la déclinaison des objectifs opérationnels des services dans le cadre des programmes annuels de performance. La démarche de performance s'est accrue avec la déclinaison, dans tous les services, de programmes annuels de performance, liés aux objectifs du contrat de mandature pour la période 2011 -2014. Elle est accompagnée d'une démarche de recensement et de suivi des projets liés aux axes les plus stratégiques.

La modernisation de l'administration s'est poursuivie : mise en œuvre du schéma directeur des systèmes d'information, dématérialisation, études pour l'archivage électronique des documents, gestion numérisée avec, par exemple, le déploiement du logiciel de traitement du courrier.

D'un point de vue juridique ou financier, les procédures, les actes et les actions sont sans cesse plus fiabilisées.

Dans le domaine des ressources humaines, la démarche des entretiens annuels d'évaluation s'est généralisée, avec l'amélioration des outils informatiques de traitement et d'actions de formation. D'une manière générale, la gestion des emplois et des compétences se veut encore plus prévisionnelle et plus précise.

Afin d'assurer une lecture la plus homogène possible de l'activité des services en 2011, celle-ci est présentée pour chaque direction sous forme de fiche, structurée autour de quelques axes : des mots-clés pouvant caractériser le service, l'effectif, le budget, l'essentiel de l'action de l'année, des chiffres importants ou encore des actions nouvelles ou spécifiques.

SOMMAIRE

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Secrétariat général
Secrétariat général aux Assemblées
Direction du Contrôle de Gestion et de l'Audit Externe
Direction des Finances
Mission Projet de Territoire et développement durable
Mission Europe

DIRECTION GENERALE ADJOINTE DE L'ADMINISTRATION ET DES RESSOURCES

Direction des Ressources Humaines
Direction des Systèmes d'Information
Direction des Affaires Juridiques et Patrimoniales
Direction des Moyens Généraux
Direction des Marchés Publics
Direction de l'Innovation et de l'E-administration

DIRECTION GENERALE ADJOINTE DE LA SOLIDARITE

Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la Petite Enfance
Direction de l'Enfance
Direction de l'Insertion et de l'Habitat
Direction des Personnes Agées et Adultes Handicapés
Direction Territoriale des Solidarités
Mission d'Appui Observation et Ressources

DIRECTION GENERALE ADJOINTE DE L'ENVIRONNEMENT, DES DEPLACEMENTS ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction de l'Architecture, des Bâtiments et des Collèges
Direction de l'Aménagement et du Développement des Territoires
Direction Principale des Routes
Direction des Transports
Direction de l'Eau et de l'Environnement

DIRECTION GENERALE ADJOINTE DE L'EDUCATION, DE LA CULTURE, DU TOURISME, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Direction de l'Éducation, de l'Enseignement Supérieur et de la Formation
Mission Solidarité Internationale
Service de la Coordination Administrative et du Tourisme
Direction des Sports et de la Jeunesse
Direction des Affaires Culturelles
Direction des Archives, du Patrimoine et des Musées départementaux
Médiathèque départementale

CABINET DU PRESIDENT

Direction de la Communication

DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX
(DGS)

PRESENTATION GENERALE

La Direction générale des services (DGS) s'appuyant sur la structuration cohérente des DGA et sur l'animation du Comité de direction générale, centre ses missions sur des fonctions essentielles de management, de pilotage, d'organisation et de contrôle.

En 2011, le développement de la démarche de performance et de la fonction de contrôle de gestion et de l'audit, la réorganisation de la fonction financière recentrée sur son cœur de métier, l'initialisation de projets de services, répondent à des objectifs de mise en œuvre d'outils d'analyse prospective et l'amélioration du pilotage stratégique des politiques publiques.

L'année 2011 a vu se concrétiser la démarche du projet de territoire sous le pilotage de la « Mission projet de territoire » créée fin 2009 au sein de la DGS (composée d'un cadre A+).

Ainsi, en 2011, la DGS est composée de plusieurs pôles :

- le Secrétariat général (SG), le Secrétariat général aux Assemblées (SGA), la Direction des Finances (DF), la Direction du Contrôle de Gestion et de l'Audit Externe (DCGAE),
- mais aussi des missions à vocation d'animation transversale telles que la Mission Projet de Territoire et Développement Durable (MPTDD) et la Mission Europe (ME) qui a rejoint la DGS au second semestre 2011.

LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Il conseille et oriente l'exécutif départemental dans les choix stratégiques et la définition des politiques publiques départementales.

Il anime, encadre et coordonne les activités des services départementaux.

Il définit, sous l'autorité du Président, le cadre des relations de l'administration avec les partenaires extérieurs.

En octobre 2011, Florence LABIGNE-PELEAU – précédemment DGA de l'Administration et des Ressources - a pris les fonctions de Directrice générale des services, succédant à Jean-Luc COMBE, DGS de 2007 à 2011.

SECRETARIAT GENERAL (SG)

Le Secrétaire général, collaborateur direct du Directeur général des services, assiste ce dernier dans les fonctions de coordination globale de la DGS mais aussi avec les Directeurs généraux adjoints et les Secrétaire généraux des DGA, dans les relations avec le Cabinet et, également, avec des institutions et organismes extérieurs.

A ce titre, il prépare des réunions, notamment celles du Comité de direction générale (une quarantaine en 2011), celles réunissant mensuellement le Président, le Cabinet et le Comité de direction générale (10) ou encore les réunions internes des directeurs (9 en 2011).

Outre les dossiers qu'il gère directement, le Secrétaire général assure un suivi de courrier (entrant et sortant) entre le Cabinet, la Direction générale, les DGA et directions.

D'une manière parallèle et complémentaire aux programmes annuels de performance, le Secrétaire général organise la gestion du portefeuille des projets les plus stratégiques, leur bonne articulation avec les axes fondamentaux de référence (contrat de mandature, feuilles de route, projet de territoire, agenda 21, programmes annuels de performance).

Le Secrétaire général organise également la gestion transversale des accords de coopération avec Disneyland Paris (2^{ème} semestre 2010).

Enfin, en lien avec la Direction générale, la Direction des Finances et la Direction du Contrôle de Gestion et de l'Audit Externe, il assure le suivi de la convention pluriannuelle de partenariat avec le S.D.I.S. (Service Départemental d'Incendie et de Secours) qui a été renouvelé en 2010 pour 4 ans.

L'administration fonctionnelle du logiciel EUDONET, intégrant tous les organismes et contacts en lien avec le Département et leur mise à jour régulière, est assurée par un cadre B qui a organisé plusieurs réunions avec les référents des DGA et directions.

Par ailleurs, un autre cadre B gère la communication institutionnelle sur les chantiers subventionnés et effectue, à ce titre, de nombreux déplacements sur le territoire.

SERVICE DE LA DOCUMENTATION

Au sein du Secrétariat général, le service documentation est chargé de la constitution et la diffusion d'une revue de presse informatisée, la réalisation de recherches documentaires et la gestion des achats d'ouvrages et d'abonnements pour la plupart des services du département. Il est composé de quatre personnes.

Au titre du Budget 2011 : pour la documentation générale, technique et informatisée, les droits de copiage, le marché agrégateur de presse, les dépenses réalisées se sont élevées à 312 526 €.

Actions 2011 :

Marché agrégateur :

Au mois de mars a été signé avec « Press Edd », un marché d'appel d'offres d'un an renouvelable trois fois pour mettre en conformité juridique la conservation et la diffusion des articles de presse publiés dans le cadre du panorama de presse « Intradoc77 ».

Actions documentaires :

Les demandes de recherches documentaires de la part des services se sont multipliées en 2011. Le fonds documentaire du Département a continué à être enrichi et sa diffusion quotidienne améliorée, grâce au nouvel outil documentaire, pour répondre aux souhaits des agents du Département. Certaines fonctionnalités du nouvel outil ont été appréciées des usagers, comme, par exemple, les recherches thématiques à la demande qui leur permettent de conserver les documents de leur choix dans leur espace documentaire personnel.

Le suivi des actions menées par le service a fait l'objet d'une évaluation mise à jour en 2011 et intégrée dans le programme annuel de performance.

Revue et abonnements :

Le Service de la Documentation est seul gestionnaire des acquisitions des revues et des abonnements des Directions et services. Ceux-ci ont toutefois la possibilité, grâce à un outil web, d'agir directement auprès du prestataire (vérification des abonnements et réclamations en cas de retard, ...). Le marché d'appel d'offres (un an renouvelable trois fois) a été attribué à France Publications le 8 décembre 2008 et s'est donc poursuivi en 2011.

Nouvel outil de gestion documentaire :

En 2011, des améliorations ont été apportées dans le module de création du panorama de presse. Les études se sont poursuivies sur les autres modules : mise en place d'une bibliothèque commune et gestion de la circulation des ouvrages, gestion des revues et abonnements,...

Les procédures de mise en place d'un réseau de correspondant d'informations documentaires ont été réalisées.

Actions 2012 :

Les premiers participants au réseau d'informations documentaires seront mis à contribution afin d'améliorer la pertinence des sélections des informations. Le service va inscrire ses objectifs dans le cadre du « grand projet GED » piloté par la DSI.

SECRETARIAT GENERAL AUX ASSEMBLEES (SGA)

Le Secrétariat général aux assemblées est composé de 5 personnes.

Les missions du SGA sont la préparation des séances du Conseil général et de la Commission permanente, l'organisation des commissions techniques et de la commission des Finances et le suivi des délibérations jusqu'à leur publication.

En 2011, 11 Séances du Conseil général, soit 487 rapports et 10 Commissions permanentes, soit 468 dossiers ont eu lieu. De façon à acquérir un caractère exécutoire, ces délibérations, ainsi que les arrêtés départementaux publiables, ont généré la publication de 45 recueils des actes administratifs.

Le Secrétariat général aux Assemblées assure, par ailleurs, l'actualisation permanente du guide des aides départementales sur l'intranet (150 fiches au total), ainsi que le suivi des désignations des représentants du Département dans diverses instances (588 au total).

DIRECTION DU CONTROLE DE GESTION ET DE L'AUDIT EXTERNE (DCGAE)

Mots-clés qui caractérisent la Direction :

- ✓ Développer des outils de pilotage pour être en phase avec nos priorités
- ✓ Contribuer à l'élaboration des prévisions budgétaires
- ✓ Identifier et analyser l'ensemble des risques juridico-financiers inhérents aux relations partenariales établies entre le Département et ses organismes associés et partenaires
- ✓ Diffuser la culture de gestion

Effectif de la Direction :

6 postes dont 4 postes de cadres. Deux arrivées en janvier et février 2011 sur postes vacants. Départ en congés maternité d'une Chargée d'analyse financière en novembre 2011.

Budget primitif :

La DCGAE n'a pas de budget propre.

Faits marquants en 2011 et contexte de travail de la Direction :

L'année 2011 a été principalement marquée par les évènements suivants :

- Mise en place des Programmes Annuels de Performance (PAP) 2011-2014 et introduction de la revue des PAP lors des arbitrages politiques en novembre 2011 ;
- Montée en charge de l'automatisation des indicateurs de reporting Direction Générale ;
- Déploiement du logiciel Qlikview et accompagnement des utilisateurs ;

- Développement d'applications de pilotage via Qlikview ;
- Lancement du processus d'évaluation des politiques publiques.

Chiffres-clés de l'activité 2011 de la Direction :

- 72 analyses financières réalisées en 2011 sur les comptes 2010
- 11 reporting de Direction Générale diffusés
- 17 applications Qlikview disponibles
- Plus de 100 agents formés au nouvel outil de pilotage Qlikview

L'essentiel de ce qu'il faut retenir de l'action 2011 de la Direction :

En 2011, la Direction du contrôle de gestion et de l'audit externe a développé/consolidé la Démarche de Performance et le processus de suivi des organismes associés et partenaires. Pour mémoire, les objectifs de la Direction sont les suivants :

- *Objectif n°1 : Mettre en place la revue des programmes annuels de performance (PAP)*

Les PAP ont été revus lors des arbitrages politiques en novembre 2011. Les supports PAP et TDB PAP ont été diffusés à cette occasion aux élus et aux Directions sous forme de recueils distincts.

- *Objectif n°2 : Diffuser mensuellement le reporting de Direction générale (DG)*

Le reporting DG a pour objectif d'alerter au plus tôt la Direction générale sur toute dérive détectée sur l'ensemble des compétences du Département. Le reporting DG a été envoyé tous les mois, comme prévu, aux décideurs administratifs. Une version spécifique aux élus a été mise en place au cours de l'exercice à partir des besoins exprimés par le Vice-président chargé des Finances et de l'Evaluation des Politiques Publiques.

- *Objectif n°3 : Accompagner les services dans la mise en œuvre de leur tableau de bord*

La DCGAE a organisé, en collaboration avec la Direction des ressources humaines, une formation pour les encadrants sur les outils de pilotage. 9 encadrants (à la DEE, DAC et DAPMD) bénéficient d'un accompagnement méthodologique individualisé de la part de la DCGAE dans la mise en œuvre de leur tableau de bord.

- *Objectif n°4 : Mieux connaître la structure des coûts du Département*

La réalisation d'études de coûts doit permettre d'éclairer les décisions et de dégager des marges de manœuvre. Les domaines étudiés en 2011 ont principalement concernés l'Aide Sociale à l'Enfance, le RAPSM ou encore Mobil'Etudes.

- *Objectif n°5 : Mettre en place le processus d'évaluation des politiques publiques*

La mise en place de l'évaluation des politiques publiques nécessite au préalable la définition du processus d'évaluation pour le Département de Seine-et-Marne, ainsi que les domaines à étudier. La conception du processus d'évaluation des politiques publiques a débuté au dernier trimestre 2011. L'implication de la Direction générale et des élus est primordiale dans cette phase de lancement.

➤ **Objectif n°6 : Analyser l'utilisation des fonds alloués aux partenaires et vérifier leur santé financière**

72 analyses financières ont été réalisées au cours de l'exercice 2011. La plupart des organismes contrôlés présentent une santé financière satisfaisante.

La Direction a créé en 2011 un indicateur qui permet de s'assurer que le niveau de trésorerie des organismes (à comptabilité privée) disponible en fin d'exercice ne s'avère pas insuffisant ou surdimensionné. Cet indicateur permet d'objectiver, le cas échéant, les propositions d'ajustements ou de reprises de subventions liées aux réserves financières de ces organismes.

➤ **Objectif n°7 : Réaliser, diffuser et actualiser la cartographie des risques**

La cartographie des risques a pour objet d'identifier pour les principaux organismes associés le niveau de risque financier, juridique, social, fiscal et d'activité, qu'il soit encouru par le Département (élus et administration) ou par les organismes eux-mêmes. Elle a été actualisée deux fois au cours de l'année (en janvier et septembre 2011).

DIRECTION DES FINANCES (DF)

La Direction des Finances (DF) a en charge de proposer, puis de mettre en œuvre, les politiques financières, fiscales et budgétaires du Département et de veiller à l'application des normes comptables.

Ses **principales missions** se déclinent de la façon suivante :

- Elaborer des scénarios budgétaires prospectifs tant en fonctionnement qu'en investissement, en recettes et en dépenses
- Réaliser des études rétrospectives et comparatives permettant de mesurer l'évolution et le niveau d'intervention du Département et ses équilibres financiers
- Piloter, coordonner, contrôler et rendre compte de la préparation et de l'exécution des budgets
- Assurer la couverture du besoin de financement du Département
- Gérer la dette et la trésorerie en prévenant les risques financiers
- Instruire, évaluer et suivre les engagements hors bilan du Département (garanties d'emprunts)
- Assurer la gestion et la répartition des fonds départementaux de péréquation
- Veiller à la régularité des opérations comptables
- Contrôler sur le plan des incidences budgétaires les rapports présentés aux assemblées
- Administrer au niveau fonctionnel les systèmes d'information financière
- Assurer une mission de conseil, d'expertise et d'assistance en matière comptable, budgétaire et fiscale auprès de l'ensemble des services départementaux.

Son organisation est la suivante :

- deux pôles opérationnels :
 - la Sous-Direction Budget et Prospective
 - la Sous-Direction Dette, Trésorerie et Comptabilité.
- un pôle fonctionnel : le Service de l'Administration Fonctionnelle du Système d'Information Financière.

Au total, la Direction des Finances comptait au 31/12/2011 un effectif de 33 postes budgétaires répartis en :

- 10 de catégorie A ou A+
- 6 de catégorie B
- 17 de catégorie C

Activité et chiffres-clés en 2011 :

Sous-direction du budget et de la prospective :

La préparation du budget primitif 2011 s'est clôturée avec son adoption par l'assemblée départementale le 30 janvier 2011. Il s'équilibrait en mouvements totaux à 1 823,5 M€ et à 1 254,2 M€ en mouvements réels, hors opérations de refinancement de dette (pour le budget général, deux budgets annexes s'élevant au total à 0,7 M€ étant par ailleurs adoptés).

Deux décisions modificatives ont été préparées et adoptées en 2011 :

- la DM 1 (valant budget supplémentaire) a été votée le 24 juin 2011
- la DM 2 a été votée le 25 novembre 2011

Pour chacune de ces DM, la sous-direction en a piloté l'élaboration et a rédigé un rapport unique de présentation.

Le compte administratif pour l'exercice 2010 a été soumis à l'examen de l'assemblée départementale, en même temps que le compte de gestion du payeur départemental, le 27 mai 2011. Un rapport unique de présentation du compte administratif a également été rédigé par la sous-direction.

La préparation du budget primitif 2012 a été lancée le 27 juin 2011 avec la transmission aux directions gestionnaires de crédits d'une note de cadrage et d'une note méthodologique. La note de cadrage a été arrêtée par l'Exécutif départemental qui a pris appui sur les travaux de prospective pluriannuelle des finances départementales qui ont été conduits par la sous-direction de mi-avril à mi-juin 2011. Le débat d'orientations budgétaires (DOB) pour 2012 a été préparé par la sous-direction et a eu lieu lors de la séance du conseil général du 16 décembre 2011.

En dehors de ces activités autour des actes budgétaires de la collectivité, la SDBP a procédé, dans le cadre de ses attributions, aux principales tâches suivantes :

- Traitement de 2 472 virements de crédit (+ 8,5 % par rapport à 2010)
- Contrôle budgétaire de 388 rapports soumis en 2011 à l'assemblée départementale (- 20 % par rapport à 2010)

- Gestion des fonds de péréquation (droits de mutation et taxe professionnelle) : 10 rapports soumis à l'assemblée représentant des volumes mis en répartition respectivement de 22,3 M€ et de 42,9 M€.

Sous-direction dette, trésorerie et comptabilité :

Mission Règlement budgétaire et financier (RBF)

Le projet de réunir dans un document unique l'ensemble des règles applicables en matière budgétaire, financière et comptable du Département, en les révisant si besoin, a été lancé en septembre 2010 et devrait aboutir mi 2012. Ce travail est conduit en concertation avec les gestionnaires de crédits pour bien appréhender les besoins, les pratiques en vue de les harmoniser, les améliorer, les sécuriser. 17 réunions (COPIL, groupe-projet et groupes de travail) se sont tenues en 2011 auxquelles il faut ajouter 20 réunions de travail interne à la Direction des Finances.

Service dette, trésorerie et garanties d'emprunt :

Il a été mobilisé, après consultation d'organismes bancaires, 90,4 M€ d'emprunts à travers 7 contrats, dont 3 contrats nouveaux négociés au cours de l'année 2011. Un quatrième contrat a été négocié fin 2011, mais les fonds seront libérés en 2012. Le stock de dette à long terme est ainsi passé de 892,2 M€ au 1^{er} janvier à 908,8 M€ au 31 décembre 2011. L'objectif poursuivi a été de sécuriser l'encours de la dette long terme pour mettre à l'abri le Département d'une hausse des taux en saisissant des opportunités de fixation de taux variables. Ainsi, le service a sécurisé 3 emprunts à taux variables vers des taux fixes pour 75,5 M€.

Trois autres emprunts, représentant un encours de 39,7 M€, ont été par ailleurs renégociés pour baisser leur taux d'intérêt. Le taux moyen de la dette départementale a pu ainsi être maintenu à un niveau bas en 2011 (2,7 % contre 2,6 % en 2010.)

La gestion de trésorerie fait appel à plusieurs instruments dont dispose le Département :

- des crédits long terme à encours variables : 133 tirages ont été effectués en 2011 et 61 remboursements,
- les lignes de trésorerie dont le plafond de mobilisation était de 150 M€ : 86 tirages et 32 remboursements en 2011
- les billets de trésorerie avec 6 émissions en 2011 pour un total de 130 M€.

Des garanties d'emprunt ont été instruites en 2011 qui ont donné lieu à 31 dossiers préparés et adoptés par l'assemblée départementale pour un montant de 69 M€. L'encours de dette garantie par le Département s'élève ainsi à 476,1 M€ au 31 décembre 2011, au profit de 85 organismes. L'année 2011 a également été marquée en la matière par la préparation d'un nouveau dispositif régissant les garanties d'emprunt accordées par le Département qui a été adopté en assemblée le 30 septembre 2011.

Enfin, le service dette et trésorerie a assuré la gestion des relations financières avec le SDIS au cours de l'année 2011 dans le cadre de la nouvelle convention signée le 12 janvier 2011 ainsi que l'instruction de 4 subventions diverses dont la gestion relève de ce service (jeunes sapeurs pompiers, deux associations d'élus locaux et la Société d'entre-aide des anciens conseillers généraux).

Service comptabilité :

En matière d'exécution comptable, le service de la comptabilité a géré et contrôlé l'émission de 83 212 mandats en 2011 (+ 4,8 % par rapport à 2010) et l'émission de 22 879 titres de recettes (- 9,8 % par rapport à 2010).

Cette activité a généré le rejet de 476 mandats (0,6 % des mandats émis) et de 325 titres de recettes (soit 1,4 % des titres émis).

Le montant des rattachements des charges et des produits 2011 générés par le service de la comptabilité s'est élevé respectivement à 14,4 M€ (dont 11,4 M€ pour les ICNE) et 18,3 M€.

La gestion des régies comptables a été importante en 2011 puisqu'elle a porté sur 35 régies d'avances (dont 2 nouvelles en 2011) et 9 régies de recettes. Il a été pris 50 arrêtés pour nommer ou mettre fin à des fonctions de régisseurs, mandataires suppléants ou mandataires.

Dans le cadre de la modernisation des procédures comptables et des relations avec le Trésor public, la dématérialisation de certaines pièces justificatives a été poursuivie en 2011 avec celles relatives au RSA et aux états de paie.

Pôle d'administration fonctionnelle des systèmes d'information financière (PAFSIF)

L'équipe du PAFSIF a connu un fort renouvellement en 2011 avec l'arrivée de deux nouveaux collaborateurs sur les trois agents de ce pôle. De nouvelles modalités de travail ont été mises en place visant à améliorer la qualité du service rendu aux utilisateurs du logiciel budgétaire et comptable du Département (formation des gestionnaires notamment). De (nombreuses) installations d'évolutions du logiciel Grand Angle (versions, mais aussi patch ou révisions) ont eu lieu (22 mises à jour en 2011, soit + 23 % par rapport à 2010).

La qualité de ces livraisons s'est détériorée générant une augmentation des fiches d'anomalie de 60 % par rapport à 2010 (139 au total en 2011). La gestion du profil et des habilitations des utilisateurs s'est traduite par 90 créations et 350 modifications. Les utilisateurs ont demandé au total 600 requêtes et extractions (stable par rapport à 2010). Il a été organisé 21 demi-journées de formation sur l'ensemble des modules du logiciel et deux jours de formation au module I-dossier.

MISSION PROJET DE TERRITOIRE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Mots-clés :

- Projet départemental de territoire,
- 5 chantiers,
- Conseil participatif,
- Développement durable,
- Agenda 21,
- Grand Paris et métropole.

Effectif de la Mission : 2 agents

Faits marquants en 2011 et contexte de travail de la mission pour:

○ **Le Projet de territoire :**

Au cours de l'année 2011, les orientations du projet de territoire, structurées en cinq chantiers principaux, ont été intégrées dans les politiques et les projets départementaux.

Ces cinq chantiers concernent :

- l'accessibilité et la qualité des services pour tous,
- les mobilités : l'invention de la diversité,
- la Seine-et-Marne, destination choisie,
- la Seine-et-Marne, territoire leader de l'éco-construction,
- un nouveau modèle d'aménagement.

Les commissions du Conseil participatif et son instance plénière se sont réunies à plusieurs reprises.

Des thématiques rejoignent les travaux de Paris-Métropole dans lesquels le Département s'investit et auxquels la mission prend part en association avec les directions pilotes de certaines thématiques (déplacements, logements, aéroports avec DADT et Seine-et-Marne Tourisme).

Dans le prolongement des réflexions relatives au projet de territoire, une convention de partenariat a été signée avec la Ville de Paris, concernant des accords et une coopération autour de quatre thèmes principaux : gestion de la ressource en eau, agriculture, trames vertes et bleues, ville durable et éco-construction.

- Des études et initiatives portant sur des pôles du Grand Paris (Descartes et Roissy).
- **Le Développement durable et l'agenda 21 :**
 - Poste « Chargé de mission Développement durable et Agenda 21 » pourvu,
 - Recrutement d'une apprentie en octobre 2011 pour travailler sur la mobilisation interne.
 - Une nouvelle obligation réglementaire : l'élaboration d'un rapport annuel de développement durable (issue de la loi Grenelle 2)

Chiffres-clés :

- **Le Projet de territoire :**
 - 4 plénières du Conseil participatif et 11 réunions des commissions.
 - 2 COPIL et 6 COTECH
 - 62 projets recensés au titre des 5 chantiers du Projet de territoire.
- **Le Développement durable et l'agenda 21**
 - 50 correspondants Développement durable
 - 46% des aides à l'investissement du Département éco-conditionnées
 - 54% de la population seine-et-marnaise vit dans une commune ou une intercommunalité en démarche Agenda 21 ou Plan Climat Energie

L'essentiel de ce qu'il faut retenir de l'action 2011 pour :

- **Le Projet de territoire**

En 2011, l'accent a été mis sur :

 - La mise en place d'une organisation en interne stabilisée et mieux adaptée à la mise en œuvre des 5 chantiers du Projet de territoire.
 - Le fonctionnement et l'animation du Conseil participatif du Projet de territoire. Cet objectif peut être considéré globalement comme atteint.
 - « Faire entendre la voix de la Seine-et-Marne » à l'extérieur, pour ce qui revient à la direction
- **Le Développement durable et l'agenda 21**

L'action de la Mission Développement durable en 2011 a consisté principalement à :

- Relancer la mobilisation interne, et en particulier l'activité du club des correspondants Développement durable.
- Construire une méthodologie et un référentiel (« tableau de bord Développement durable » en vue de la production du rapport annuel de développement durable, et rédaction du 1er rapport annuel développement durable sous la forme d'un point d'étape de l'Agenda 21 (rapport adopté par l'Assemblée en décembre 2011).
- Lancer le réseau des Agenda 21 locaux seine-et-marnais (1ère réunion d'échanges et conception d'un site collaboratif).
- Développer la communication autour de l'Agenda 21 2010-2012 (prolongement de la labellisation, plaquette de communication, mise à jour des outils de communication internes et externes).

Actions nouvelles significatives mises en place en 2011 pour :

○ **Le Projet de territoire :**

La convention de partenariat avec la ville de Paris qui se décline en 4 axes et 23 actions pour le développement durable de la métropole. Ce partenariat qui privilégie la dimension environnementale du développement durable s'articule, en priorité et dans un premier temps, autour des thématiques de la gestion de la ressource en eau, de l'agriculture, des trames verte et bleue et de la ville durable et est conclu pour une durée de six ans, tacitement reconductible, sauf dénonciation expresse par l'une ou l'autre des collectivités. Pour assurer la pérennité des engagements définis dans la convention, un comité de pilotage coprésidé par le Maire de Paris et le Président du Conseil général de Seine-et-Marne a été mis en place. Progressivement cette convention devrait s'étendre à d'autres thématiques.

En 2012, ce principe de partenariat devrait être étendu à d'autres acteurs.

○ **Le Développement durable et l'agenda 21**

Deux actions nouvelles significatives ont été mises en place en 2011 :

- d'une part, l'organisation d'un système d'évaluation des politiques départementales au regard du Développement durable : définition d'une méthodologie et des modalités d'élaboration du rapport annuel de développement durable et élaboration d'un « tableau de bord Développement durable » recensant les enjeux, objectifs et indicateurs d'évaluation des politiques selon les 5 finalités de développement durable, en lien avec la démarche de performance et l'Observatoire départemental. Public cible : interne et externe. Objectif : intégrer davantage les finalités et principes du développement durable dans l'ensemble des politiques départementales.
- Le lancement d'un réseau des Agenda 21 locaux en Seine-et-Marne, via l'organisation de réunions d'échanges et la mise en place d'un site collaboratif de type WSS. Public-cible : les collectivités seine-et-marnaises en démarche Agenda 21. Objectif : organiser et développer le partage d'expériences pour accroître la pertinence et l'impact des actions menées sur le territoire.



Club des correspondants DD : réunion de septembre 2011

MISSION EUROPE

Mots-clés qui caractérisent la Mission :

Fonds européens / Europe / Appui / avenir des fonds structurels / FEDER, FSE, FEADER / Politique Agricole Commune / Programmes d'action communautaire

Effectif en 2011 :

1 agent : chef de projets « Fonds Structurels »,
Renfort de la mission Europe avec l'accueil de stagiaires.

Budget primitif :

96 045 €

Budget réalisé :

69 485,73 €

Faits marquants en 2011 et contexte de travail de la mission :

- Point d'avancement des dossiers européens présenté au bureau des élus (24/01/2011).
- Suite aux élections cantonales de mars 2011, désignation d'un conseiller général chargé des Affaires européennes.
- Création de 3 pages Internet dédiées à l'Europe sur le site Internet externe du Conseil général.
- Une demande d'abondement complémentaire au titre du FEADER fin 2011 et des actions classiques de suivi et de mise en œuvre des fonds européens (FEDER, FSE et FEADER) : points d'avancement des dossiers FSE du Conseil général de Seine-et-Marne, participations aux comités de programmation et de sélection des 3 fonds européens, etc.
- Réunions de l'association Ile-de-France Europe : Travail d'appui auprès du Conseiller général chargé des Affaires européennes

Chiffres-clés :

- 655 000 € de FSE prévus (pour un coût total de 1 310 000 €) pour le dossier « Parcours intégrés vers l'emploi : la réussite pour l'insertion », si la totalité des actions inscrites sont réalisées sur 2010. Janvier 2011 : travail sur l'avenant à la convention financière 2010-2011, les recettes FSE prévisionnelles sont ramenées à 320 000 € et le bilan d'exécution des actions montent une consommation réelle de FSE de 194 251,21 €.
- 88 345,49 € de FSE ont été perçus au second semestre 2011 au titre du Pack Insertion n° 1 (déc. 2008 - janv. 2010).
- 4 305,60 € de FSE restent à percevoir après la réalisation écourtée du Pack Entreprises (2009).
- 28 porteurs de projets de seine-et-marnais (dont 5 services/directions du CG77) ont sollicité la Mission Europe et ont été orientés vers les fonds européens adéquats.

L'essentiel de ce qu'il faut retenir de l'action 2011 de la Mission :

Dans le domaine des Affaires européennes, l'année 2011 a été marquée par la poursuite de la montée en charge des dossiers à traiter.

La mission Europe a également poursuivi son action de sensibilisation à l'Europe en 2011 : d'une part en interne, en organisant une semaine de l'Europe dans le hall de l'Hôtel du Département : pavoisement du hall d'accueil du Département aux couleurs européennes.

D'autre part, auprès d'un certain nombre de collégiens, en collaboration avec le service de la restauration scolaire, la mission Europe a participé à la semaine de l'Europe « Goûtons l'Europe » dans les collèges.

La mission Europe a participé au jury des projets éducatifs portés par la DEESF et a organisé comme chaque année l'accueil des étudiants ERASMUS de l'université de Paris Est Marne-la-Vallée à Blandy-les-Tours (octobre 2011).

La mission Europe a participé au forum sur la mobilité organisé par l'IUT de Fontainebleau en novembre 2011.

A noter une sollicitation plus importante des porteurs de projets seine-et-marnais, d'où une augmentation du travail en terme d'appui et de conseil effectué par la Mission Europe.

Les actions nouvelles significatives mises en place en 2011 :

→ Dernier trimestre 2011 : Travail sur un abondement complémentaire de FEADER pour le projet d'aménagement haut débit en zone rurale

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DE L'ADMINISTRATION ET DES RESSOURCES
(DGAR)**

PRESENTATION GENERALE

La direction générale adjointe de l'administration et des ressources est chargée de la définition des besoins et de l'allocation des moyens nécessaires au bon fonctionnement de tous les services départementaux, dans leur diversité.

Dans cet esprit, la DGAR a accompagné les directions en apportant son expertise juridique, technologique, en matière d'achats ou de suivi des ressources humaines.

L'année 2011 a ainsi été marquée par la mise en place ou la concrétisation de projets visant l'amélioration du service aux usagers et aux collectivités partenaires (adoption du plan « Collège numérique » et du schéma « usages et services », création de sites internet de mairies pour une meilleure diffusion de l'information territoriale) ainsi qu'aux agents du Département (élaboration de la Charte bien être, mise en place de la démarche qualité ITIL dans le cadre de la relation agent-service informatique).

La DGAR a par ailleurs soutenu le mouvement de modernisation de l'administration du Département (poursuite de la dématérialisation d'un certain nombre de démarches telles que les Entretiens Annuels d'Évaluation ou la gestion du courrier, organisation de mutualisations dans l'objectif de l'amélioration de la qualité du service et des moyens, aménagement d'un « DATA Center » permettant la sécurisation du réseau informatique).

Enfin, elle a apporté son expertise pour assurer un contexte juridique sûr, propice au développement de projets pérennes (sécurisation des procédures de marché, suivi des contentieux) et contribuant au projet de territoire (recours à la clause d'insertion sociale dans les marchés du Département, par exemple).

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES (DRH)

La direction des Ressources humaines a pour missions :

- d'être le partenaire de la stratégie de développement de la collectivité par une mobilisation efficace des ressources humaines (conduite du changement, développement des compétences, gestion de la masse salariale, etc.).
- de veiller au maintien des bonnes conditions de travail, au bon fonctionnement de la vie collective. Dans cet esprit, la direction apporte écoute, conseil et soutien aux agents.
- d'assurer le fonctionnement quotidien de la relation collectivité/ agents (paies, carrières, aide sociale).

Budget primitif de la direction :

- En fonctionnement : 182 650 610 €
- En investissement : 403 150 €

Budget réalisé :

- En fonctionnement : 178 429 018 € dont 171 070 214€ de masse salariale
- En investissement : 216 809 €

Effectif en 2011 :

131 personnes, réparties en cinq sous-directions et comprenant l'équipe d'appui (12 postes).

- La direction et ses services rattachés (une directrice, son adjointe et 10 personnes)
- La sous-direction de la gestion des emplois et des compétences (un sous-directeur, 41 agents)
- La sous-direction de l'administration du personnel (quatre secteurs et une unité de retraite, 41 agents)
- La sous-direction des études et du budget (un sous-directeur, 5 agents)
- La sous-direction de l'environnement au travail (un sous-directeur et 9 agents)
- La sous-direction de l'accompagnement des personnels (un sous-directeur, 16 personnes)

Présentée au Comité Technique Paritaire du 6 décembre 2011, la réorganisation de la direction a conduit à trois mouvements importants :

1. transformation de la sous-direction Etudes et Budget en service Administratif et Financier (SAF), composé de 7 personnes.
2. réintégration de la médecine préventive, externalisée depuis 10 ans. Placé au sein de la sous-direction Santé Hygiène et Sécurité, le service Santé au Travail est composé de 3 médecins (dont 1 à 50%), d'une infirmière, de deux assistantes de planification et d'un chef de service.
3. rattachement du secteur Tempo à la sous-direction Carrières et rémunérations.

La réorganisation a été mise en place au 1^{er} janvier 2012.

Direction et services rattachés :

Conseil en organisation

Faits marquants en 2011 :

- pilotage et accompagnement des projets d'organisation de sept directions et de deux sous-directions et services ;
- copilotage de plusieurs projets transversaux (mise en place de SAF dans les directions ; mutualisation des accueils des bâtiments départementaux de l'agglomération melunaise ; optimisation des moyens de petite maintenance) ;
- Réalisation de différents audits et études organisationnelles :
 - étude d'opportunité sur l'internalisation de la médecine préventive et accompagnement de la mise en œuvre du projet ;
 - audit organisationnel du service prestations de la DPAAH ;
 - étude sur l'avenir du laboratoire départemental.
- Pilotage du projet de mise en place d'un outil dématérialisé de gestion des frais de déplacements ;
- Finalisation et accompagnement du déploiement de l'organigramme dynamique ;
- Accompagnement du projet de mise en place d'un SIRH.

Le Conseil juridique de la DRH

Le service a pour missions principales l'assistance juridique, la prévention des litiges et la défense des intérêts de la collectivité dans le cadre de la gestion du personnel départemental.

Faits marquants en 2011 :

- réalisation d'environ 220 analyses juridiques de degrés de complexité variés ;
- réalisation d'un marché de prestations juridiques dans le domaine de la gestion du personnel départemental ;
- clarification des règles de gestion des frais de déplacement du personnel départemental dans le cadre du projet de dématérialisation ;
- gestion de contentieux.

Plateforme téléphonique RH (un agent)

La plateforme téléphonique RH offre à tous les agents du Département un accès unique à l'information concernant les ressources humaines.

En 2011, 1 121 demandes d'information (appels téléphoniques et courriels) ont été reçues. 98% des réponses ont été fournies dans un délai maximal de 48 heures.

Le service des relations sociales

Ce service, chargé des relations avec les organisations syndicales a, au titre de l'année 2011, organisé **un total de 57 réunions** : **5 C.A.P.** (précédées de **5** réunions préparatoires), **5 C.T.P.**, **3 C.H.S.**, **23** réunions thématiques (dont **10** réunions "Bien-être au travail"), **3** rencontres DGS/organisations syndicales, **12** réunions DRH/organisations syndicales, **1** conseil de discipline.

40 % des dossiers des CTP et CHS fait aujourd'hui l'objet d'un envoi dématérialisé.

Quelques chiffres clés de l'activité du service :

- **63** questions traitées dans le cadre des réunions DGS / organisations syndicales;
- **52** demandes écrites des syndicats traitées ;
- Absences syndicales : suivi de plus de **2 213** heures au titre des autorisations spéciales d'absence (ASA) et de **5 987** heures au titre des décharges d'activité de service (DAS) ;
- Préparation des **12** réunions DRH-OS : l'objectif de ces dernières est de favoriser le dialogue social, de mieux anticiper les besoins des agents et de régler les situations particulières.

La sous-direction de la gestion des emplois et des compétences

Le service recrutement et mobilité interne est chargé de définir et mettre en œuvre la politique de recrutement et de la décliner au sein des services déconcentrés.

- **488** recrutements sur postes permanents réalisés, soit 45% de plus qu'en 2010 (y compris les recrutements d'ATTEE)
- **5 800** candidatures spontanées et faisant suite à des annonces
- **80** recrutements de saisonniers et **33** recrutements de besoins occasionnels
- **53** recrutements de contractuels sur des remplacements
- **42** dossiers de nomination en qualité de stagiaire
- **13** présentations en comités de direction générale des 300 postes (hors ATTEE) à pourvoir accompagnées d'un argumentaire.
- **40** missions de remplacements ou de renforts assurés par l'équipe d'appui
- **1** participation à un salon de l'emploi
- **62** tests de personnalité PAPI effectués dans le cadre de recrutements
- **144** annonces presse, environ 620 annonces mise en ligne sur Internet et Intranet

Le service a par ailleurs élaboré le guide de la mobilité interne et conçu une formation sur la rédaction d'une candidature et les techniques d'entretien, à destination des informateurs des CIJ dans le cadre du dispositif « job d'été » du service jeunesse.

La Cellule CCOP. Les CCOP offrent un accompagnement personnalisé aux agents souhaitant évoluer ou à ceux rencontrant des difficultés professionnelles. Leur champ d'intervention est vaste : accompagnement à la mobilité et conseil en carrière, accompagnement des situations de mal-être au travail, des reclassements, accompagnement des travailleurs handicapés pour leur maintien dans l'emploi.

Les CCOP ont réalisé en 2011, **501** entretiens auprès de 278 agents pour des motifs divers dont :

- L'aménagement de poste : **20**
- La mobilité interne accompagnée : **71**
- Le bilan de compétences internes : **26**
- Le reclassement : **23**
- Le travailleur handicapé et reconnaissance RQTH : **4**
- La VAE-formation : **18**

L'action phare menée par les CCOP tout au long de cette année a été l'animation du projet « bien-être au travail » dont la charte a été présentée et adoptée lors du CHS du 16 novembre et du CTP du 6 décembre 2011.

Le service des effectifs et de la gestion prévisionnelle des métiers, développe et met à disposition les outils d'aide aux managers. Il apporte son expertise dans la définition des ressources au regard des besoins. Il assure le suivi et le renouvellement des compétences.

Il a, à ce titre en 2011 :

- géré la campagne des entretiens annuels d'évaluation ;
- réalisé mensuellement un état précis des effectifs ;
- réalisé des études spécifiques (prévisions de départs à la retraite, loi précarité....) ;
- réalisé l'ensemble des opérations liées au suivi et à la gestion des postes : **75** transformations de postes, **660** vérifications des dossiers et **30** créations par redéploiement ;
- réceptionné **450** candidatures d'étudiants ou élèves et assuré la gestion de **133** stagiaires affectés au sein des services ;
- assuré la gestion et le suivi de **56** apprentis.
- accompagné la DGAE dans la mise en place du chantier d'insertion « surveillance de l'exposition du château de Blandy-les-Tours » ;
- rédigé l'ensemble des arrêtés de délégation de signature (**350**) et poursuivi la réflexion sur la refonte de la procédure et du référentiel (en lien avec la DAJP).

Le service formation est chargé de la définition des orientations stratégiques du plan de formation, de sa mise en œuvre et de son suivi.

L'année 2011 a été marquée par la signature du contrat d'objectifs territorialisés avec le CNFPT et l'organisation du premier séminaire des formateurs internes. Quelques formations phares au cours de cette année : séminaire « discriminations et emplois » pour tous les cadres, aux savoirs de base, à la prise d'un poste administratif dans le cadre d'un parcours de reclassement, à l'analyse des pratiques professionnelles.

- **2 850** agents partis en formation soit 74% de l'effectif.
- **14 403** jours de formation dispensés représentant **4,50** jours de formation par stagiaire,

- **4 227** jours de formation pris en charge par le CNFPT sur la base de la cotisation du Département. Le réseau des formateurs internes a permis la production de **1347** jours de formation, soit 9.3% du total des jours de formation.

Sous-direction de l'administration du personnel

La sous-direction assure le suivi de la carrière des agents et de la paye. Elle a en outre un rôle de conseil à destination des agents et encadrants.

La sous-direction en chiffres :

- **5304** arrêtés
- **57 645** paies traitées
- **73** instructions de dossier de médailles du travail
- **42** instructions de dossiers de congés bonifiés
- **234** agents reçus sur sites

La sous-direction a mis en œuvre de nouveaux projets (dispositif de télétravail avec la DSI) et poursuivis des chantiers importants (automatisation des arrêtés, dématérialisation de la campagne RH, reprise des carrières à la suite d'évolutions statutaires).

Sous-direction des études et du budget

La sous-direction pilote le budget RH, met en œuvre des indicateurs pertinents (réalisation du bilan social, réalisation d'études juridiques). La sous-direction est par ailleurs garante du bon fonctionnement de la gestion du temps et de l'optimisation du logiciel Tempo.

La sous-direction réalise le bilan social, l'enquête de conjoncture CNFPT et assure le suivi des indicateurs de pilotage (PAP, reporting DG....).

Sous-direction de l'environnement au travail

Cette sous-direction est composée de deux services : le service médecine professionnelle et préventive et le service prévention hygiène et sécurité.

Le service Prévention, Hygiène et Sécurité met en place diverses mesures visant à garantir l'**hygiène et la sécurité** des agents à leur poste de travail.

- Prévention incendie : organisation de 16 exercices d'évacuation ; organisation de réunions d'information aux agents d'évacuation incendie ; initiation et entraînement à la manipulation de la chaise d'évacuation incendie ; achat de signalétique et de matériel pédagogique.
- Evaluation des risques professionnels : visites de sites, analyses d'accidents de travail significatifs (12). Réalisation de 21 ateliers d'évaluation du risque métier.
- Aménagement des postes de travail : mise en œuvre des recommandations médicales impliquant des aménagements techniques (40 493€ engagés pour travaux ou matériels pour les travailleurs handicapés, 42 449€ pour les travailleurs non reconnus handicapés).

Il a en outre proposé conseil et expertise auprès des services.

Le service a ainsi animé le réseau de prévention et effectué le suivi du plan départemental de secourisme (matériel de premiers secours, actions de sensibilisation).

Il a conduit des actions de sensibilisation à la prévention des risques professionnels (organisation d'un forum à la MDS de Noisiel sur le risque routier, animation de modules « Hygiène Sécurité » lors de l'accueil des nouveaux arrivants).

Le service Médecine Professionnelle et Préventive est chargé de la mise en œuvre de la surveillance médicale préventive, de la gestion des dossiers liés aux accidents du travail et maladies professionnelles, des demandes de congés longue maladie ou longue durée, des séances de la Commission départementale de réforme, du Comité médical départemental.

L'étude sur la création d'un service de médecine préventive au sein de l'administration du Département a été réalisée au cours de l'année 2011. Ce projet a été présenté aux organisations syndicales lors des CHS et CTP de fin d'année. 3 médecins, 1 infirmière, 1 chargé de programmation et 1 chef de service seront recrutés au cours de l'année 2012 afin de mettre en place, au sein des services départementaux, ce nouveau service.

Sur 2011, le service a fait procéder à :

- **2985** examens cliniques
- **224** agents reçus en consultation psychologique à leur demande
- **439** agents vaccinés contre la grippe

Il a en outre traité **297** dossiers d'accidents de travail, **35** demandes de reconnaissance de maladies professionnelles, dont 15 reconnues en 2011. Il a transmis **294** dossiers au Comité médical départemental (demandes et de prolongation de congés de longues maladies et de longues durées, de gestion des inaptitudes définitives ou temporaires).

Sous-direction de l'accompagnement des personnels

Le service de l'information et de l'intégration professionnelle prend en charge l'information des agents concernant les ressources humaines, l'intégration professionnelle et l'évènementiel (cérémonie pour les agents retraités et médaillés, séminaire de préparation à la retraite).

Le service des prestations sociales et de la restauration assure :

- la gestion de l'ensemble des prestations sociales, la rentrée scolaire, les compléments pour séjours d'enfants, la prestation assurance automobile, la prestation pour départ à la retraite ou médailles.
- la gestion de la restauration (attribution des tickets restaurant), la gestion du RAPSM et les conventions avec les autres restaurants administratifs.

Le service de l'action sociale apporte aide et conseil aux agents départementaux en difficultés.

Au cours de cette année 2011, quelques faits marquants :

- la poursuite de la mise en place du parcours d'intégration des nouveaux arrivants ;
- une fiabilisation du dispositif des cartes professionnelles ;
- l'augmentation du nombre de demandes de prestations sociales (939 demandes de prestations séjours [+5%], 122 demandes de CESU Handicap [+67%], 242 CESU gardes d'enfants [+14%]) ;
- la dématérialisation des tickets restaurant ;
- la poursuite des actions engagées dans le cadre de la prévention des addictions, avec la mise en place de formations des encadrants et l'animation du réseau des relais avec des intervenants extérieurs (gendarmerie, centre de soins, etc.) ;

- la mise en place du nouveau contrat « groupe prévoyance » (**1436** inscrits au 31 décembre 2011) soit 70 % de plus que sur le précédant contrat.

Le service propose un suivi social des agents les plus fragiles, et notamment le suivi des familles en difficulté (logements, surendettement).

- 279 agents ont été rencontrés par les travailleurs sociaux
- 440 rendez-vous pris au domicile de l'agent
- 33% des prêts accordés ont permis un accès ou un maintien au logement, 35% des secours accordés ont permis le règlement d'impayés de loyer et éviter ainsi la mise en place de la procédure d'expulsion, 22% des secours ont aidé au règlement d'une dette de factures impayées.

DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION (DSI)

La direction des Systèmes d'Information (DSI) assure la mise en œuvre des moyens informatiques et de télécommunications pour les agents du Département. Elle définit et propose la politique des systèmes d'information pour les services du Département.

L'activité de la DSI s'articule autour des activités principales suivantes :

- la mise à disposition d'applications métiers,
- la mise à disposition de cartes et de données géographiques,
- le déploiement de postes de travail et de logiciels,
- l'exploitation des serveurs informatiques, de la téléphonie et des réseaux,
- l'assistance en ligne et sur site.

La DSI assure également la gestion, l'évolution et la sécurité du Système d'Information (SI).

Effectif

Elle est composée de 90 agents répartis dans les quatre sous-directions suivantes :

- la Sous-direction des Utilisateurs et l'Infrastructures (SDUI)
- la Sous-direction des Projets et des Applications (SDPA)
- la Sous-direction de la Cartographie et de l'Information Géographique (SDCIG)
- la Sous-direction de l'Administration et du Contrôle de Gestion (SDACG)

Budget primitif 2011 :

- La section de fonctionnement du budget de la DSI représente 3 438 459,10 € ; le taux de réalisation des crédits a atteint 98,5 % en 2011.
- La section d'investissement du budget de la DSI représente 3 682 688,94 € ; le taux de réalisation des crédits en 2011 a atteint 95,2 % (hors reports sur 2012 représentant 4,20% du budget 2011).

Faits marquants en 2011 :

2011 a vu la consolidation des infrastructures du Département, conformément aux orientations définies dans le cadre du Schéma directeur informatique : renforcement des équipements de sécurité, sécurisation des liaisons, création d'accès internet sans fil (Wi Fi), sécurisation et optimisation des serveurs dans le nouveau site de Savigny-le-Temple et ouverture du système d'information vers l'extérieur avec le développement des accès extranet.

L'amélioration du service à l'utilisateur a constitué le fil conducteur des principaux projets de la DSI. Ainsi, la mise en œuvre de la démarche qualité ITIL s'est-elle poursuivie. Elle est destinée à renforcer la « culture client » de la direction et à améliorer ainsi la qualité et la réactivité des services. 23 agents ont d'ores et déjà reçu une certification.

Par ailleurs, la DSI a engagé la mise en place des outils nécessaires à la création d'une plate-forme téléphonique centralisée.

Chiffres-clés de l'activité 2011 :

Sous-direction des utilisateurs et des infrastructures (SDUI)

Les services ont assuré le dépannage et l'équipement des agents à un rythme soutenu : Les équipes ont réalisé le déploiement de 586 ordinateurs, et organisé en collaboration avec la SDPA, l'accès du campus melunais à l'annuaire commun du Département. Les techniciens ont également assuré le traitement de 3306 incidents et 2510 demandes de travaux en matériels, logiciels (1500 en 2010).

La cellule a participé à l'installation de trois expositions dans les musées de Vulaines-sur-Seine et Saint-Cyr-sur-Morin et au château de Blandy-les-Tours.

Le service de l'assistance aux Utilisateurs a pour sa part assuré le suivi et l'accompagnement des agents

Sur l'année 2011, le service atteint ses objectifs qualité :

- une moyenne de 88% de taux de décroché pour un total de 18 745 appels traités, soit 8 points de plus que l'objectif fixé ;
- un temps moyen d'attente en ligne de 56 secondes ;
- 13 601 incidents ouverts, dont 62,4% résolus dès l'assistance de niveau I ;
- 5 618 incidents suivis en niveau 2 et 3.

Pour 2011, 4642 formulaires DSI ont été traités par le gestionnaire de demandes, soit une augmentation de 54% par rapport à l'année 2010 (2519 demandes en 2010).

Le service réseau et télécoms a engagé la mise en place de la téléphonie sur IP et favorisé l'accès des applications du Département depuis l'extérieur

Un audit réseau a été effectué sur les sites départementaux en vue de préparer le déploiement de la Téléphonie sur IP (TOIP).

Le service a mené des actions visant à sécuriser l'infrastructure réseau/télécom du Département, notamment le filtrage Internet, le renforcement des équipements de sécurité Internet (firewall), la création des accès sans fil (WIFI) dans les sites principaux.

Cet ensemble de mesures a pour objectif d'augmenter le nombre d'applications accessibles de l'extérieur par les agents. Cette architecture permet également l'accès du portail Sés@me par les agents depuis leur domicile.

Pour les services systèmes et serveurs :

Véritable « mémoire » du Conseil général, un « Data Center » a été installé dans les locaux de la DSI à Savigny-le-Temple. Doté d'un équipement de haute technologie, ce lieu spécifiquement adapté et sécurisé (le « cold corridor ») centralise les 200 serveurs du Département. Ce dispositif permet d'économiser 20 à 30% d'énergie.

Le service a, de plus, engagé une rénovation du parc des serveurs, qui se poursuivra en 2012.

Pour le service méthode et planification : en 2011, le gestionnaire du stock informatique a traité 1468 demandes de consommables ainsi que 1508 sorties de matériels (ordinateurs, périphériques) et 658 retours au stock.

58 ordinateurs ont été reconditionnés pour être donnés à des associations du Département et 459 matériels ont été mis au rebut (marché de recyclage DEEE).

Dans le cadre de la certification ITIL, une enquête de satisfaction sur la DSI a été lancée auprès de tous les agents du Conseil général du 3 au 25 mars 2011 : 827 agents y ont répondu. 88% des répondants se sont dit satisfaits, voire très satisfaits des informations fournies par la DSI dont l'image est bonne voire très bonne à 78%.

Grâce à la mise en place d'un planning de ses prestations, la DSI a d'ores et déjà été en mesure de mieux communiquer auprès des utilisateurs sur les actions ou les interruptions de service.

Sous-direction des projets et des applications (SDPA)

La Sous-direction des Projets et des Applications a assuré l'assistance et la maintenance corrective et évolutive du parc applicatif.

Il a en outre mis en œuvre de nouvelles solutions.

Pour les domaines de l'infrastructure et de l'aménagement du territoire :

- le lancement du marché relatif à la nouvelle téléphonie (téléphonie sur IP) ;
- la mise en place de deux réseaux WIFI via 16 bornes (un réseau « agents et un réseau « invités » pour les visiteurs) ;
- la mise en place d'un progiciel de gestion des procédures juridiques relatives à la gestion du patrimoine foncier et immobilier du Département. Cette informatisation permettra de mieux connaître le patrimoine de la collectivité et de sécuriser les procédures.

Pour le domaine des finances :

- la DRH expérimente depuis mai la signature électronique. Ce pilote s'appuie sur le « parapheur électronique » et le « tiers de confiance externe » mis en place début 2011.
- Le logiciel AS@LAE, plate-forme d'archivage électronique développée sous logiciel libre, est en test depuis octobre. Il vise à évaluer une solution d'archivage électronique garantissant une conservation pérenne et intègre des documents sous forme électronique pendant la durée d'utilité administrative.
- La dématérialisation des flux comptables se poursuit. Après les bordereaux, titres et mandats des budgets, le projet a cette année pris en charge les pièces justificatives (RSA, Bébébonus).

Pour le domaine du social :

- le service a participé au développement du projet « Gestion de la relation usager », destiné à apporter aux usagers une réponse de qualité et unique sur l'état d'avancement de leurs dossiers. Ce projet devrait être déployé en 2012.
- Le déploiement de l'application « RSA » a donné lieu à l'ajout de nouvelles fonctionnalités (gestion des parcours d'insertion et de l'orientation...).
- Le logiciel de gestion en temps réel des places disponibles (accueil d'urgence et longue durée) de la direction de l'Enfance a été mis à la disposition de quatre sites pilotes.

Pour les domaines du documentaire et du décisionnel :

- le service a procédé au lancement du marché de mise en place du nouvel intranet.
- Le déploiement d'espaces collaboratifs intra directions, projets ou de communauté d'intérêt s'est poursuivi. Il doit permettre l'amélioration de l'échange d'informations et de la structuration des documents partagés.
- La création de passerelles automatiques entre les logiciels métiers et l'entrepôt de données sur lequel s'appuie la « Démarche de performance » ouvre la possibilité d'accéder plus rapidement à des indicateurs synthétiques.

- Une application d'aide à la conception des menus de restauration scolaire (77Equilibré) a été développée en interne afin de répondre à la loi du 27 juillet 2010.

Pour le domaine des ressources humaines :

- l'application développée en interne pour l'Entretien Annuel d'Evaluation (EAE) a été enrichie de la dématérialisation des avancements et promotions et du suivi des formateurs internes.
- Le service a poursuivi la dématérialisation des procédures, dans le sens d'une plus grande réactivité nouvelle déclaration réglementaire à destination de la CNAV et de l'URSSAF.

Sous-direction de la cartographie et de l'information géographique (SDCIG)

La SDCIG a poursuivi la refonte du portail Géoserveur. La gestion des droits et des



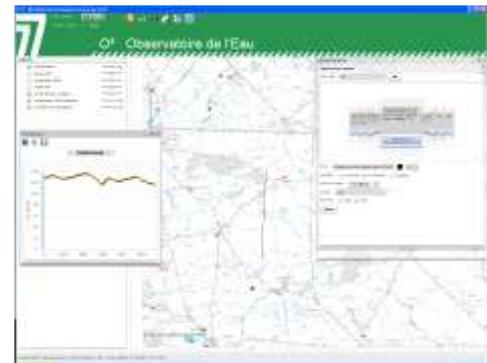
profils a notamment été revue pour en faciliter l'utilisation et les performances.

Les développements réalisés en 2010 ont été capitalisés à travers la création de nouvelles applications et l'évolution de plusieurs autres :

- *Authentification sécurisée : Central Authentication Service (CAS).* Cette nouvelle application permet une authentification sécurisée et unique pour toutes les applications

liées.

- *Ariane77 – SIG : Premier lot de l'application cartographique associée au logiciel Ariane77.* Ce premier lot permet aux utilisateurs de saisir les édifices historiques recensés dans l'application Ariane77.
- *O2 : Observatoire de l'eau : lot 1 de cette application pour la production cartographique de l'observatoire de l'eau.* Les développements réalisés en 2010 pour



l'application CAREDAS permettent aujourd'hui de réaliser les cartes du domaine assainissement, réseau de surveillance des cours d'eau et prix de l'eau.

- *Cartographie thématique.* L'application a été modifiée pour permettre la gestion de la cartographie pour les observatoires.



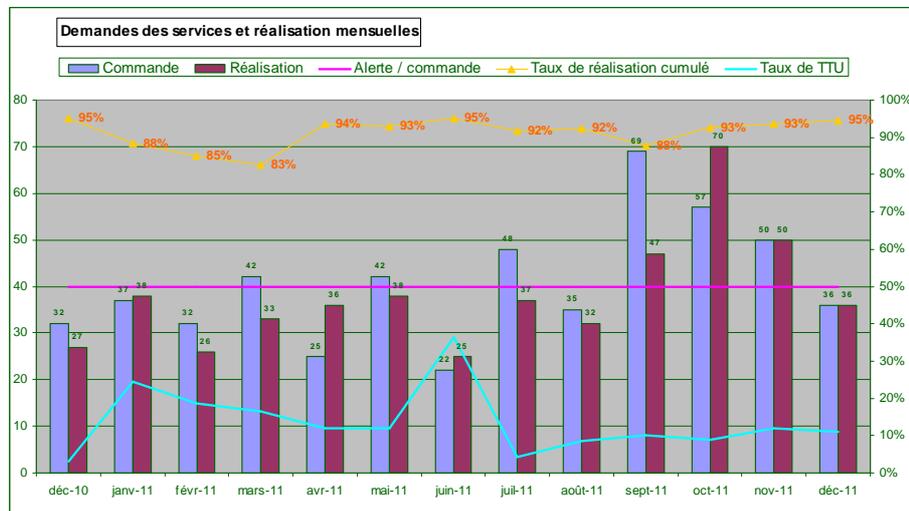
- *Plusieurs applications ont en outre été modifiées* pour prendre en compte des évolutions de la législation (mode de scrutin des élections cantonales) ou matérielles (programmation et gestion des revêtements des routes ; modification de la typologie des revêtements pour prendre en compte la production d'indicateurs pour le plan climat / énergie).

468 commandes ont été passées par les services, représentant, entre autre, la réalisation de 822 cartes et 29 actions de fourniture de données à des prestataires. Un travail important a été fourni pour la réalisation du tome « Faune de l'atlas de la biodiversité », soit 6 972 cartes.

De nouvelles données ont

également été mises à disposition des directions : les découpages fonctionnels de l'INSEE, les bassins de rétention du réseau routier, le cadastre napoléonien de nouvelles communes et les infrastructures de l'opérateur France Télécom.

Le taux de réalisation des commandes cumulé de 95% pour l'année est identique à celui de 2010, et on peut noter une moyenne de 15% de commandes très urgentes (réalisation en mois de 2 jours).



Sous-direction de l'administration et du contrôle de gestion (SDACG)

La sous-direction a assuré la mise en place et le suivi des outils administratifs nécessaires à l'équipement informatique du Département, à travers les chantiers suivants.

Mise en place d'un marché dédié aux SmartPhones. Un nouveau marché a été mis en place pour la gestion du parc de SmartPhones.

Elaboration des marchés de la DSI.

44 marchés menés.

Déclarations CNIL. Un guide CNIL a été réalisé, en collaboration avec la direction des Affaires Juridiques et Patrimoniales, afin de sensibiliser les agents sur la Loi Informatique et Libertés. Ce guide est disponible sur Sés@me, rubrique « boîte à outils ». 9 déclarations ont été effectuées auprès de la CNIL en 2011.

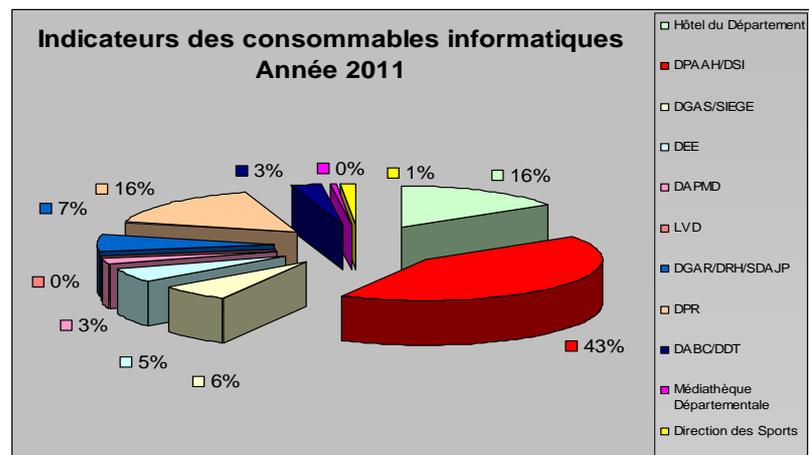
Recyclage des matériels et des

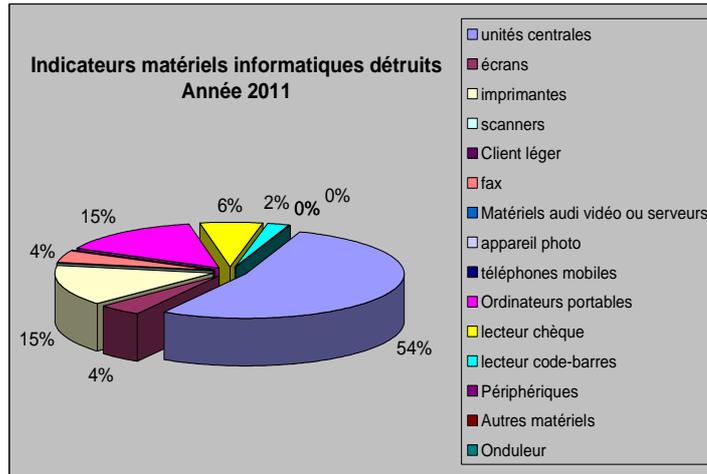
consommables informatiques. La SDACG a mis en place une procédure de dons de micro-ordinateurs, en lien avec le cabinet. En 2011, 72 micro-ordinateurs ont été cédés à des associations ou à des écoles.

Par ailleurs, dans le cadre du marché de recyclage des consommables informatiques, 2 528 cartouches ont été collectées sur les 11 sites identifiés.

Une information sur la collecte des consommables est disponible de façon permanente dans Sés@me, dans la rubrique « Boîte à outils ».

Dans le cadre du marché déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), 21 tonnes de déchets ont été traités. La répartition par type de matériels est indiquée ci-dessous.





DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET PATRIMONIALES (DAJP)

La direction des Affaires juridiques et patrimoniales traite les affaires juridiques du Département ainsi que la gestion des assurances et du patrimoine immobilier.

- Le service Études et Contentieux a pour mission de proposer et de mettre en œuvre les moyens propres à assurer la sécurité juridique des actes produits par le Département et des projets menés par les services départementaux.

A ce titre, le service Études et Contentieux assure des missions de conseil, d'assistance et de veille juridique auprès des services, de traitement du contentieux devant les différentes juridictions, et de contrôle de certains actes de la collectivité (projets de délibération des Assemblées). Il a également vocation à assurer des actions de formation interne à destination des services.

- Le service Gestion du Patrimoine a en charge la gestion du patrimoine immobilier du Département (hors voirie départementale), soit 26 gendarmeries, 126 collèges, 4 musées, 15 maisons départementales des solidarités et plus de 100 sites de proximité qui dépendent d'elles, 5 centres d'information et d'orientation et leurs antennes, ainsi que les bâtiments abritant les services départementaux.

Le service procède aux acquisitions, cessions, locations et mise à disposition des terrains et immeubles nécessaires à l'activité des services départementaux ; il assure la rédaction des actes juridiques correspondants. Il gère également la fiscalité de ce patrimoine.

Le service a également en charge la gestion locative et des copropriétés, la gestion des fluides et la surveillance du patrimoine départemental.

- Le service des Assurances a pour mission de conseiller les services départementaux en matière d'assurance, de déterminer les besoins et les modalités de l'assurance des personnes, des biens et des activités se rapportant au Département, et d'assurer le traitement des sinistres.

Effectif en 2011 :

La Direction comptait 25 postes au 31 décembre 2011 :

- 12 postes de catégorie A
- 7 postes de catégorie B
- 6 postes de catégorie C

Budget primitif 2011 :

- En investissement : 1 170 900 € de crédits de paiement
- En fonctionnement : 7 132 030 €

Budget réalisé 2011 :

- En investissement : 337 344 €
- En fonctionnement : 6 031 930 €

La différence entre le budget primitif et le budget réalisé en investissement résulte du report des opérations de patrimoine prévues, et notamment l'achat de terrains en vue de la construction de locaux.

Faits marquants 2011 et contexte de travail :

A la suite des conclusions de l'étude relative aux fonctions supports déconcentrées, réalisée par le Cabinet Duranton, la DAJP a en 2011 mené à bien un projet de direction conduisant à une réorganisation qui sera mise en place en 2012 et qui a été approuvée par le comité technique paritaire du 6 mars 2012.

Ce projet, qui a donné lieu à de nombreuses réunions de travail avec l'appui de la direction des ressources humaines, se décompose comme suit :

- création d'un poste de responsable administratif et financier par redéploiement du poste d'assistante du directeur,
- réorganisation du service de la gestion du patrimoine dans le sens d'une plus forte transversalité et d'une prise en compte des besoins en termes d'informatisation,
- transfert de la gestion des fluides vers la DABC,
- gestion plus complète des baux et conventions relatifs aux implantations immobilières de la DGAS.

Service Études et Contentieux

Le service a participé à de nombreux projets de fond, associant plusieurs directions du Département, et notamment :

- conseil et assistance à l'Exécutif et à la direction générale dans le cadre du renouvellement de l'Assemblée départementale.
- Participation à un groupe de travail visant à élaborer un nouveau référentiel de délégation de signature et, à partir de la fin d'année, pilotage de ce projet.
- Poursuite du traitement des procédures en lien avec la CNIL et la DSI.
- Assistance à la DPAAH pour la mise en œuvre d'un service de téléassistance destiné aux personnes âgées et aux adultes handicapés : consultation et désignation d'un assistant à maîtrise d'ouvrage ; lancement et passation d'une procédure de délégation de service public.
- Suivi des délégations de services publics du Département :
 - Sém@for 77 : négociation et passation des avenants n° 5 et 6, rapport annuel, organisation de la CCSPL ;
 - PAM 77 : rapport annuel, organisation de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL).
- Aménagement numérique du Département : assistance de la DADT sur le projet de création d'un syndicat mixte numérique et pour la négociation avec les communes de conventions relatives à la réalisation d'infrastructures de télécommunications (NRAZO).

- Accompagnement de la direction des Transports dans le cadre du transfert de la compétence transport par le STIF au Département.
- Accompagnement de la DAC pour la création d'un établissement public de coopération culturelle (EPCC) à la Ferme du Buisson.
- Accompagnement de la DAPMD sur des problématiques d'archivage électronique.
- Suivi des contentieux indemnitaires contre l'Etat relatifs à la sous-compensation des charges départementales pour les allocations individuelles de solidarité et le fonds national de financement de la protection de l'enfance.
- Pilotage du Réseau de juristes : trois réunions en 2011, échanges de pratiques professionnelles, analyse de questions de droit, préparation de la mise en place d'un espace collaboratif (réseau WSS).

Service Gestion du Patrimoine :

Le service a notamment mené les actions suivantes :

- Elaboration de son projet de service.
- Renouvellement des marchés liés au gardiennage et à la sécurité des biens propriété du Département.
- Renouvellement du marché de fourniture de fioul.
- Participation à l'analyse des offres obtenues dans le cadre de la consultation relative à une solution informatique de gestion foncière.
- Analyse des offres, négociations et préparation des décisions et des actes pour la cession de l'ancien site de l'IUFM de Melun.
- Début de la reprise en gestion complète des conventions d'occupation des locaux de la DGAS.

Service des Assurances :

Conseil aux services sur les besoins d'assurance des personnes (risques statutaires du personnel et protection juridique), des biens (dommages aux biens, flotte automobile) et des activités (événementiel, responsabilité civile). Le service a notamment été sollicité pour l'assurance de 15 expositions organisées par le Département et a également assisté les services dans l'organisation de différentes manifestations.

Chiffres-clés de l'activité 2011 :

Service Etudes et Contentieux

- 518 avis et études
- 6 dossiers ayant donné lieu à une assistance auprès des directions concernées
- 481 « contrôles-rapports » en amont des Assemblées
- 58 contentieux en cours au 31 décembre 2011, dont 31 nouvelles affaires contentieuses

- 12 jugements intervenus en cours d'année
- montant des honoraires d'avocat réglés en 2011 : 53 835, 19 € TTC.

Service Gestion du Patrimoine

Acquisition de 18 ensembles immobiliers, dont 15 au titre des espaces naturels sensibles, pour un montant total de 371 549 €.

Cession de 9 ensembles immobiliers (terrains et/ou bâtiments) pour un montant total de 1 299 790 €.

Montant total des impôts, taxes et redevances portant sur le patrimoine départemental : 610 901 €.

Montant total des loyers et charges versés par le Département : 1 798 852 €.

Montant des loyers et charges perçus au titre des locations consenties : 318 699 €.

Service des Assurances

Traitement de 334 sinistres relatifs aux bâtiments appartenant au Département (collèges et bâtiments départementaux) pour un montant total de 608 000 €.

Instruction de 378 dossiers relatifs à la responsabilité civile du Département.

Prise en charge par l'assureur dommages-ouvrage de 27 dossiers de malfaçons sur bâtiments départementaux.

Instruction des dossiers de 117 agents au titre de la protection fonctionnelle dont 28 ont fait l'objet d'une protection juridique.

DIRECTION DES MOYENS GENERAUX (DMG)

La direction des Moyens généraux gère l'ensemble des moyens communs au profit de toutes les directions du Département.

La DMG définit, propose et met en œuvre la politique en matière de moyens généraux dans les domaines des achats, de la gestion du parc automobile, de l'impression, de la maintenance des bâtiments, de la logistique (événementielle, déménagements, ...), de la gestion du courrier et des accueils téléphonique et physique.

Au cours de l'année 2011, la DMG s'est attachée à respecter ses engagements envers les autres directions, et notamment à :

- être un véritable prestataire de service,
- contribuer à la mutualisation des moyens et des prestations,
- mieux prendre en compte les contraintes liées à la proximité,
- s'adapter à la pluralité des missions du Conseil général,
- faire preuve de polyvalence et de réactivité,
- faire preuve de disponibilité.

Missions :

Pour assurer ses missions, la DMG est constituée d'une équipe de 69 collaborateurs répartis dans six services :

- le **pôle direction** : 1 directrice, 1 directeur adjoint et 2 assistantes ;
- le **service des marchés et des études (SME)**, 2 juristes sécurise la commande publique par la passation de marchés publics ;
- le **service du budget et des achats (SBA)**, 1 chef de service et 7 agents, prépare et exécute le budget de la DMG, organise, optimise les achats et assure l'approvisionnement des services ;
- le **service du parc et des déplacements automobiles (SPDA)**, 3 agents gestionnaires, 5 chauffeurs, gère et optimise le parc automobile, assure la conduite des élus ;
- le **service imprimerie (SI)**, 1 chef de service, 1 adjoint au chef de service, 6 agents, réalise l'ensemble des travaux d'impression du Département ;
- le **service courrier et accueil (SCA)**, 1 chef de service, 1 adjoint au chef de service et 20 agents, gère les flux courriers (arrivée, départ et navette interne), le standard téléphonique du Département ainsi que l'accueil de l'Hôtel du Département.
- le **service logistique (SL)**, 1 chef de service, 16 agents, met en œuvre les dispositifs logistiques nécessaires à la conduite des manifestations, aux interventions pour la petite maintenance des bâtiments, aux déménagements, aux livraisons et assure le suivi de l'exécution du nettoyage des locaux.

Budget primitif :

- Investissement : 731 365 € - Fonctionnement : 6 177 873 €

CP 2011 après DM2 :

- Investissement : 630 929 € - Fonctionnement : 5 828 526 €

Budget réalisé :

Investissement : 432 454 € (*) - Fonctionnement : 5 011 127 € (soit un taux de réalisation de 86 % / CP 2011 après DM2)

(*) + 139 717 € qui ont été reportés sur 2012 suite à un rejet de la paierie départementale le 6 janvier 2012 (soit un taux de réalisation de 91 % / CP 2011 après DM2)

Chiffres clefs 2011 de l'activité :

- 410 000 plis réceptionnés au service courrier (y compris les documents non numérisables : revues, plis confidentiels, personnels, factures...) dont 89 220 enregistrés dans l'application Elise
- 979 847 plis affranchis
- 3 121 commandes réalisées sur les activités de la DMG (fournitures de bureau, entretien, réparations de véhicules, mobilier, nettoyage des locaux, etc.) - 292 mises en concurrence
- 5 599 liquidations portant sur ces mêmes activités – délai moyen de pré-
mandatement : 12,15 jours
- 104 tonnes de papiers utilisées (soit 41 624 ramettes y compris papier en-tête)
dont 18,5 tonnes pour le Service imprimerie (soit 7 475 ramettes)
- 91 tonnes de papiers recyclées (dont 18 tonnes d'archives) ce qui représente
1 456 arbres sauvés
- 1 369 dossiers réalisés par le service imprimerie (composition, impression et
façonnage)
- 257 dossiers sous-traités en impression
- 160 441 mises sous plis (149 demandes)
- 670 véhicules dont 24 véhicules neufs achetés, 11 redéployés
- 24 vélos de service
- 230 sinistres sur véhicules
- 155 manifestations avec intervention des agents du service logistique
- 686 interventions de petite maintenance (94,5 % réalisées le jour d'arrivée de la
demande au Service logistique)
- 26 déménagements dont 2 réalisés par le prestataire
- 795 livraisons pour les services situés dans l'agglomération melunaise

Ce qu'il faut retenir pour l'année 2011 :

- **Véhicules légers :** centralisation de la gestion dans le cadre du transfert du Parc de l'équipement au Département afin de renforcer la gestion globale et la mutualisation des véhicules. Depuis le 1^{er} janvier 2011, les véhicules sont gérés

par 2 entités : la Direction des moyens généraux pour les véhicules légers hors véhicules équipés techniquement et la Direction principale des routes – Parc départemental pour les fourgons, camions, tracteurs, engins, véhicules légers équipés techniquement. Treize véhicules légers supplémentaires ont été pris en charge par le SPDA.

(En ce qui concerne les véhicules, des efforts de gestion, des redéploiements, une mutualisation par sites et non plus seulement par directions aboutit à une diminution du parc : 686 véhicules en 2008 et 645 en 2012)

- **Opération d'aménagement du local « CHARON »** de 1 000 m² en rayonnage et postes de travail afin d'accueillir temporairement des ouvrages (75 000) dans l'attente de la rénovation des magasins de la Médiathèque départementale.
- **Reprise de la gestion des travaux d'impression** de la DGAS au 1^{er} mars 2011 à effectif et matériel constants.

Les actions nouvelles significatives :

- **Dématérialisation du courrier.** Le déploiement de l'application de gestion du courrier Elise pour le courrier arrivé s'est achevé en mai 2011 pour les directions de l'agglomération de Melun. La seconde phase de déploiement d'Elise aux sites déconcentrés a été lancée en septembre 2011.
- **Plateforme téléphonique d'accueil à numéro unique.** Lancement du projet en novembre 2011. Il consistera en l'évolution du standard départemental vers une plateforme téléphonique d'accueil à numéro unique permettant de renforcer, en la simplifiant, la relation à l'utilisateur qui pourra accéder à l'ensemble de l'information de premier niveau, et ainsi décharger les services de cette gestion pour réserver leur expertise aux besoins techniques des usagers.
- **Mutualisation des accueils de l'agglomération melunaise.** Lancement du projet en avril 2011 avec, pour objectif, d'optimiser la gestion des accueils de l'agglomération de Melun, qui concerne quatre bâtiments (Hôtel du Département, DGAS, Rue Belle ombre et Savigny-le-Temple) et d'uniformiser les horaires d'ouverture pour rendre l'information plus lisible pour les usagers. Chaque direction concernée a été rencontrée afin de recueillir les besoins et contraintes de chaque site. Une équipe mobile sur la base du volontariat a été constituée. La mise en œuvre de la mutualisation des accueils est prévue en 2012, après adoption au CTP de mars 2012.
- Mise en place d'une équipe de petite maintenance commune pour les bâtiments de l'agglomération melunaise. Lancement du projet en juin 2011 avec, pour objectif, une optimisation des moyens et des ressources. La DMG gère l'ensemble des bâtiments de l'agglomération melunaise hors sites DGAS, rue Belle Ombre, Savigny-le-Temple, DAPMD, DEE qui ont des agents de petite maintenance dédiés.

Le recensement et l'analyse des activités des agents ont été réalisés. Une réflexion a été menée avec la DABC sur les limites d'intervention. La mise en œuvre est prévue pour fin 2012/2013.

Tout au long de l'année 2011, la direction des moyens généraux a continué à développer une politique d'achat responsable et durable, à rationaliser ses achats, à mutualiser les moyens et les prestations, à moderniser et optimiser ses procédures et méthodes de travail afin de renforcer la proximité envers les usagers.

DIRECTION DES MARCHES PUBLICS (DMP)

La direction des Marchés publics a pour missions de :

- veiller à la passation de tous les marchés publics du Département : rédiger pour les directions ou aider à la rédaction des pièces de marchés d'un montant supérieur à 15 000 € HT – à l'exception de la DPR et de la DABC ;
- conseiller les services sur tous les aspects juridiques de la commande publique ;
- définir les modalités d'organisation de la commande publique dans l'objectif d'harmoniser et d'optimiser l'organisation des procédures internes d'achat, dans un souci de transparence et d'efficacité de la commande publique.

Effectif en 2011 :

La DMP est dotée de 11 postes : un directeur, un directeur adjoint, une assistante de direction, une assistante des commissions d'appels d'offres (CAO) et des jurys, six juristes et un administrateur fonctionnel du logiciel de gestion des marchés SIS-Marchés.

- Budget primitif 2011 de la direction des Marchés publics : pas de budget inscrit au BP
- Budget réalisé 2011 de la direction des Marchés publics : pas de budget inscrit au BP

L'essentiel de ce qu'il faut retenir de l'action 2011 :

L'une des principales actions menées en 2011 par la Direction a été le renforcement du dispositif de la clause d'insertion sociale dans les marchés publics afin de favoriser l'accès à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles.

Par ailleurs, l'année 2011 a été marquée par la modernisation des procédures d'achat public grâce à la dématérialisation de toutes les pièces des marchés à procédure adaptée. Il s'agit d'une nouvelle étape de la dématérialisation s'inscrivant dans le cadre de l'axe 3 du Plan Climat Energie départemental en faveur d'une consommation raisonnée et d'une commande publique aux impacts carbone et énergétiques réduits.

Enfin, la Direction a mis en œuvre la réforme du code des marchés publics de 2011 au sein du Département permettant d'assurer la régularité de toutes les procédures de commande publique. Cette démarche s'est traduite par la présentation du nouveau dispositif aux directions ainsi que la mise à jour des guides internes de passation des marchés.

+ lancement de la cartographie des achats.

Chiffres-clés de l'activité 2011 :

- 142 marchés formalisés conclus par le Département en 2011
- 192 marchés à procédure adaptée (MAPA) conclus par le Département
- 269 points traités en CAO et 13 dossiers traités en Commission des MAPA de travaux en 2011
- 1 jury

Les actions nouvelles mises en place en 2011 :

Première action: renforcer le dispositif de la clause d'insertion sociale

Le dispositif s'adresse à toutes les directions.

L'objectif est de favoriser, grâce à la commande publique, l'accès à l'emploi pour les personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles.

Concrètement, le projet a consisté à :

- étendre cette clause par laquelle les titulaires de marchés s'engagent à embaucher une personne à la recherche d'un emploi (allocataire du RSA notamment) pendant un nombre d'heures correspondant à 5% au moins de la durée du marché conclu avec le Conseil général, à un nombre de marchés plus important qu'auparavant (tous les marchés de travaux supérieurs à 200 000 € HT et sur certains marchés de services supérieurs à 90 000 € HT),
- élargir ce dispositif à des secteurs qui n'étaient pas concernés jusqu'à présent : restauration et nettoyage, par exemple.
- générer un volume plus important d'heures d'insertion qui aura pour effet de développer la contribution du Département à des parcours d'accès à l'emploi durable,
- mettre à disposition des directions opérationnelles de nouveaux outils de gestion tels qu'un guide méthodologique, une calculette qui permet de calculer et d'intégrer les heures d'insertion à réaliser dans le marché, ainsi qu'un espace spécifique sur Sés@me.

Deuxième action: dématérialiser toutes les pièces de marchés à procédure adaptée

Le dispositif s'adresse plus particulièrement aux directions suivantes : la DMP, la DSI, la DABC, la DPR, la DIE, la DEE, la DEESF et la DMG.

L'objectif repose sur la modernisation des procédures d'achat public par une plus grande rapidité de traitement tout en visant une réduction notable des coûts de gestion et coûts environnementaux (économies importantes de papier, de reprographie, d'affranchissement et moins de déplacements des entreprises).

Elle s'est traduite par :

- la dématérialisation de l'ensemble des pièces de marchés publics dès 15 000 € HT dans le respect de l'évolution de la réglementation,
- la rédaction de nouvelles clauses relatives à la dématérialisation pour les MAPA,
- la publication nouvelle de l'avis de publicité sur la plateforme de dématérialisation du Département,
- l'accompagnement des directions concernées dans la mise en œuvre de ces nouvelles modalités opérationnelles.

3ème action: prise en compte de la réforme du code des marchés publics de 2011

L'action a porté sur l'ensemble des directions amenées à passer des marchés et des MAPA, soit près de 200 agents.

Il s'est agi à travers cette action d'assurer la régularité de toutes les procédures de commande publique.

Elle s'est articulée autour de trois principes :

- la présentation aux directions de l'impact de ces mesures de simplification et d'adaptation au paysage jurisprudentiel,
- la détermination de nouveaux seuils internes de passation des marchés et des MAPA,

- l'intégration des nouvelles dispositions du code des marchés publics dans les procédures internes du Département, tant pour la passation et l'exécution des marchés que pour le renforcement de l'achat public durable.

4ème action: former en interne les agents départementaux aux marchés publics

Tous les agents issus de toutes les directions étaient concernés, soit 78 journées stagiaires en 2011.

Objectif de l'action : accroître le niveau de connaissance des agents départementaux en matière de marchés publics et d'utilisation du logiciel de gestion des marchés SIS.

Dans cet esprit, la DMP a assuré :

- un cycle de formation sur le thème de l'initiation aux marchés publics (sessions de formation de 2 jours chacune) : principes fondamentaux de la commande publique, règles de passation et d'exécution des marchés formalisés et des MAPA, présentation des outils à la disposition des directions sur Sésame.
- un cycle de formation à l'utilisation du logiciel de gestion des marchés publics SIS (sessions de formation de 2 jours pour l'initiation et session de formation d'un jour pour le perfectionnement).

DIRECTION DE L'INNOVATION ET DE L'E-ADMINISTRATION (DIE)

La direction de l'Innovation et de l'E-administration a pour mission d'accompagner et d'assister les directions dans le développement des services numériques à destination des Seine-et-Marnais : citoyens, associations, collectivités, collégiens, communauté éducative.

Effectif en 2011 :

14 agents et 2 apprentis

Budget primitif 2011 :

- Fonctionnement : 80 000 €
- Investissement : 380 000 €
 - Evolution du portail Internet : 230 000 €
 - Schéma de développement des services et usages numériques : 150 000 €

Budget réalisé 2011 :

- Fonctionnement : 68 000 €
- Investissement : 379 310 €
 - Evolution portail Internet : 229 310 €
 - Schéma développement des services et usages numériques : 150 000 €

En plus du budget propre à la direction, s'ajoute le budget TICE collèges délégué par la DEESF (1,8M€ de dépenses d'investissement).

Faits marquants en 2011 et contexte de travail :

La direction a plus particulièrement mené deux projets majeurs :

- le vote en Assemblée départementale du Schéma usages et services numériques et du Plan collège numérique 77.
- La signature de la convention permettant la création de la communauté CapDemat entre 8 collectivités partenaires.

Chiffres-clés de l'activité 2011 :

La DIE assure le suivi de 16 sites Internet/Extranet tant en terme d'exploitation (hébergement des plateformes de création de sites et de télé procédures), que de formation du réseau des contributeurs (environ 50 agents) et de leur accompagnement. Pour l'année 2011, le nombre de visites sur les sites Internet du Département s'élève à 1 750 031 visites.

La 3ème campagne de Mobil 'Études, premier téléservice du Département, a totalisé pour cette saison 6514 demandes de dossiers (contre 5 507 l'année précédente).

La téléprocédure pour la subvention au Bafa a quant à elle fait l'objet de 425 demandes.

Dans le cadre des TICE Collèges, les travaux de câblage et d'équipement du « Plan Schéma Numérique collèges 77 » ont été réalisés dans 11 collèges et dans 4 collèges réhabilités. Avec les 9 collèges précédemment équipés, les collèges sont aujourd'hui 24 à bénéficier du plan collège numérique. 14 collèges bénéficient de l'Espace Numérique de Travail identique à celui installé dans les lycées.

L'essentiel de ce qu'il faut retenir de l'action 2011 :

- Adoption du schéma usages et services numériques
- Adoption du « Plan collège numérique 77 »
- Réalisation de l'extranet « Projet de territoire »
- Généralisation de la plateforme Internet (aide à la création de sites Internet) pour les collectivités de Seine-et-Marne. Plusieurs sites sont d'ores et déjà en cours de réalisation
- Changement d'hébergeur Archives : nouveau marché d'hébergement des données numérisées des archives départementales (GAIA) avec la DAPMD
- Changement d'hébergeur des sites du Département : nouveau marché d'hébergement et changement d'hébergeur pour les 16 sites Internet du Département, sans interruption de service ni de l'application de gestion des téléprocédures (Capdemat)
- Mise en service des horaires des transports scolaires pour la rentrée de septembre 2011
- Mise en place d'un agenda culturel pour le site Internet du Conseil général permettant à des structures extérieures d'intégrer elles-mêmes leurs événements
- Mise en place de deux demandes de subvention directement en ligne sur le site Internet du Conseil général : Manifestation et spectacles touristiques – Devoir de mémoire anciens combattants

Les actions nouvelles significatives mises en place en 2011 :

Sites Internet des musées départementaux - Conception d'un site type musées et réalisation du site du musée de Préhistoire d'Ile-de-France :

Le périmètre des bénéficiaires s'entend de manière large : grand public (famille, jeune public, individuels...), les groupes adultes, les groupes scolaires, les excursionnistes régionaux (individuels et groupes), les accompagnateurs de publics spécifiques.

La mesure a consisté à créer un site propre à chaque musée avec adresse web, dans un objectif d'ouverture au plus grand nombre, et en particulier :

- faire découvrir les musées à de nouveaux publics et leur donner l'envie d'aller au musée et d'y revenir,
- valoriser les musées (richesse des collections et de la programmation culturelle),
- à terme, faciliter l'accès et la consultation des collections, Constituer un site ressources pour les enseignants et de référence pour les amateurs avertis, scientifiques...,
- développer la notoriété des musées, dynamiser l'image des musées,
- faciliter l'accès à l'information sur les musées, mieux informer sur les musées (richesse, services, activités pédagogiques...).

Les sites donnent l'accès :

- à des informations complètes et mises à jour régulièrement,
- des actualités sur la vie et activités des musées,
- des informations pratiques (accès, horaires, tarifs...),
- des dossiers pédagogiques et thématiques pour découvrir les musées et faire connaître la richesse des collections et ressources,
- des visuels, des animations multimédia (diaporamas, vidéos), des quizz et des sondages autour des musées pour rendre les musées accessibles au plus grand nombre et apprendre en s'amusant,
- des outils et fonctionnalités de visite virtuelle,
- consultation des collections en ligne, à plus long terme (base de données).

TICE Collèges - Plan « Collège numérique 77 »

La communauté éducative des collèges constitue la cible de ce dispositif : élèves, enseignants, personnels d'établissement, parents.

Son objectif a constitué à câbler et équiper les collèges dans le cadre du plan collège numérique.

Concrètement, le projet a donné lieu à des travaux de câblage et d'équipement réalisés dans onze collèges et dans quatre collèges réhabilités. Près de 200 km ont été câblés. 3 100 prises réseau ont été ajoutées aux 1600 existantes. 450 vidéoprojecteurs interactifs et 490 PC ont été installés dans les établissements.

Par ailleurs, la direction a organisé le déploiement du raccordement à Semafor. Il s'est inscrit dans la suite de la mise en service de l'accès Internet des collèges sur la fibre optique via Semafor initié en décembre 2010, jusqu'en décembre 2011 à raison de quatre collèges par semaine (hors vacances scolaires). A ce jour 119 collèges sur 126 bénéficient de cet accès à Internet.

La direction a également réalisé le déploiement de l'espace numérique de travail (ENT) Lilie :

- poursuite de la mise en œuvre de l'ENT Lilie dans les quatre collèges qui expérimentaient cet ENT.
- déploiement de cet ENT pour neuf nouveaux collèges : formations des administrateurs locaux, accompagnement des établissements dans la mise en œuvre, suivi de ces établissements.
- expérimentation des outils de vie scolaire intégrés à l'ENT dans deux collèges.

La DIE a mis en place le marché d'acquisition des équipements actifs pour les réseaux informatiques des collèges.

Placée au cœur du projet, l'équipe TICE Collèges 77 a poursuivi sa montée en puissance par le recrutement des deux premiers techniciens de proximité (début et fin 2011). Ces techniciens permettront d'apporter un service à la fois réactif et spécialisé aux utilisateurs dans les collèges.

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DE LA SOLIDARITÉ
(DGAS)

PRESENTATION GENERALE

L'année 2011 a été marquée par la poursuite de plusieurs projets structurant de la DGA-Solidarité autour de la mise en place de la nouvelle animation des politiques sociales : la présentation des diagnostics, puis des projets territoriaux des Maisons départementales des solidarités (MDS) à l'occasion des premières Conférences territoriales des solidarités s'est déroulée tout au long de l'année, le Schéma départemental de l'enfance, de l'adolescence et de la famille a été signé en janvier 2011, les premiers travaux de l'Observatoire des solidarités ont été menés, ainsi que la structuration des relations directions missions – MDS autour de projets particuliers. L'élaboration par l'Agence régionale de Santé du Projet régional de santé a entraîné la constitution d'une Mission Politiques de santé au sein de la DGAS pour porter les contributions départementales à la définition des politiques régionales et départementales en la matière, au regard des enjeux pour la Seine-et-Marne.

Parallèlement une réflexion importante a été lancée sur une évolution de l'organisation de la DGA-Solidarité en trois pôles – Enfance et famille, Ages et handicap et Insertion et cohésion sociale – qui se poursuivra jusqu'à fin 2012. Les travaux en lien avec la MDPH ont également donné lieu à l'institution d'un chargé de mission « autonomie » dédié.

En matière d'insertion et de cohésion sociale, en 2011 la Direction de l'insertion et de l'habitat (DIH) a mis en œuvre le Pacte territorial d'insertion adopté en janvier 2011. Dans ce cadre, de nouvelles modalités d'accompagnement à destination des bénéficiaires du RSA ont été élaborées, ainsi que l'évolution de la clause d'insertion. Dans le domaine de l'habitat, l'Accompagnement Social Lié au Logement a été mis en œuvre dans une forme actualisée, de même que le transfert de la gestion financière du FSL vers le PACT 77. La nouvelle organisation de la DIH mise en place à l'été 2011 a permis la création d'un Service administratif et financier, ainsi que d'un pôle Cohésion sociale qui a pris en charge la recomposition du dispositif des aides financières individuelles départementales qui doit aboutir en 2012 avec pour conclusion, l'élaboration d'un règlement départemental d'aide sociale.

Dans le domaine des politiques enfance famille, la Direction de l'enfance (DE) a mis en œuvre le Schéma départemental de l'enfance, de l'adolescence et de la famille, en copilotage avec la Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la Petite Enfance (DPMIPE). Conformément à son plan d'action, la Direction de l'enfance a élaboré plusieurs documents structurants à destination des professionnels de l'aide sociale à l'enfance (référentiel de l'action éducative à domicile, de l'accueil administratif d'urgence, des actes usuels...), elle a assuré le déploiement de la réorganisation du Service Départemental de l'Accueil Familial dans sa première phase (MDS du sud du territoire) et créé plusieurs outils de suivi et de pilotage de l'activité, notamment autour d'objectifs chiffrés.

Parallèlement à la mise en œuvre du Schéma, la Direction de la Protection Maternelle et Infantile et de la petite enfance (DPMIPE) a maintenu son action autour du développement des partenariats professionnels et de l'animation territoriale afin de favoriser une prise en charge médico-psycho-sociale de la femme enceinte et de l'enfant adaptée (participation aux réseaux, aux travaux ministériels, conventions hospitalières...). En 2011 les travaux de la Commission Départementale de l'Accueil des Jeunes Enfants (CDAJE) ont été poursuivis, notamment à travers l'organisation du premier Forum départemental de la petite enfance.

Dans le champ des politiques d'autonomie, l'année 2011 a vu la mise en œuvre des outils de pilotage des politiques adoptés en 2010 : le nouveau Règlement départemental d'aide sociale dans le volet personnes âgées/personnes handicapées, les Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM) conclus avec les Services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) ainsi que le Schéma départemental d'actions pour les personnes handicapées. La procédure de passation de la délégation de service public de téléassistance a été lancée, ainsi que l'adoption du dispositif départemental de subvention des Pôles d'Activités et de Soins Adaptés (PASA) afin d'offrir plus de services aux seine-et-marnais.

Au niveau des territoires, la Direction territoriale des solidarités (DTS) a piloté la mise en place de la nouvelle gouvernance territoriale à travers l'installation des conférences territoriales des solidarités et le lancement de la mise en œuvre des projets territoriaux des MDS. La mobilité des directeurs de MDS a été un temps fort de l'année 2011, ainsi que la participation des professionnels des MDS à l'ensemble des chantiers des directions missions. L'élaboration du projet du Service social sera achevée en 2012.

Enfin la transformation du Centre de ressources et d'appui (CRA) en Mission d'Appui Observation et Ressource (MAORE) en 2011 s'est accompagnée de l'évolution de plusieurs missions et services : le développement de la fonction d'observation, la structuration des fonctions déconcentrées ressources humaines et expertise juridique, un positionnement plus transversal de référents DGAS identifiés pour les questions financières, informatiques et immobilières et le transfert de certaines missions logistiques. Parallèlement, des chantiers importants en termes de modernisation au service de l'ensemble de la DGA ont été menés (déploiement ELISE, mise en œuvre du projet du service départemental de l'accueil familial...).

**DIRECTION DE LA PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE ET DE LA
PETITE ENFANCE (DPMIPE)**

Mots-clefs :

Prévention prénatale et infantile ; planification et éducation familiale ; modes d'accueil du jeune enfant ; parentalité ; démographie médicale ; partenariat.

Effectif de la Direction en 2011 :

31 postes budgétaires :
 13 agents Catégorie A
 9 agents Catégorie B
 9 agents Catégorie C

Budget 2011 :

	BP	Crédits	Réalisé
Fonctionnement	16 534 464	16 574 464	16 040 036
Investissement	646 020	383 520	307 920

L'essentiel de ce qu'il faut retenir de l'action 2011 :**Projet de direction et nouvelle organisation**

Dans le prolongement du projet de direction finalisé début 2011, une réflexion a été engagée sur l'organisation de la Direction, celle-ci révélant différents points de faiblesse participant au manque de lisibilité des missions de PMI. Ce travail a conduit à proposer une nouvelle organisation et avec elle une nouvelle dénomination de la Direction, qui ont été validées lors du CTP du 28 juin 2011 et mises en œuvre au 1^{er} octobre 2011.

Ces éléments seront intégrés dans la future Direction principale Enfance Famille qui sera mise en œuvre en 2012.

Schéma départemental de l'enfance, l'adolescence et de la famille

Voté par l'Assemblée départementale le 17 décembre 2010, le schéma a été signé par les différentes institutions partenaires le 1^{er} février 2011. Il a fait l'objet d'une large diffusion auprès des différents acteurs du département au cours du printemps et a été présenté aux professionnels des MDS lors de 4 réunions organisées en juin. Les instances de pilotage ont été installées et des correspondants schéma ont été identifiés dans chaque institution partenaire. 15 actions ont été initiées (sur les 33 programmées pour 2011) parmi lesquelles 2 relèvent d'un pilotage de la Direction PMIPE.

Protection maternelle et infantile (hors modes d'accueil) :

- Animation de réunions interprofessionnelles avec les médecins et les infirmières de planification, les sages-femmes, les conseillères conjugales et familiales
- Organisation de réunions partenariales avec les équipes des CPEF hospitaliers conventionnés
- Organisation de la « Quatrième rencontre des professionnels de la périnatalité en Seine-et-Marne » (24 novembre 2011) (voir ci-dessous « actions nouvelles »).

- Participation à l'organisation d'un colloque régional sur l'allaitement
- Co-organisation avec la DT-ARS-77 d'une « Recherche action sur le dépistage du saturnisme infantile en PMI menée sur 3 MDS pilotes (Lagny, Tournan et Roissy) »
- Participation aux groupes de travail ministériels suite aux « Etats généraux de l'enfance »
- Collaboration avec le réseau DAPSA (Dispositif d'Appui à la Parentalité et aux Soins Ambulatoires) sur l'organisation de 2 journées de sensibilisation sur la problématique de l'alcoolisation maternelle
- Participation au COPIL réseau Périnatif Sud et signature de deux conventions (voir « actions nouvelles »)
- Lancement du marché matériel médical et élaboration de fiches de procédures relatives aux commandes de matériel médical à destination des MDS

Protection maternelle et infantile : Modes d'accueil du jeune enfant :

- Organisation des élections des représentants des assistants maternels et familiaux à la CCPD (16 mai 2011)
- Organisation du premier Forum départemental de la petite enfance en octobre dans le cadre de la CDAJE (voir « actions nouvelles »)
- Lancement de la transmission à la Caf de la liste de coordonnées d'assistants maternels qui ont donné leur accord pour figurer sur le site national « mon-enfant.fr » (juillet)
- Réactualisation des procédures de l'agrément des assistants maternels et familiaux en lien avec la mise en place du service départemental de l'accueil familial (SDAF).
- Organisation de réunions spécifiques aux candidats à l'agrément en qualité d'assistant familial en collaboration avec le SDAF et les MDS (groupe de travail)

Plan départemental en faveur de la démographie médicale :

- Mise en œuvre d'un partenariat avec l'UPEC (Créteil) pour accueillir des internes en stage auprès des praticiens des services de PMI (voir « actions nouvelles »)
- Accompagnement à la création de maisons de santé pluridisciplinaires dans les contrats départementaux et élaboration d'un guide à destination des porteurs de projets

Agence Régionale de Santé

- Participation aux réunions ARS dans le cadre de l'élaboration du Projet Régional de Santé, avec le plan stratégique régional de santé (PSRS) et les schémas d'organisation des soins (ambulatoire et prévention).

Les chiffres-clés de l'activité 2011 :

Cellule Epidémiologie, Statistiques et Informatique:

- 20 458 certificats de santé (CS) de l'enfant saisis (37 224 reçus), dont 16 826 CS du 8^{ème} jour (19 335 reçus), 1 469 CS du 9^{ème} mois (10 144 reçus) et 2 163 CS du 24^{ème} mois (7 745 reçus).
- 12 569 avis de naissance saisis et transmis aux SSPE

Modes d'accueil du jeune enfant :

- 1 059 nouveaux agréments d'assistants maternels délivrés ; 10 337 assistants agréés pour 32 275 places théoriques.

- 813 assistants maternels formés au module 1 et 382 formés au module 2.
- 63 dossiers examinés en Commission de recours suite à un refus d'agrément, d'extension ou de dérogation, à un retrait, une restriction ou une suspension d'agrément d'assistants maternels/familiaux.
- 104 dossiers examinés en Commission consultative paritaire départementale (CCPD) suite à une demande de suspension, de restriction ou de retrait d'agrément.
- 62 demandes de consultation de dossier
- 287 places (10 nouvelles structures) créées en accueil collectif dont 30 en micro crèche

Bébébonus :

- 14 533 familles bénéficiaires par trimestre (en moyenne)
- 15 125 enfants concernés par trimestre (en moyenne)

Bourses :

- 17 bourses versées en 2011

Télétransmission :

- Recettes 2011 : 831 736 € (feuilles soins papier +FSE, IST)

Les actions nouvelles mises en place en 2011 :

**« Quatrième rencontre des professionnels de la périnatalité en Seine-et-Marne » :
« grossesse et addiction de l'écoute à l'accompagnement »**

Public ciblé

Professionnels médicaux et médico-sociaux de Seine-et-Marne (médecins généralistes, pédiatres, gynécologues, obstétriciens, sages-femmes, psychologues, conseillères conjugales et familiales, éducateurs spécialisés, assistantes sociales, psychomotriciens) libéraux, hospitaliers, cliniques, associations, personnel des services des Maisons départementales des Solidarités, personnel de la Direction générale adjointe de la Solidarité.

Objectifs :

Renforcer l'activité en réseau

Partager les connaissances, les savoir-être et les savoir-faire

Description :

Préparé en collaboration avec l'ARS 77 ce colloque s'est déroulé le 24 novembre 2011 à Brie-Comte-Robert et a rassemblé plus de 320 personnes.

Cette journée a permis l'intervention d'experts de qualité : Mme Laurence Simmat Durand, sociologue-démographe a fait le point sur l'épidémiologie des conduites addictives, le professeur Claude Lejeune néonatalogiste, et le Dr Jean Ebert, pédopsychiatre, ont évoqué les conséquences et les processus psychiques de l'addiction sur la santé des mères et futures mères et sur les liens précoces mère-enfant.

Des tables rondes ont ensuite été consacrées au retour d'expériences de situations rencontrées sur le terrain par les professionnels seine-et marnais. Ainsi, le Dr Michèle Diot (MDS Lagny) et le Dr Marie-Andrée Liénart (MDS Montereau) accompagnées de leurs équipes ont pu illustrer l'importance du travail en réseau dans les situations d'intoxication maternelle par l'alcool ou les substances psycho-actives.

En conclusion, le Dr Taboada, psychiatre-psychanalyste a présenté dans le cadre du DAPSA (dispositif d'appui à la périnatalité et aux soins ambulatoires) le projet de mise en place d'une cellule d'appui Seine-et-Marnaise.

Rencontre départementale de la petite enfance (CDAJE)

Public ciblé

Professionnels de la petite enfance, de l'insertion et du handicap, élus, parents, associations

Objectifs

Promouvoir la qualité de l'accueil en Seine-et-Marne,
Mettre du lien entre professionnels, usagers, les élus et les institutions.

Description

La quatrième rencontre a eu lieu en janvier 2011 à Brie-Comte-Robert sur le thème de « L'enfant et le parent au cœur de l'accueil » et a réuni 350 personnes. Les apports théoriques de Mme Solis-Ponton, psychanalyste, ont permis de prendre du recul sur les pratiques professionnelles et de s'interroger sur les objectifs que l'on se fixe.

Forum de la petite enfance « Agir et investir pour la petite enfance » (CDAJE)

Public ciblé

Professionnels de la petite enfance, gestionnaires, élus

Objectifs

Permettre aux différents acteurs de se rencontrer et d'échanger afin de créer et consolider des réseaux pour un accueil de qualité et une complémentarité dans la prise en charge de l'enfant et de sa famille.

Identifier les missions et les champs d'action de chacun (institutions, structures, métiers)

Favoriser l'augmentation d'une offre d'accueil adaptée aux territoires et aux besoins des familles

Description

Le Forum a réuni le 5 octobre 2011 à la Salle des fêtes de Melun, 674 personnes.

Un travail de préparation de 6 mois avec 7 groupes réunissant professionnels, gestionnaires et élus a permis d'organiser le forum en 7 secteurs de 10 stands axés autour d'une thématique : les lieux d'accueil du jeune enfant, les lieux dédiés à l'accompagnement, les lieux de dépistage et de soins, la démarche d'insertion, les lieux d'information, la création de structures d'accueil et les métiers de la petite enfance dont les assistants maternels

De nombreux outils et supports de communication ont été réalisés pour ce premier Forum (affiches, dépliants...).

Plan départemental en faveur de la démographie médicale, action n°1 : Renforcer l'attractivité de notre territoire pour favoriser l'accueil en Seine-et-Marne de stagiaires et d'internes dans le cadre de leur formation

Public ciblé

Internes en médecine générale en stage « extrahospitalier »

Objectifs

Faire connaître la PMI aux futurs médecins et leur permettre d'acquérir des compétences concernant le suivi, la prise en charge des nourrissons, le suivi de grossesse et la prise en charge des patientes consultant dans un centre de planification et d'éducation familiale.

Description

Signature d'une convention de partenariat entre le Département et l'UPEC (Créteil) pour définir les modalités de cet accueil.

Formation des médecins volontaires pour assurer ces accueils par l'UPEC en octobre 2011. Les premiers accueils débiteront en mai 2012.

Mise en place d'un partenariat avec les Réseaux périnataux pour renforcer la continuité et la prise en charge de la mère et de l'enfant

Public ciblé

La femme enceinte et l'enfant, les nouveau-nés à risque (grands prématurés ou de très faibles poids de naissance)

Objectifs

Développer les collaborations avec les réseaux périnataux pour améliorer le suivi de la grossesse, avec les réseaux pédiatriques pour améliorer le suivi des nouveau-nés à risque.

Description

Signature de conventions de partenariat avec les réseaux couvrant la Seine-et-Marne avec la création d'un comité de suivi et d'évaluation des actions mises en place dans le cadre des conventions (décembre 2011).

DIRECTION DE L'ENFANCE (DE)

La Direction de l'enfance a pour mission de :

- piloter et mettre en œuvre la politique départementale en matière de protection et de prévention de l'enfance, et l'évaluer,
- prendre les décisions individuelles relatives aux enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance,
- constituée en centre de responsabilité budgétaire et financière, elle propose son budget, en assure l'exécution, et rend compte des moyens qui lui sont confiés.

La Direction de l'enfance compte **103** agents, dont 4 correspondants du Service Départemental de l'Accueil Familial (SDAF) (nouveau métier créé).

Les faits marquants pour la Direction de l'enfance en 2011 :

→ Mise en œuvre du schéma départemental de l'enfance, de l'adolescence et de la famille 2011-2015 :

- présentation du schéma aux partenaires et à l'ensemble des équipes des MDS
- 2 COPIL restreints, 1 COPIL élargi
- 11 fiches actions formalisées (sur les 43 actions du schéma)
- renforcement du travail sur les mesures administratives, en subsidiarité des mesures judiciaires

→ Mise en œuvre de la première phase de réorganisation du SDAF, concernant les 6 MDS du Sud Seine-et-Marne (Nemours, Montereau, Provins, Fontainebleau, Melun-Val-de-Seine, Sénart).

→ Concernant le Plan d'actions :

- Finalisation de 5 référentiels :
 - référentiel de l'action éducative à domicile
 - référentiel de l'accueil administratif d'urgence
 - référentiel des actes usuels et non usuels
 - guide méthodologique IP + référentiel évaluation diagnostique
 - accompagnement auprès des équipes des MDS et des partenaires concernés.
- Autres documents en cours de validation fin 2011 :
 - référentiel de l'accompagnement à la parentalité dans le cadre de l'adoption
 - référentiel de l'AEMO
 - référentiel des visites médiatisées
 - définition de qui fait quoi dans le suivi d'un enfant placé en établissement
 - articulation ASE MDPH ARS
 - permanence téléphonique pour les assistants familiaux sourds

→ Organisation de la fermeture de l'activité d'hébergement d'un établissement (MECS de Pamfou)

- Participation aux diagnostics territoriaux des MDS
- Mise en place d'un travail de suivi des objectifs DE (baisse des accueils à l'ASE, augmentation des accueils chez les assistants familiaux) avec création d'outils partagés avec la DTS et le contrôle de gestion visant à une maîtrise de l'activité.

Les chiffres-clés de l'activité 2011 de la Direction de l'enfance :

Le budget primitif de 2011 était de 137 000 000 €. Les abondements successifs (DM, virements) ont porté ce montant à 138 000 000 € avec un taux d'exécution supérieur à 99 %. Les crédits inscrits ont été pleinement utilisés.

Durant l'année 2011 l'activité de l'aide sociale à l'enfance a été très soutenue ; il a été constaté une progression d'activité de l'aide sociale à l'enfance avec le nombre d'Informations Préoccupantes reçues, le nombre de placements effectués et une progression des mesures éducatives en milieu ouvert. Malgré cette évolution à la hausse, le nombre de journées prises en charge est orienté à la baisse. Les journées réalisées et payées en établissement (sur facture) et en accueil familial sont en baisse de 9 706 jours par rapport à 2010.

Les informations préoccupantes traitées en 2011 par la Mission de Prévention et de Protection de l'Enfance :

- 4812 informations préoccupantes, contre 4395 en 2010 (soit + 9,49 %)
- 2128 demandes d'évaluations aux MDS, contre 2057 en 2010

Les aides en milieu ouvert

1947 mesures d'AEMO exercées par les services habilités (SAE/Espoir) (1683 mesures fin 2010))

Grâce au renfort temporaire accordé, la liste d'attente a diminué de moitié (180 mesures fin 2011)

793 mesures d'AED exercées par un service habilité (SSP).

L'accueil à l'ASE

Au 01/01/2012, 3013 enfants sont confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance, contre 2983 au 01/01/2011.

Les différents types d'accueil

60 établissements et services œuvrent au quotidien auprès des enfants qui bénéficient d'une prise en charge.

Concernant les 3013 enfants confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance, 1598 sont accueillis dans les 35 établissements seine-et-marnais qui disposent de 1 717 places, 1237 sont accueillis chez les 680 assistants familiaux du département. 178 enfants sont accueillis chez des Tiers.

Au 31/12/2011, 75 enfants handicapés confiés sont suivis par le service de l'accueil spécialisé.

Le nombre de mineurs étrangers isolés accueillis à l'ASE progresse avec un flux qui reste important (41 au 01/01/2012 contre 30 au 01/01/2011). Ce chiffre ne prend pas en compte les accueils d'une nuit suivis de fugue de ces mineurs. Néanmoins, ce chiffre reste contenu grâce à l'intervention de l'association Jeunes Errants 77.

Concernant l'adoption

419 dossiers d'agrément sont en cours de validité au 31/12/2011.

En 2011, 40 enfants ont été confiés en adoption (contre 75 en 2010) :

- 13 pupilles de l'Etat
- 27 enfants confiés par 11 pays étrangers.

En matière de prévention spécialisée

26 358 jeunes sont connus des équipes de prévention spécialisée.

La finalisation des CPOM pour les six associations concernées.

La mise en œuvre d'un pilotage de cette mission avec la création d'un comité des directeurs, la mise en œuvre d'une étude de besoins territoriaux.

La Mission Accès aux Dossiers Personnels a reçu 94 demandes en 2011.

Le travail de la Mission d'Accès aux Dossiers Personnels porte sur deux aspects essentiels :

- La reconstitution des dossiers des demandeurs,
- L'accompagnement des personnes dans la découverte et la lecture de leur dossier.

83 demandes ont été adressées au service en 2011. Elles ont entraîné la lecture et l'étude de 167 dossiers (celui du demandeur, et bien souvent celui de ses frères et sœurs). 20 personnes ont été reçues au service et accompagnées dans leur démarche.

Par ailleurs, le service a également dupliqué et transféré 31 dossiers vers les Départements de résidence des demandeurs (certains dossiers peuvent contenir jusqu'à 3 000 pages pour les plus conséquents).

L'essentiel de l'action de la Direction :

L'année 2011 a été une année d'intense activité en matière de prévention et protection de l'enfance.

La dynamique partenariale engagée autour de l'élaboration du schéma de l'enfance, de l'adolescence et de la famille s'est poursuivie par la phase plus opérationnelle de déclinaison des orientations votées par nos élus.

Les travaux du plan d'actions ont été poursuivis afin d'améliorer globalement la qualité des prestations et offres de services des services de protection de l'enfance en faveur des enfants seine-et-marnais et de leurs familles.

Un travail sur la maîtrise des dépenses a été engagé afin de respecter le cadrage budgétaire départemental et de construire des actions correctives à l'aide d'outils de pilotage adaptés. C'est ainsi que le rééquilibrage de l'accueil des enfants en faveur de l'accueil familial s'est amorcé, conformément aux orientations départementales de développement de ce mode d'accueil. Par ailleurs, le renfort temporaire des équipes associatives qui interviennent au domicile des familles (AEMO) a permis de diminuer fortement les mesures en attente.

Dans ce cadre, une collaboration plus étroite a été développée avec la DTS afin de suivre mensuellement des objectifs opérationnels de maîtrise de l'activité, en application des orientations validées par les élus départementaux et du cadrage budgétaire. Cette collaboration se décline également sur les MDS entre l'inspection, le service ASE et la direction de MDS.

En matière de ressources humaines, une chef de service de l'inspection a été nommée en juin après une vacance de poste d'un an et demi et la fin de l'année 2011 a vu le départ de la Directrice de l'enfance.

Les actions nouvelles significatives de la Direction en 2011 :

1) Titre de l'action : Accompagnement des référentiels

Public ciblé

- les personnels des MDS
- les équipes associatives

Objectif

- présenter l'outil élaboré
- permettre l'appropriation des procédures pour les professionnels
- favoriser l'équité de traitement des usagers
- harmoniser les pratiques

Description : réunions qui regroupent plusieurs MDS.

* * * * *

2) Titre de l'action : Présentation du schéma

Public ciblé : les agents des MDS

Objectif

- présenter le schéma
- expliquer les enjeux départementaux en matière de prévention et protection de l'enfance
- favoriser l'échange entre les professionnels
- favoriser l'appropriation des orientations départementales

Description : réunions regroupant plusieurs MDS.

* * * * *

3) Titre de l'action : rencontres trimestrielles MDS/DE autour des objectifs

Public ciblé : l'inspecteur, le chef ASE, le directeur de MDS

Objectif : suivre collectivement les objectifs chiffrés fixés par MDS de baisser des accueils à l'ASE et l'augmentation d'accueils chez les assistants familiaux.

Description : rendez-vous trimestriel avec passage en revue des situations des enfants et de leurs projets individuels.

DIRECTION DE L'INSERTION ET DE L'HABITAT (DIH)

Effectif en 2011 :

37 postes et 2 à pourvoir. La Direction de l'Insertion et de l'Habitat se compose de trois services et un pôle.

Mots clés qui caractérisent la Direction :

- Insertion sociale, professionnelle, par le logement
- Pilotage
- Suivi
- Coordination
- Accompagnement

Budget primitif :

Au BP 2011, le budget de la Direction de l'Insertion et de l'Habitat s'élevait à 126 107 827€ dont :

- 120 807 901€ en fonctionnement, avec 101 466 000€ au titre de l'allocation RSA ;
- 5 299 926€ en investissement.

Budget réalisé :

Les réalisations s'élèvent à 136 167 417€, dont :

- 131 171 059€ en fonctionnement, avec 111 854 984€ au titre de l'allocation RSA ;
- 4 996 358€ en investissement.

Faits marquants en 2011 et contexte de travail de la direction :

- Réorganisation de la DIH

- Transfert de la gestion financière du FSL de Procilia vers PACT77.

Chiffres-clés de l'activité 2011 de la Direction :

- +10,37% : évolution du nombre de foyers indemnisés au titre du RSA depuis le 1^{er} janvier 2011.
- 21 096 : nombre de foyers indemnisés au titre du RSA au 31/12/2011 selon le territoire des MDS.
- 81,25% de demandes satisfaites sur le nombre total de demandes enregistrées dans le cadre du FSL en 2011.
- Au 31/12/2011, 683 contrats aidés en cours.
- 417 : nombre de logements du parc privé ayant bénéficié d'une aide complémentaire à celle de l'ANAH en 2011.

L'essentiel de ce qu'il faut retenir de l'action 2011 de la Direction :

Dans le domaine de l'insertion :

La DIH a renforcé ses actions en faveur de l'accompagnement des bénéficiaires du RSA en proposant de nouveaux accompagnements :

- un accompagnement cofinancé par le FSE des bénéficiaires dans le dispositif depuis plus de 3 ans ;
- un accompagnement assuré par la CAF à titre gracieux pour des familles monoparentales avec un ou des enfant(s) de moins de 3 ans.
- la contractualisation de l'accompagnement par les missions locales des bénéficiaires du RSA jeunes de moins de 26 ans.

En parallèle, la DIH accompagne également les professionnels référents RSA par la mise en place de réunions transversales régulières dont le but est de présenter les différentes procédures du dispositif.

L'action en direction des structures d'insertion par l'activité économique ayant permis notamment la réalisation de 46 chantiers d'insertion et l'inscription à la chaire ESS est poursuivie.

Enfin la DIH, à travers le Pack Insertion, a proposée 88 actions sur l'ensemble du territoire en directions des bénéficiaires du RSA.

Dans le domaine du logement :

- Nouvelle réforme de l'ASLL (accompagnement social lié au logement) dont l'objectif est de poursuivre et d'optimiser le partenariat avec les prestataires locaux et les Maisons des Solidarités.
- Vote à l'assemblée du CLE (Contrat Local d'Engagement contre la précarité énergétique) ; ce dispositif permettant d'apporter des aides aux ménages en matière d'amélioration de l'habitat sur les travaux d'énergie.

Dans le cadre de la réorganisation de la Direction, deux nouveaux pôles se sont progressivement mis en place :

- Le pôle Cohésion sociale : l'année 2011 est marquée par la montée en charge de cette thématique avec notamment l'intégration progressive de divers dossiers de subvention venant de la DE, DPMI-PE et MAORE.
La reconfiguration du dispositif des aides financières individuelles départementales est un des dossiers emblématiques de ce poste qui doit aboutir à la finalisation du Règlement Départemental d'Aide Sociale en 2012.
- Le SAF (service administratif et Financier) : créé également fin 2011 œuvre à l'amélioration de l'ensemble des procédures administratives et financières de la direction. Il assure particulièrement le suivi et la mise en œuvre des procédures d'évaluation (Tableau de bord, PAP) ainsi que la préparation et le suivi budgétaire.

Actions nouvelles mises en place :

→ PDLHI (Plan Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne)

Ce plan est destiné à améliorer le repérage et le traitement des situations d'habitat indigne en renforçant la cohérence et la coordination des actions.

→ Les Amis du Bus des femmes

Le Département en termes d'accompagnement social et d'accès aux droits a attribué une subvention à l'association "Les amis du bus des femmes". Cette association réalise des permanences d'accueil mobiles sur différents lieux de prostitution en Seine-et-Marne.

→ ESS (Economie Sociale et Solidaire)

L'objectif de cette mission est le développement d'un secteur sur le Département de Seine-et-Marne.

La DIH au cours de l'année 2011 a adhéré à la chaire ESS dans le but de valoriser cette matière et dans l'objectif que celle-ci soit reconnue dans l'enseignement et a également financé une étude afin d'effectuer un état de l'existant en matière d'économie sociale et solidaire.

→ Convention CAF

Le Département, par le biais de cette convention confie à titre gracieux à la CAF l'accompagnement social de familles monoparentales bénéficiaires du RSA avec un (des) enfant(s) de moins de trois ans.

L'objectif de ce dispositif est de contribuer à réduire les difficultés sociales et familiales rencontrées par les bénéficiaires en amont de leurs parcours d'insertion professionnelle.

**DIRECTION DES PERSONNES AGEES ET
ADULTES HANDICAPES (DPAAH)**

La DPAAH propose, met en œuvre et évalue la politique départementale en faveur des personnes âgées et des adultes handicapés, à domicile ou en institution. Elle promeut cette politique en lien avec les établissements et services sociaux et médico-sociaux et avec les Maisons Départementales des Solidarités, en collaboration avec la Direction Territoriale des Solidarités. Elle assure, dans ce dernier cas, le rôle de conseil technique auprès des services de la Santé et de la Petite Enfance pour ce qui concerne l'Allocation Personnalisée d'Autonomie.

Son effectif se compose de 98 agents dont 21 A, 26 B et 51 C.

Budget : le budget réalisé a atteint 2,41 millions d'€ de dépenses d'investissement, 213,41 millions d'€ de dépenses de fonctionnement et 45,64 millions d'€ de recettes en 2011.

Principaux éléments d'activité de l'année :

L'année 2011 a été marquée par la poursuite plus modérée de la montée en charge des bénéficiaires de l'APA à domicile (7210 au 31 décembre 2011, en augmentation de 6 % sur une année) et de l'APA en établissement (4825 personnes au 31/12/2011, en progression annuelle de 3 %).

S'agissant des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement, 1 245 personnes âgées, on note une légère diminution des admissions en cours d'année. Le nombre d'adultes handicapés (2131) bénéficiaires de l'aide sociale pour leurs frais d'hébergement et des services d'accompagnement à la vie sociale (SAVS) ou des services d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH) est en évolution de + de 9 % par rapport à 2010.

Le nombre de bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap continue de progresser fortement (+ 26%) soit 2364 bénéficiaires en décembre 2011 contre 1863 en décembre 2010 tandis que le nombre de titulaires de l'Allocation compensatrice de tierce personne continue de diminuer faiblement (- 2%) à 1359.

En ce qui concerne l'accueil des personnes âgées, 162 lits habilités à l'aide sociale ont été installés sur l'année 2011 (138 lits en EHPAD et 24 lits en foyer-résidence).

Pour ce qui est de l'accueil en foyer de personnes adultes handicapées, 122 places ont été créées et installées en 2011 et se détaillent comme suit : un foyer de vie d'une capacité de 33 lits, un Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM), d'une capacité de 45 lits, un foyer d'hébergement pour travailleurs handicapés de 24 lits et un centre d'accueil de jour de 20 places.

Nouvelles dispositions mises en place en 2011 :

Le règlement départemental d'aide sociale :

Le Règlement Départemental d'Aide Sociale (RDAS) a été refondu dans sa totalité et adopté par l'Assemblée départementale le 30 avril 2009. En raison des évolutions législatives et réglementaires récentes, il a été modifié en décembre 2010 pour intégrer les nouvelles dispositions relatives :

→ aux accueillants familiaux, hébergeant à titre onéreux des personnes âgées ou handicapées,

→ à la nouvelle procédure d'autorisation des établissements et services sociaux et médico-sociaux par appel à projet,

→ au calcul de la contribution de la personne handicapée à ses frais d'hébergement en institution.

Il prend également en compte les dispositions de la loi du 5 mars 2007, portant réforme de la protection juridique des majeurs, qui a créé la mesure d'accompagnement social personnalisé (MASP) dont le dispositif relève de la compétence du Président du Conseil général.

Au cours du second semestre 2011, la nouvelle version du RDAS a été présentée à l'ensemble des partenaires lors de 7 réunions organisées au sein des Maisons Départementales de Solidarités, rassemblant plus de 500 personnes.

Mise en œuvre du schéma départemental d'actions en faveur des personnes handicapées :

Ce nouveau schéma concerne à la fois les enfants et les adultes handicapés. Adopté pour la période 2009-2014, il se décline en 6 orientations et 30 actions :

Orientation n°1 - favoriser un repérage et une prise en charge précoces et accompagner les familles

Orientation n°2 - organiser le parcours de scolarité et de formation initiale

Orientation n°3 - faciliter l'expression et la réalisation des parcours de vie

Orientation n°4 - développer une approche citoyenne du handicap

Orientation n°5 - garantir la bienveillance et le respect des droits des usagers

Orientation n°6 - élaborer et produire des décisions concertées adaptées aux besoins des personnes

Sa mise en œuvre relève de la compétence de différents acteurs dont la mobilisation est orchestrée par le Département, pilote du schéma départemental, partageant avec l'Etat les compétences dans le secteur médico-social.

Un point d'étape a été établi fin 2011 en lien avec les pilotes (Département, DT ARS, DIRECCTE, Inspection d'Académie, MDPH) ; l'ensemble des actions mises en œuvre dans le cadre de ce schéma a été présenté aux membres du Conseil Départemental Consultatif des Personnes Handicapées en janvier 2012.

Les Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP) :

Depuis le 1er janvier 2009, toute personne majeure qui perçoit des prestations sociales et dont la santé ou la sécurité est menacée par les difficultés qu'elle éprouve à gérer ses ressources peut bénéficier d'une MASP qui comporte une aide à la gestion des prestations sociales et un accompagnement social individualisé. Cette mesure prend la forme d'un contrat conclu entre l'intéressé et le Département et repose sur des engagements réciproques. En Seine et Marne, il a été décidé que les MASP sans gestion des prestations sociales seraient mises en œuvre par les services des Maisons Départementales des Solidarités, sauf en cas de protocoles locaux qui confieraient cette mesure à d'autres partenaires institutionnels (Centres Communaux d'Action Sociale, Services d'Accompagnement à la Vie Sociale...), et d'autre part, que les MASP avec gestion des prestations sociales seraient mises en place par 3 associations gestionnaires (Tutélia, ATSM, UDAF 77) ayant conclu chacune, à cet effet, une convention avec le Département.

En 2011, le nombre de demandes de MASP avec gestion des prestations sociales est de 113 soit une augmentation de 26% par rapport à 2010.

Un guide concernant la protection des majeurs vulnérables à l'usage des professionnels des MDS a été édité en début 2011. Une formation interne sur la protection des personnes particulièrement vulnérables (PPV) a été assurée auprès de 150 professionnels des MDS.

Deux journées sur la protection des personnes particulièrement vulnérables en direction des partenaires ont été organisées au cours de l'année avec les procureurs de la République, les juges des tutelles, les médecins experts et les associations tutélaires.

Le service de la coordination médico-sociale est également intervenu auprès des partenaires via Reso77 sur la thématique des MASP.

Les Services d'aide et d'accompagnement à domicile

Entre juin et novembre 2010, 24 Contrats Pluri-annuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM) ont été conclus entre le Département et les services d'aide et d'accompagnement à domicile autorisés par le Président du Conseil Général.

Les CPOM répondent à un modèle unique contenant des objectifs de nature stratégique destinés à garantir aux usagers un fonctionnement de bonne qualité et des objectifs financiers destinés à maintenir ou à rétablir un fonctionnement dans des conditions d'équilibre financier.

Après une année de mise en œuvre, un bilan intermédiaire effectué au troisième trimestre 2011 fait apparaître des avancées sur les fiches d'objectifs suivantes :

- 1- Maîtrise du coût de revient horaire : le tarif moyen 2011 est de 22,36 € et enregistre une évolution de 2% par rapport à 2010, inférieure aux taux d'évolution autorisés (3,3% sur les trois groupes de dépenses).
- 2- Modernisation de la gestion : le dispositif de télégestion est engagé. Sur l'ADMR : 90% des services autorisés sont installés.

- 3- La gestion des ressources humaines et la professionnalisation des intervenants. Le taux de qualification préconisé soit 25% est atteint ou en passe de l'être dans l'ensemble des services concernés.

L'audit PCH :

Un audit sur la chaîne de traitement de la PCH depuis la demande de l'usager jusqu'à la mise en paiement de la prestation a été mené par la Direction du contrôle de gestion et de l'audit interne à partir d'avril 2010. Les personnels de la MDPH, de la DSI et de la DPAAH, principalement le service des prestations et le service gestion, ont été interrogés par les auditeurs. Les conclusions de l'audit ainsi que les préconisations d'adaptation des processus internes à la MDPH et à la DPAAH ont été entérinées en COPIL en octobre 2010. Elles débouchent sur un plan de 43 actions qui, majoritairement, ont été mises en œuvre sur l'année 2011.

Les Pôles d'Activités et de Soins Adaptés (PASA) :

Dans le contexte du développement de la perte d'autonomie des personnes âgées, la prise en charge spécifique de celles qui souffrent de détérioration intellectuelle sévère, ou présentant des troubles du comportement, constitue une préoccupation départementale importante. Le plan Alzheimer 2008-2012 prévoit la mise en place d'unités spécialisées dans les EHPAD destinées à des personnes âgées atteintes de troubles psycho-comportementaux modérés (PASA).

Sur la période 2011-2013, l'Agence Régionale de Santé (ARS) prévoit la création de 10 PASA par an en Seine-et-Marne. Compte-tenu de l'intérêt départemental de ces unités d'accueil pour la population seine-et-marnaise, le Département s'inscrit dans cette démarche actée dans le schéma gérontologique et a décidé, par délibération du 25 novembre 2011, d'attribuer des subventions venant en complément de celles prévues par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) pour financer les aménagements architecturaux et ainsi réduire l'impact sur les charges de fonctionnement futures.

La téléassistance :

Pour mieux organiser et rationaliser l'offre de téléassistance en Seine-et-Marne, le Département a décidé par délibération du Conseil général du 15 octobre 2010, de mettre en place un service départemental de téléassistance au bénéfice des personnes âgées et des personnes handicapées. Lors de la séance du 26 novembre 2010, le Conseil général a approuvé la mise en place de ce dispositif dans le cadre d'une délégation de service public.

Suite à la publication de l'Avis d'Appel Public à Concurrence (AAPC) publié le 15 juin 2011 dans la gazette sociale et le BOAMP, le Département a reçu 11 candidatures.

La Commission de Délégation de Service Public, réunie en novembre 2011, a procédé à l'ouverture des offres des candidats : 7 candidats sur les 11 candidatures initiales ont proposé une offre.

En janvier 2012 et après avoir procédé à l'analyse des offres des candidats, la commission de Délégation de Service public a rendu son avis sur les candidats admis à négocier. La période de négociation, le travail d'analyse des offres finales et la mise au point du contrat et de ses annexes s'échelonneront sur le 1^{er} semestre 2012.

DIRECTION TERRITORIALE DES SOLIDARITES (DTS)

La direction est chargée de :

- Piloter et animer les 14 maisons départementales des solidarités, lieux déconcentrés d'accueil des usagers et d'offre de services sociaux et médico-sociaux.
- Coordonner la mise en œuvre des dispositifs départementaux sur les territoires.
- Veiller à la bonne mise en œuvre des dispositifs de gouvernance territoriale sur les Maisons départementales des solidarités.
- Encadrer hiérarchiquement et manager les 14 directeurs des MDS.
- Participer au soutien et au management des équipes des MDS.
- Proposer la répartition des moyens humains et matériels des MDS.
- Veiller à l'équité de traitement des usagers entre les territoires.

Effectif de la direction :

- Au siège : 8 agents (un poste de déléguée territoriale a été vacant 8 mois, suite à un gel de poste de 6 mois)
- Personnel en mission temporaire : 9 agents (1 poste vacant de puéricultrice pendant 10 mois en 2011 et l'équipe a bénéficié d'une création de poste par redéploiement pour un assistant socio-éducatif)
- Dans les MDS : + de 1 116 agents

Budget primitif de la direction en 2011 : 252 700 € (évolution – 3,81 %)
Budget réalisé de la direction en 2011 : 196 726 €

Chiffres clés de l'activité 2011 à la Direction :

Nombre d'enfants accueillis à l'Aide Sociale à l'Enfance : 3 011 (accueils financés) (évolution – 0,53 %)

Nombre d'aides financières accordées dans le cadre de l'Aide Sociale à l'Enfance : 11 112 familles aidées (évolution + 1,03 %)

Nombre total d'usagers reçus dans les MDS : environ 220 000 personnes (un usager peut venir plusieurs fois à la MDS dans une année).

L'essentiel de ce qu'il faut retenir de l'action 2011 de la Direction :

I - Les 4 principaux dossiers qui ont mobilisés la Direction en 2011 sont :

- La mise en place du processus de gouvernance territoriale :
 - Elaboration de projet territorial des solidarités pour chaque MDS.
 - Installation des 14 conférences territoriales des solidarités et programmation de l'installation des ateliers pour 2012.
- L'accompagnement à la mobilité des 10 directeurs de MDS lors de leur prise de fonction dans une nouvelle MDS en septembre dernier.
- La détermination d'objectifs chiffrés par territoire en ce qui concerne :

- Le taux de réalisation des évaluations de protection de l'enfance dans un délai de 3 mois hors enfants d'âge PMI
- Le nombre d'enfants accueillis à l'aide sociale à l'enfance
- Le nombre d'enfants accueillis en famille d'accueil
- Le taux de contractualisation des bénéficiaires du RSA
- Le taux d'enfants suivis en Protection Maternelle et Infantile

→ La mise en place du Service Départemental de l'Accueil Familial sur les 6 MDS du sud du département :

- Participation sur chaque MDS concernée aux réunions de présentation de la nouvelle organisation
- Propositions, préconisations pour l'évaluation et le suivi du dispositif avant le déploiement de la 2^{ème} phase

Néanmoins, d'autres chantiers ont été conduits. Il s'agit :

→ Des travaux entrepris sur la place de l'utilisateur :

- La mise en place de sa participation en Equipe Pluridisciplinaire(EP) et en perspective, par sa participation en CLA pour le Fonds d'Aide aux Jeunes(FAJ) ; ainsi qu'en réunions des conférences territoriales des solidarités et en ateliers.
- Le Département a souhaité que cette participation fasse l'objet d'une compensation financière fixée à 15 €, une délibération a été votée par l'assemblée départementale en janvier 2012. Il conviendra de pérenniser le dispositif.
- La réalisation du baromètre accueil des usagers et du référentiel de l'accueil à l'usage des MDS a pérennisé les travaux entrepris autour de la qualité de l'accueil des usagers dans les MDS.
- La finalisation du guide de l'accueil de l'utilisateur dans les MDS

→ De la veille attentive des conditions de travail des personnels des MDS qui est toujours à l'œuvre au sein de la direction, à savoir :

- la réalisation d'un « MDS tour » dans les 14 MDS réalisé avec les élus permettant aux agents d'exprimer leurs questions et leurs interrogations,
- la mise en œuvre d'un suivi régulier d'indicateurs RH,
- d'une réflexion sur les sites déconcentrés qui a abouti à une priorisation des actions sur ces sites tant en termes de conventionnement que de sécurisation,
- de l'amélioration des locaux de la MDS de Coulommiers.

→ Du Projet départemental du service social pour compléter le schéma d'organisation du service social départemental (2008-2012). Il s'agit d'élaborer un document structurant de la politique départementale du service social afin de fixer les orientations stratégiques en la matière.

Ses objectifs sont de :

- donner du sens à l'action du service social et un cadre de référence
- harmoniser et organiser l'ensemble des commandes des directions missions dans ce domaine.

Cette 1^{ère} phase a été achevée au premier semestre 2011, elle sera poursuivie par la rédaction du document qui sera diffusé au 1^{er} semestre 2012.

II – Zoom sur l’action des agents de la DTS

A - Les délégués territoriaux ont poursuivi leurs actions en direction des MDS. L’année 2011 a été consacrée :

- à animer la mise en œuvre des tableaux de bord des différentes catégories de chefs de service de MDS,
- à construire et animer des temps de mutualisation inter-MDS sur d’une part, des thèmes choisis par les chefs de service et d’autre part, sur des thèmes imposés par la direction. Un premier temps de mutualisation avec les adjoints au chef de service de la PMI PE a été mis en place en novembre.
- à accompagner les directeurs de MDS lors de l’élaboration des projets territoriaux des solidarités et dans la préparation des réunions des conférences territoriales des solidarités.
- à participer aux réunions de chefs de services où des animations sur des temps de travail en sous-groupe ont été menées, exemples : Projet Pour l’Enfant(PPE), rapport d’évolution pour un enfant placé à l’aide sociale à l’enfance.
- à réaliser, avec l’ensemble des chefs de service administration ressources, la volumétrie des secrétariats des services des maisons départementales des solidarités,
- à développer une collaboration plus étroite avec les directions missions. Des sollicitations ont été réalisées, (direction de l’enfance tout particulièrement).
- à participer aux groupes thématiques pour 3 directions missions (DE, PA PH et DPMI PE) avec les directeurs de MDS et à des groupes de travail.
- à élaborer les outils de suivi des objectifs fixés pour l’aide sociale à l’enfance et à rencontrer mensuellement les cadres des MDS concernés.
- à suivre la mise en œuvre du Service Départemental de l’Accueil Familial et à faire des propositions d’ajustement avant la mise en œuvre de la 2^{ème} phase.

B - Le responsable d’application métier a développé son intervention pour répondre aux besoins des maisons départementales des solidarités dans le domaine de l’informatique. L’année 2011 a été consacrée :

- au suivi et aux développements supplémentaires de la première phase de l’Informatisation de l’Action Médico-sociale en lien avec les équipes des services sociaux mais également avec les directions missions : rencontre avec les utilisateurs, développement des outils statistiques, définition de procédures harmonisées... ce travail doit se poursuivre en 2012 ;
- à l’élaboration des bases de la deuxième phase du projet IAMS : rédaction du cahier des charge du module pour le service de la protection maternelle et infantile et de la petite enfance, animation de groupes de travail autour du portail de l’accès unique au dossier de l’usager. Ce dossier devrait se poursuivre en 2012 pour aboutir en 2013.
- au déploiement d’un espace partagé de la DTS : la direction s’est en effet portée volontaire pour l’expérimentation de l’outil WSS qui doit se concrétiser début 2012 par une utilisation de cet espace par les agents de la direction. La prochaine étape envisagée est l’accès à ce partage de documents par les Maisons départementales des solidarités ;

→ à la mise en place du projet de Répertoire de la solidarité. Dans le cadre du schéma départemental des usages numériques, la DTS doit en effet copiloter avec la DIE la réalisation de cet outil accessible dans un premier temps aux partenaires, puis aux usagers. Des groupes de travail doivent avoir lieu pour un aboutissement du projet en 2012.

C - Le conseiller technique en outils pédagogiques a concrétisé les travaux initiés l'année précédente. Ont abouti en 2011 :

- un support pédagogique sur les économies d'énergie utilisé pour les actions collectives sur ce thème,
- un jeu de société « aide à la gestion budgétaire » dont chaque MDS dispose de 2 exemplaires,
- un référentiel ayant pour thème l'autonomie des jeunes confiées à l'Aide Sociale à l'Enfance,
- un outil « J'AI PAS LES MOTS » conçu à partir de pictogrammes, à disposition de l'ensemble des services PMI PE des MDS. Celui-ci permet de communiquer sur la santé des enfants avec des personnes de nationalité étrangère maîtrisant peu ou pas la langue française.

Toutes ces productions ont été élaborées avec des travailleurs sociaux et médico-sociaux, validées par les directions missions. Elles font ensuite l'objet d'une présentation par MDS auprès des agents qui sont susceptibles de les utiliser afin de faciliter leur appropriation et de les accompagner dans la méthodologie de projets pour le montage d'actions collectives.

Le conseiller technique, rattaché à la DTS, continue le développement de supports pédagogiques pour les professionnels des MDS. De nouveaux groupes de travail ont été constitués durant l'année 2011, ayant pour objectif l'élaboration et la construction de nouveaux supports pédagogiques.

III - Dans les 14 Maisons Départementales des Solidarités

1) - La mise en place du processus de gouvernance territoriale a abouti à la réalisation projet territorial des solidarités et à sa présentation en conférence territoriale (cf. paragraphe ci-dessus)

Les 14 MDS ont réalisé, un diagnostic territorial qui a permis de :

- * mettre en relief les caractéristiques et spécificités de chacun des territoires,
- * identifier les besoins des usagers sur le territoire en matière d'offre sociale et médico-sociale,
- *faire le point sur les partenariats existants ou en perspective.

Cette étape a été complétée par l'élaboration d'un projet territorial des solidarités en complémentarité avec les directions missions. A partir des axes stratégiques identifiés dans les diagnostics, les projets territoriaux ont dégagé des objectifs opérationnels, déclinés en fiches actions.

La présentation des projets territoriaux des solidarités a commencé fin 2011 à destination de l'ensemble des partenaires du territoire. A cette occasion, les premières réunions de conférences territoriales ont été réalisées.

Outre ce chantier très mobilisateur pour les équipes, les MDS ont assuré leurs missions « premières » d'accueil et d'accompagnement dans un contexte social et économique particulièrement dégradé ; tout en intégrant les contraintes financières de l'institution qui ont conduit à l'élaboration d'objectifs chiffrés par Maison départementale des Solidarités.

2) - Actions collectives nouvelles mises en place en 2011

a) Prévention

L'action collective « ECO-GESTE » de la MDS de Fontainebleau a sensibilisé le public à l'objectif de mieux maîtriser les dépenses d'énergie en adaptant les comportements. Cette sensibilisation s'est effectuée par le biais d'une exposition « COMMENT CONSOMMER AUTREMENT » prêtée par la Maison de l'Environnement, d'une réunion avec les partenaires pour une orientation de leur public. Ce travail a abouti à la déclinaison de cette action sur des lieux souhaités par les partenaires.

A la MDS de Montereau, l'action collective « accompagnement à l'autonomie des jeunes confiés à l'ASE en familles d'accueil » a mis en place un atelier d'écriture pour parler de l'autonomie et la mettre en mots. Elle aide le jeune à verbaliser ses attentes et à prendre confiance en lui. Elle améliore l'accompagnement des professionnels en créant un espace de paroles et favorise les échanges entre la famille d'accueil et les jeunes.

L'information collective « Moi, je garde mon toit » de la MDS de Nemours permet aux familles de mieux connaître et comprendre la procédure d'expulsion et de se mobiliser dans la résolution de leurs impayés de loyers. Pour les professionnels, elle permet de recueillir les besoins des familles en situation d'impayés locatifs en vue de constituer un groupe.

b) Insertion

A la MDS de Chelles, l'action collective « Vacances Famille » a mis en place des réunions d'informations permettant aux familles intéressées de bâtir leur projet pour partir en vacances. Celles-ci étaient basées sur l'échange entre les participants et les professionnels. Il a été notamment abordé les aides possibles attribuées par la CAF et la présentation de l'activité de l'association Vacances et Familles. Ce travail a abouti à la prise de rendez-vous individuel avec les organismes précités pour évaluer la faisabilité des projets.

Un forum de « l'action sociale » a été organisé par la MDS de Meaux. Il avait pour objectif que chaque bénéficiaire des minima sociaux puisse en une seule journée rencontrer et discuter avec l'ensemble des partenaires de l'insertion. Des stands d'informations, animés par les partenaires recouvrant les champs du social, de la santé, de l'emploi, du logement, ou de la culture, ont permis à toute personne en situation d'insertion et bénéficiaires des minimas sociaux de découvrir toutes les possibilités leur permettant de sortir de leur situation économique et sociale actuelle.

Le groupe de socialisation basé sur l'échange de savoirs de la MDS de Noisiel a pour but de créer du lien social, de favoriser la valorisation de soi au travers des savoirs, de transmettre ses propres savoirs et accepter le savoir des autres, de connaître et s'approprier les ressources du territoire. Il est destiné à tout le public isolé et fragilisé de la MDS désirant s'inscrire dans cette démarche.

c) Soutien à la parentalité

La participation à l'animation d'un lieu d'accueil Parents/Enfants « ARC EN CIEL » à la MDS de Mitry Mory avec des partenaires, permet par le jeu et des activités libres aux familles d'échanger avec d'autres et assure un rôle d'accompagnement à la fonction parentale et de prévention. Il est destiné aux parents de la naissance des enfants jusqu'à leur entrée en école maternelle.

Les animations construites par la MDS de Roissy dans le cadre de l'opération « PREMIERES PAGES » de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales ont permis de favoriser l'éveil culturel, l'échange entre les parents et pour les professionnels, de participer à un dispositif national et de travailler en partenariat sur une action culturelle.

d) Actions en direction des partenaires et des professionnels réalisées en 2011

La journée de travail sur le mal être des jeunes initiée par la MDS de Tournan a permis aux participants d'obtenir des informations et des réponses sur le thème choisi, de mieux connaître les partenaires spécialisés dans ce domaine pour identifier les ressources locales, de faire réfléchir sur les réponses simples à mettre en place et d'optimiser le travail partenarial pour faire émerger des réponses conjointes.

Le Forum Santé Jeunes de la MDS de Sénart a pour but d'informer les adolescents sur la consultation de planification et les dangers des addictions ; ainsi que les personnes travaillant auprès d'eux sur les problématiques de l'adolescence. Il contribue à faire connaître la MDS comme lieu ressources pour les jeunes et leurs accompagnants.

MISSION APPUI OBSERVATION ET RESSOURCES (MAORE)

La Mission Appui Observation et Ressources apporte des expertises ainsi qu'un soutien aux Directions et aux Maisons Départementales des Solidarités dans les domaines : observatoire, financier et budgétaire, juridique, patrimoine, ressources humaines et système d'information en lien avec les Directions fonctionnelles du Département. Elle assure par ailleurs la référence du travail social et médico-social, en s'appuyant particulièrement sur le Pôle Observatoire et Pratiques Sociales.

38 agents contribuent à ses missions avec les moyens financiers suivants :

- un budget de fonctionnement de 1 801 650 € et un réalisé de 1 888 406 €,
- un budget d'investissement de 36 000 € et un réalisé de 34957 €.

L'année de 2011 a été marquée par la mise en œuvre effective d'une grande partie des préconisations de l'audit sur les missions déconcentrées :

- Maintien de fonctions support sur les domaines ressources humaines, juridique et financier,
- Redistribution des activités de gestion immobilière entre la Mission et la DAJP avec transfert d'un poste à cette direction.
- Ajustement d'une partie des activités liées à la logistique et au service intérieur en les re-concentrant progressivement au niveau Départemental : reprographie, maintenance et accueil. Cette re-concentration a eu pour effet d'entraîner la disparition du bureau logistique au 4^{ième} trimestre 2011.

Le développement de l'observatoire départemental des solidarités au sein du Pôle Observatoire et Pratiques Sociales constitue un autre fait saillant de l'année écoulée.

Service recrutement formation

Le service est bien repositionné en interne et dans les articulations avec la DRH. Il apporte une analyse et une aide à la décision aux DGA et SG sur les questions RH. Son activité se structure autour de deux axes principaux: recrutement des métiers spécifiques de l'action sociale et gestion de la formation des agents de la DGA-Solidarité.

Plus de 440 candidatures spontanées ont été traitées pour finaliser 122 recrutements sur les métiers sociaux et médico-sociaux. A noter que depuis juin 2011, le service gère le recrutement des assistants familiaux de 6 Maisons départementales des solidarités.

Il a assuré le suivi administratif et la mise en stage de 236 stagiaires (étudiants) dans les différents services, dont 93 % sur les Maisons départementales des solidarités.

Il a, dans le cadre du plan de formation DGA-Solidarité, géré 983 demandes de formation pour 710 départs. Il a aussi assuré l'exploitation des EAE sur le recensement des besoins en formation, soit plus de 2400 demandes.

Il a aussi administré la formation des assistants familiaux employés par le Département soit 302 départs : 45 sur le stage préparatoire à l'accueil d'un enfant, 119 en formation initiale et 97 sur des colloques.

Service juridique

Bien repéré au sein de la DGA, le service juridique assure le lien entre une matière juridique complexe et la réalité de l'exercice quotidien des missions de l'action sociale et médico-sociale. Le service a apporté plus de 500 soutiens et conseils juridiques, aidé à la consultation de 97 dossiers administratifs, gérés 34 nouveaux contentieux relatifs à l'action sociale et maintenu sa participation aux CCPD et commissions de recours des assistants maternels et familiaux.

Il a suivi 132 incidents dans le cadre de la protection fonctionnelle des professionnels de la DGA-Solidarité.

Une absence temporaire du chef de service et le départ simultané des deux juristes n'ont pas permis d'animer les journées de formation juridique inscrites au plan de formation 2011. Le recrutement et l'intégration à l'équipe de 2 nouvelles juristes constituent l'un des faits marquant de l'année.

Service administratif et financier

Outre la gestion du budget de la Mission, le service a la particularité d'assurer l'exécution des dépenses de la DPMIPE et, depuis janvier 2011, celles des MDS. Il a intégré pour ce faire deux agents du bureau logistique dans la cadre d'un ajustement des tâches.

Cette gestion de 3 budgets a généré 5477 liquidations dont 2696 pour le traitement des frais de déplacements et 825 titres de recettes

Par le biais de sa responsable, il a développé les liens entre la DGA-S et la Direction des Finances pour échanger sur des problèmes comptables récurrents et mis en place des réunions de gestion intra DGA-S et participé à l'élaboration du Règlement Budgétaire et Financier.

Pôle observatoire et pratiques sociales

Le bilan d'activités global incluant les pratiques sociales et l'observatoire fait apparaître une activité légèrement supérieure à celle de l'année 2010, ce sont 82 dossiers et commandes qui ont été traités contre 70 en 2010. Les commandes faites à l'observatoire ont compensées la baisse des actions menées sur le champ des pratiques sociales.

Dans ce domaine des pratiques sociales et plus précisément dans celui de la recherche de nouvelles formes d'intervention et d'accompagnement des personnes seules et des familles, plusieurs démarches ont été conduites :

- formation-action de la MDS de Coulommiers sur la question difficile de la reproduction transgénérationnelle dans le champ de la protection de l'enfance avec l'apport d'une anthropologue,
- formation et approfondissement de la notion de vulnérabilité soutenus par l'intervention d'un sociologue avec la production d'un référentiel pour aider à l'évaluation de la situation des personnes,
- poursuite du plan dédié au soutien des professionnels en accompagnement des personnes en souffrance psychique.

L'activité du pôle a été particulièrement marquée par les travaux et démarches de l'Observatoire départemental des solidarités

- pour sa construction et son porter à connaissance,
- pour la structuration de ses missions d'études, et l'engagement dans l'étude relative à la prévention spécialisée et notamment les besoins des 11-15 ans
- pour sa 1^{ère} production : l'Atlas des solidarités, document de référence annuel pour une vision quantifiée et comparative de la réalité sociale et médico-sociale du département
- pour sa contribution aux travaux de l'Observatoire départemental
-

Il a aussi produit plusieurs contributions pour :

- la démarche de nouvelle gouvernance des politiques de solidarités
- les diagnostics de territoire des 14 MDS

La Mission appui observation et ressources a aussi débuté en lien avec le projet de territoire, une étude sur une stratégie d'implantation des lieux de proximité, en vue d'assurer une meilleure efficacité des prestations de proximité.

L'année 2011 se caractérise, en matière de systèmes d'information par une participation renforcée de la DGA-S à une politique de « grands projets » informatiques départementaux ambitieux (Grand Projet Collaboratif, Dématérialisation), à la fois sur les diagnostics, et l'expression des besoins en matière d'action sociale départementale.

De manière plus opérationnelle, la Mission a travaillé pour préparer et accompagner la généralisation du logiciel de suivi de courrier dans l'ensemble des directions centrales. Par ailleurs, dans le souci d'améliorer la gestion de la relation utilisateur (GRU), la DGA sera précurseur sur la mise en place d'un outil de GRU permettant une approche guichet unique entre PA/AH et MDPH, en lien étroit avec le projet de plateforme téléphonique départementale.

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DE L'ENVIRONNEMENT, DES DÉPLACEMENTS
ET DE L'AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES
(DGAA)

PRESENTATION GENERALE

La DGA de l'environnement, des déplacements et de l'aménagement des territoires (DGAA) regroupe cinq directions composées de 847 personnes (dont 93 agents du Parc départemental routier transférés au Département le 1^{er} janvier 2011) et représentant en 2011 un budget de plus de 220 millions d'euros, investissement et fonctionnement confondus.

En dépit d'un contexte financier contraint, les directions ont maintenu leurs efforts pour que l'action du Département en 2011 reste porteuse d'une dynamique en matière d'aménagement du territoire.

La poursuite du développement du Haut et du Très Haut Débit, la mobilisation en faveur des transports avec en particulier la prise de compétence pleine et entière en matière de transports scolaires (circuits spéciaux et transports des élèves et étudiants handicapés), la mise en œuvre d'un plan climat et la réalisation d'un deuxième plan départemental de l'eau, le pari de la compétitivité des territoires en sont les principales illustrations. Par ailleurs, l'amélioration et la sécurisation du maillage routier, la garantie d'équipements scolaires de qualité et le maintien des partenariats avec les communes et intercommunalités sont restés des priorités.

**DIRECTION DE L'ARCHITECTURE, DES BATIMENTS
ET DES COLLEGES (DABC)**

La Direction de l'Architecture, des Bâtiments et des Collèges, composée de 71 agents et 12 agents de l'équipe mobile des agents territoriaux (EMAT), est rattachée à la Direction Générale Ajointe de l'Environnement, des Déplacements et de l'Aménagement du Territoire. Elle a pour rôle de piloter la construction, l'extension, la réhabilitation et l'entretien du patrimoine immobilier départemental.

Son budget total en crédits de paiement s'est élevé, pour l'exercice 2011, à 51 037 042 € en investissement dont 83 % pour les collèges et 17 % pour les bâtiments hors collèges (1,5 % pour les gendarmeries, 3,5 % pour les bâtiments des services sociaux, 3,5 % pour les bâtiments de la Direction Principale des Routes et 9,5 % pour les autres bâtiments).

Ainsi ont été consacrés :

- ✓ 42 184 857 € aux collèges dont 25 059 567 € au titre des constructions, extensions et réhabilitations et 17 125 290 € pour des travaux divers de maintenance et d'amélioration du patrimoine (99,5 % réalisés)
- ✓ 8 852 185 € aux bâtiments hors collèges (806 212 € aux gendarmeries, 1 859 491 € aux bâtiments des services sociaux, 1 798 050 € aux bâtiments de la DPR, 4 388 432 € aux autres bâtiments départementaux) (97,8 % réalisés)

Le total des crédits de fonctionnement a représenté 9 575 028,61 dont 7 894 947,01 € pour les collèges (89 % réalisés) et 1 680 081 € pour les bâtiments hors collèges (83 % réalisés) : 32 890 € pour les gendarmeries, 448 457 € pour les bâtiments des services sociaux et 1198734 € pour les autres bâtiments départementaux.

Principales opérations en 2011 :

Pour les collèges :

- Livrés en 2011 :
 - ✓ Reconstruction du collège « Parc Frot » à MEAUX
 - ✓ Réhabilitation du collège « Paul Langevin » à MITRY-MORY
 - ✓ Extension/ Réhabilitation du collège « André Malraux » à MONTEREAU-FAULT-YONNE
 - ✓ Collège provisoire de SAINT GERMAIN-SUR-MORIN à SERRIS
- Lancement des travaux :
 - ✓ Réhabilitation des SEGPA des collèges « Fernand Gregh » à CHAMPAGNE-SUR-SEINE, « Jules Verne » à PROVINS, « Anceau de Garlande » à ROISSY-EN-BRIE
 - ✓ Extension/Réhabilitation du collège « Jean-Baptiste Vermay » à TOURNAN-EN-BRIE

- En étude :
 - ✓ Extension/ réhabilitation du collège « Parc des Tourelles » à CLAYE SOUILLY
 - ✓ Construction du collège de VULAINES SUR SEINE
 - ✓ Reconstruction du collège « La Maillière » à LOGNES
 - ✓ Réhabilitation de la demi-pension et de la SEGPA du collège « Henri Wallon » à SAVIGNY LE TEMPLE
 - ✓ Extension/ Réhabilitation du collège « Léonard de Vinci » à SAINT THIBAULT DES VIGNES
 - ✓ Réhabilitation de la demi-pension du collège « Le Moulin à Vent » à THORIGNY SUR MARNE
 - ✓ Construction du collège « Jacqueline de Romilly » à MAGNY-LE-HONGRE
 - ✓ Réhabilitation de la demi-pension du collège « Jean de la Fontaine » au MÉE SUR SEINE
 - ✓ Construction du collège de SAINT GERMAIN SUR MORIN
 - ✓ Reconstruction du collège « Arche Guédon » à TORCY
 - ✓ Réhabilitation des SEGPA des collèges « La Vallée » à AVON et « Les Glacis » à LA FERTÉ-SOUS-JOUARRE

Pour les bâtiments hors collèges :

- Livré en 2011
 - ✓ Construction de la gendarmerie de DONNEMARIE-DONTILLY
 - ✓ Réhabilitation de l'annexe de la Maison Départementale des Solidarités de COULOMMIERS
 - ✓ Reconstruction du Centre d'Exploitation de LA FERTE-GAUCHER (bâtiment DPR)
 - ✓ Le Data Center de la Direction des Systèmes d'Information à SAVIGNY-LE-TEMPLE
 - ✓ Réaménagement de l'annexe de la médiathèque départemental au MÉE-SUR-SEINE
 - ✓ Rénovation de la couverture du Musée Bourdelle à EGREVILLE
- En étude en 2011
 - ✓ Reconstruction de la Maison départementale des solidarités de ROISSY-EN-BRIE

Actions nouvelles mises en place et faits marquants en 2011 :

➤ Création d'une cellule fluides

Conformément aux engagements de sa politique « Agenda 21 », le Département s'est engagé en décembre 2008 dans l'élaboration d'un Plan Climat Energie Départemental.

Dans ce contexte, une cellule « Fluides » a été créée afin d'établir un programme d'investissement pluriannuel d'économie d'énergie sur les collèges. L'Ingénieur fluide, a rejoint début 2011 la Direction de l'Architecture, des Bâtiments et des Collèges et a réalisé un diagnostic énergétique sur l'ensemble des collèges du Département.

Les préconisations issues de cette étude permettront d'établir un plan prévisionnel des investissements sur les différentes actions à mener en termes d'économies d'énergie.

➤ Projet collège du 21^{ème} Siècle

- Livraison de l'opération de reconstruction du collège « Parc Frot » à MEAUX : première construction à être certifiée Haute Qualité Environnementale par le Département
- Choix du Maître d'œuvre et lancement des études du collège de l'« Arche Guédon » à TORCY, un futur bâtiment à énergie positive : l'objectif est de réduire les consommations en construisant un bâtiment bioclimatique. Il s'agit de mettre à profit les caractéristiques du site afin de réduire au minimum les besoins énergétiques du bâtiment.
- Concours d'idée des étudiants en école d'architecture : dans le cadre du Projet Educatif Départemental « Le Collège du 21^{ème} siècle », un des axes de réflexion concerne la construction du collège de demain. Les différentes étapes, lancées en 2011, concernent notamment la refonte des programmes fonctionnels et techniques et l'étude des modes constructifs. Dans ce contexte, le Département a proposé à des étudiants de 3^{ème} année de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture Paris-Val de Seine de réfléchir à leur vision du collège de demain. Leurs propositions seront réutilisées dans les futures constructions.
- Dans le cadre du collège numérique 77, le câblage de 10 collèges a été réalisé à titre d'expérimentation et le concours pour le choix du Maître d'œuvre pour étendre cette opération à l'ensemble des collèges a été lancé.

➤ Projet HQE exploitation

Afin de réagir aux problématiques environnementales, la Haute Qualité Environnementale est progressivement intégrée à l'ensemble des activités de la DABC. Après la détermination des objectifs et des outils à mettre en place pour les atteindre, le groupe de travail interservices a continué, en 2011, sa mission d'intégration de la démarche HQE aux actions d'exploitation par la production de certains de ces outils : catalogue de matériaux, carnet d'exploitation, veille réglementaire...

➤ Grand Projet Patrimoine

Ce projet inter-directionnel a pour objectif de mettre en place un outil permettant de recenser et de gérer les interventions dans les établissements. Les établissements disposeront d'un accès pour formuler leurs demandes. Cet outil permettra une meilleure visibilité et une traçabilité plus fiable des interventions.

Le travail effectué en 2011 a permis l'élaboration du cahier des charges et le lancement de l'appel d'offre pour le choix du prestataire.

➤ Programmation pluriannuelle des travaux de maintenance

Il s'agit de recenser, de hiérarchiser et de partager l'ensemble des actions visant à répondre à l'évolution de l'état et des fonctions d'un bien ainsi qu'aux obligations réglementaires s'y appliquant. L'expérimentation sur les 8 collèges s'est poursuivie en 2011. Un bilan de cette étude sera effectué en 2012 en vue d'une éventuelle généralisation.

Quelques chiffres :

En 2011, la Direction de l'Architecture, des Bâtiments et des Collèges a émis 5961 lettres ou bons de commande et 70 marchés ont été notifiés.

Par ailleurs, 2338 travaux imprévisibles et urgents ont été demandés dans les collèges et 1770 dans les bâtiments départementaux.

**DIRECTION DE L'AMENAGEMENT ET DU DEVELOPPEMENT
DES TERRITOIRES (DADT)**

Mots-clés qui caractérisent la Direction : aménagement du territoire, développement local, urbanisme, développement économique et emploi, politiques contractuelles, aménagement numérique et observatoire départemental.

Effectif de la Direction en 2011 : 31 agents

Budget primitif 2011 de la Direction : 29 125 129 € et après DM2 : 28 092 860 €

Budget réalisé 2011 de la Direction : 26 875 872 €

Faits marquants en 2011 et contexte de travail de la direction :

Désormais composée de trois services, d'une directrice de projet « Roissy », d'un chargé de mission « Marne-la-Vallée/Disney », d'un chef de projet « Observatoire Départemental », la DADT s'est impliquée, outre ses missions, dans l'élaboration du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale, dans la mise en œuvre du Syndicat « Seine-et-Marne Numérique », dans la mise en place de l'Observatoire Départemental mais également par sa contribution au Schéma Directeur de la Région Ile-de-France.

Chiffres-clés de l'activité 2011 de la direction :

27 => le nombre d'aides économiques attribuées aux entreprises, laboratoires et collectivités en 2011 pour un montant de **7,3 M€**,

29 => le nombre de contrats communaux (28) et intercommunaux (1) adoptés en 2011, soit un engagement départemental respectivement de **7,6 M€**,

218 => le nombre de procédures contractuelles en cours,

220 => le nombre de documents d'urbanisme traités,

1 300 => kilomètres de déploiement de la fibre optique desservant ainsi 207 zones d'activités, 589 sites publics et 200 sites d'opérateurs de télécommunications.

1) Soutien au développement local :

→ Pôle de Roissy :

Au cours de l'année 2011, le Département a poursuivi sa participation aux réflexions conduites par l'Etat notamment sur l'étude d'un schéma d'aménagement durable du grand territoire de Roissy.

Cette implication sera axée en 2012 sur la perspective de mise en place d'un contrat de développement territorial proposé par l'État en lien avec le projet de gare du Grand Paris Express au Mesnil-Amelot et sur l'extension de l'EPA Plaine de France à la Seine-et-Marne. Le Conseil général s'est également impliqué avec la Région et les collectivités du territoire dans l'élaboration d'un contrat GP3 sur le pôle de Roissy, contrat qui sera mis en œuvre sur les années 2012 et 2013.

Le Département a par ailleurs signé le 19 mai 2011 une convention de partenariat avec Aéroports de Paris pour une durée 3 ans. Cette convention intègre différents axes de coopération portant sur l'aménagement et le développement économique, les déplacements, l'insertion professionnelle, la gestion de l'eau et la préservation de la biodiversité.

→ Pôle de Villaroche :

Afin de valoriser le site de Villaroche et promouvoir un projet de développement favorisant la filière aéronautique et d'activités technologiques, le Département porte avec ses partenaires du Sympav un projet de développement de la plateforme aérodrome dans la perspective d'un parc industriel et technologique structurant pour le territoire.

A ce titre, une étude de positionnement stratégique a été finalisée au cours de l'année 2011 en vue de la mise en œuvre d'orientations et d'un plan d'actions de développement de ce pôle. Cette étude sert de cadre au lancement en 2012 d'une première phase d'aménagement.

→ Pôle de Marne-la-Vallée/Disney :

La signature de l'avenant n°8 de la convention « Disney » relançant le développement du secteur IV à un niveau égal au projet de 1987 a été effective en 2010.

L'année 2011 a vu l'élaboration d'un avenant à la phase III d'aménagement dans l'attente de la définition de la phase IV dont le programme détaillé fera l'objet de discussions tout au long de l'année 2012. Dans ce cadre, plusieurs études

principalement en matière de déplacement, ont été menées courant 2011 et d'autres seront effectuées en 2012.

En parallèle, le projet « Villages Nature », future destination touristique axée sur un nouveau concept du tourisme durable a fait l'objet d'un Débat Public qui s'est conclu par la volonté de poursuivre son élaboration par ses promoteurs (Disney et Pierre&Vacances).

Pour accompagner ce projet, plusieurs groupes de travail (procédures, relation avec le territoire, etc...) ont été mis en place. L'année 2012 verra les procédures de DUP et Loi sur l'eau menées à leur terme (arrêté de DUP mi 2012) et la commercialisation débutera en septembre 2012 pour une ouverture repoussée en 2016.

Le projet d'un centre des congrès a été relancé mi 2011 avec le démarrage de l'étude de programmation qui s'achèvera courant 2012 et qui devrait être suivie d'une étude sur son financement.

En 2011, la DADT a continué d'accompagner les réflexions pour un projet de cluster sur la Cité Descartes ainsi que pour la mise en œuvre d'un Contrat de Développement Territorial (et plus globalement le SDT de l'Est parisien) accompagnant l'arrivée d'une gare du Grand Paris Express. L'ensemble des études et réflexions liées à ces projets se poursuivront tout au long de 2012.

Par ailleurs, la DADT a participé à l'élaboration du cahier des charges puis au démarrage de l'étude sur le devenir de l'autoroute A4 lancée par l'ACTEP, étude qui s'achèvera au premier semestre 2013.

Observatoire départemental :

L'Observatoire Départemental, outil complet, multi-thématiques, favorisant la transversalité et la diffusion des bonnes pratiques, est chargé :

- de permettre une coordination globale de la fonction observatoire au sein des services départementaux,
- de mettre en commun les travaux des observatoires existants,
- de conduire des études thématiques et/ou prospectives, notamment sur les thématiques non couvertes par les autres observatoires,
- de publier largement certaines productions afin de mieux valoriser l'expertise « études » du Conseil général,
- de mettre en place les outils de diffusion des données et des études disponibles au sein de l'observatoire, à destination des collaborateurs et élus,
- d'intervenir en « ressource » sur les projets des directions,
- de réaliser et d'assurer un suivi des portraits des « Territoires de Projet » de Seine-et-Marne.

L'année 2011 a été consacrée à la mise en œuvre et à la structuration de l'observatoire pour un fonctionnement optimum en 2012.

Politiques contractuelles :

Contrats ruraux :

Au 31 décembre 2011, 110 contrats ruraux signés (dont 8 intercommunaux) sont en cours de réalisation et représentent 13 470 154 € de crédits alloués.

Parmi ces contrats, 18 dont 7 intercommunaux comportent des opérations à vocation scolaire.

Contrats régionaux :

En 2011, le Département a signé 3 contrats régionaux (Champagne-sur-Seine, Esbly, Quincy-Voisins) et adopté le contrat régional de Le Châtelet-en-Brie, soit un engagement départemental de 1 065 485 €. Par ailleurs, 8 contrats sont en cours d'instruction et 16 contrats sont en cours de réalisation (3 630 251,90 €).

Contrats CONT.A.C.T. :

Les contrats des communes de Souppes-sur-Loing, Château-Landon, Sourduin, Thomery et La Rochette ont été signés en 2011 pour un engagement départemental de 2 023 500 €. A ce montant, il faut ajouter 9 046 500 € correspondant aux enveloppes des 21 autres CONT.A.C.T. en cours de réalisation et 1 354 684,13 € pour les 3 contrats soldés au cours de l'année.

Contrats C.A.D.U.C.E. :

Actuellement, les contrats de Tournan-en-Brie, Meaux, Nemours, Nangis, Roissy-en-Brie, Gretz-Armainvilliers et Dammartin-en-Goële sont en cours de réalisation, représentant 12 335 238,81 €.

Contrats C.L.A.I.R. :

Les CLAIR de la Brie des Morin, du Bocage Gâtinais et de Vallées et Châteaux ont été adoptés à la séance de janvier 2012 pour un engagement départemental de 3 492 500 €. Deux contrats sont à l'étude : Cœur de Brie (secteur de la Ferté-Gaucher), et Deux Fleuves (autour de Montereau).

Le CLAIR du Provinois a été soldé le 6 octobre 2011 et 7 contrats C.L.A.I.R. en cours de réalisation représentent un montant de 16 104 150 € au total.

Contrats C3D :

Les C3D de Villeparisis, Sénart, Orée de la Brie, Marne et Gondoire, Marne-et-Chantereine, Melun/Val de Seine, Val Maubuée, Pays de Meaux et Pays de l'Ourcq sont en cours, pour un montant total de 46 221 961 €.

Le C3D Bassée Montois a été signé le 29 juin 2011 pour un montant de 1 746 720 €. Deux C3D sont en cours d'élaboration pour le Pays Créçois et Pays Provinois-Gerbe et pourraient être signés courant 2012.

Réforme des dispositifs :

En 2011, le Président a décidé de lancer une réforme complète de l'accompagnement départemental aux territoires, qui doit aboutir à une véritable politique d'aménagement du territoire seine-et-marnais.

L'année 2011 a ainsi été consacrée à poser les bases de la réflexion : benchmark auprès des autres départements et régions, identifications des lignes d'aides habituelles pouvant intégrer un contrat unique, premiers principes de ces futurs contrats, mise en place d'un

comité de pilotage, d'un comité technique et organisation d'un séminaire des élus le 21 novembre 2011.

Politique PNR :

La DADT a proposé en 2010 une politique d'accompagnement et de soutien au PNR qui combine une politique directe au budget de fonctionnement du Parc, une aide à l'accompagnement des projets d'investissement via les politiques contractuelles.

Le PNR de la Brie et des deux Morins :

La Région a décidé d'étudier la faisabilité d'un Parc Naturel Régional sur le secteur Nord-Est du Département, concernant 132 communes et 176 000 habitants. Suite à la présentation de l'étude diagnostic menée par l'IAURIF en réunion plénière le 2 décembre 2010, le travail de concertation avec les élus s'est poursuivi en 2011, avec la mise en place de réunions dans chaque canton. Le projet de statuts du futur syndicat mixte de préfiguration a été rédigé et soumis à l'automne 2011 à chaque conseil municipal et communautaire, qui devait se prononcer.

CPRD :

En 2011, le bilan amorcé en 2010 a été poursuivi et a permis l'élaboration de propositions de redéploiements des crédits, faite par courrier à la Région le 27 octobre 2011. Sur la base de ces propositions, un avenant au CPRD sera bâti d'ici mai 2012.

GP3 :

En 2011, le Conseil général a été sollicité à la fois sur l'élaboration de la convention GP3 de Sénart – Val de Seine, et sur l'élaboration des avenants aux conventions GP3 de Marne-la-Vallée et Pays de Meaux. Lors de la séance du 16 décembre 2011, l'Assemblée départementale a validé la convention GP3 de Sénart et les avenants aux conventions GP3 de Marne-la-Vallée et Pays de Meaux.

Collège 21^{ème} siècle :

Depuis 2010, trois réunions de travail et un comité de pilotage ont été organisés. Le guide méthodologique a été finalisé et l'objectif est de faire valider la démarche par l'assemblée départementale.

Urbanisme :

En 2011, 220 documents d'urbanisme ont été traités à différentes phases de la procédure :

- 110 dossiers sur l'élaboration ou la révision de PLU, (contre 84 en 2010)
- 64 dossiers pour des révisions simplifiées, modifications de PLU, ou cartes communales (contre 52 en 2010)
- 15 dossiers de schémas de cohérence territoriale (SCOT), (contre 13 en 2010)
- 30 avis émis pour les commissions départementales d'aménagement commercial (CDAC) (contre 25 en 2010)

La direction a également participé sur divers dossiers : suivi du quartier du Sycomore, participation au chantier 5 du projet de territoire, suivi des projets de Melun (Plaine de Montaigu, Clos Saint-Louis, pôle gare) et le suivi de projets multi-modaux.

SDRIF (schéma directeur de la région Ile de France) :

Le SDRIF a été remis en révision en septembre 2011. Les directions du Conseil général, les collectivités du Département, EPCI et EPA, associés à cette démarche ont été consultés en novembre 2011 et une contribution départementale a été envoyée à la Région en décembre. Cette mobilisation se poursuivra sur l'année 2012.

Agenda 21 :

L'action n°3 « élaborer des chartes de durabilités pour les zones d'activités du département » du premier programme d'action de l'Agenda 21 départemental est reprise par le plan climat énergie départemental (second programme d'action de l'Agenda 21) adopté le 24 septembre 2010. Elle constitue désormais l'action n° 5.3.1 « soutenir le développement durable des zones d'activités » (cf : constitution d'un atlas des ZAE).

Le premier comité de pilotage a mis en évidence que préalablement à la réflexion sur un référentiel de zones d'activités durables, il était nécessaire de dresser un état des lieux de l'existant dans le département. A la fin du 1^{er} semestre 2011, un atlas des zones d'activités de Seine-et-Marne a été finalisé et l'action se réoriente vers un guide de recommandations à destination des aménageurs, constructeurs, collectivités, guide préconisé dans le cadre du schéma départemental de la logistique qui sera élargi à toute zone. Une réflexion est menée parallèlement pour réviser le dispositif de requalification des zones d'activités.

L'action n°4 « diffuser les méthodes de construction durable et d'éco-quartiers » du premier programme d'action de l'Agenda 21 départemental est reprise par le plan climat énergie départemental (second programme d'action de l'Agenda 21) adopté le 24 septembre 2010. Elle constitue désormais l'action n°5.3.2 « soutenir le développement de quartiers durables ».

Le 7 mai 2010 s'est réuni le premier comité de pilotage, au cours duquel les orientations ont été fixées : travail centré sur les petites communes et rédaction d'un guide méthodologique des pratiques rencontrées. Le premier comité technique s'est réuni le 5 octobre 2010 et a entamé la réflexion sur ces sujets. Sur 2011, un groupe de travail a été organisé afin de mieux définir les communes cibles (communes de moins de 5000 habitants).

Sur 2012, l'action sera intégrée dans le cadre de la réflexion sur un nouveau modèle d'aménagement du chantier 5 du projet de territoire et devrait être un volet d'un guide plus global.

2) Développement économique et emploi :

Le contexte de crise économique et la politique départementale en faveur du développement durable ont conduit le Département à adapter ses aides. Cela s'est traduit par l'abandon de certaines aides économiques et par la création de nouveaux dispositifs davantage axés sur le renforcement de l'attractivité économique du territoire, l'amélioration de la compétitivité des entreprises et la préservation et le développement de l'emploi.

En 2011, les actions majeures relevant du domaine « économique et emploi » conduites par la direction ont été :

Mise en place d'une politique en faveur des acteurs de l'ESS :

Une étude a été menée de novembre 2010 à décembre 2011 avec la Chaire de l'ESS de Marne-la-Vallée afin de qualifier ce modèle économique et de quantifier son poids dans l'économie seine-et-marnaise et d'étudier les potentialités de son développement.

Un travail important d'animation de réseaux a été effectué aussi bien interne qu'externe qui a permis à des entreprises privées de participer financièrement au projet (MACIF, Air France).

Cette étude a abouti sur l'organisation d'une rencontre chercheurs-acteurs en février 2012, ainsi qu'au lancement d'un appel à projets afin de soutenir le développement d'initiatives économiques et solidaires, innovantes, socialement responsables et génératrices d'emplois.

Participation aux Pactes régionaux pour le développement économique et l'emploi :

Le Département participe à cette politique régionale en apportant sa contribution technique et ses dispositifs de droit commun (contrats de développement local, dispositifs d'insertion et aides économiques).

L'intérêt de ce dispositif est de pouvoir mutualiser des dispositifs régionaux et départementaux au profit d'un territoire en construisant avec les collectivités un plan d'actions partagé. Le Pacte Sénart-Melun a été signé le 28 juin 2011 et le plan d'actions est en cours de mise en œuvre.

La direction s'est fortement investie dans l'élaboration du Pacte sud, en particulier lors de la phase de diagnostic en partenariat avec la Région, la DIRECCTE et SMD ainsi qu'à la rédaction du plan d'actions, en partenariat avec les collectivités.

Constitution d'un Atlas des ZAE :

La DADT a finalisé le recensement des ZAE de plus de 10 hectares afin de disposer d'un état quantitatif et plus qualitatif. En outre, le dispositif de requalification des ZAE pourra être révisé à l'appui de cet Atlas en lien avec la réflexion sur les zones d'activités durables. La réflexion sur la communication qui pourra en être faite est en cours ainsi que sur sa mise à jour.

Requalification des zones d'activités :

Depuis 2005, l'Assemblée départementale a adopté, au titre du dispositif d'aide à la requalification des ZAE, 6 opérations sont en cours de diagnostic ou de travaux : Ozoir-la-Ferrière, Savigny-le-Temple, Saint-Thilbault-des-Vignes, Lagny-sur-Marne, Meaux, Chartrettes et Vaux-le-Pénil

D'autres dossiers sont en cours de préparation : Torcy, Chelles.

Fonds attractivité

Ce dispositif, adopté en 2010, a permis d'accompagner financièrement 3 projets en 2011, une pépinière à Val d'Europe, un hôtel d'artisans d'art à Montereau et un bâtiment relais pour artisans à Nemours.

Etude relative au schéma départemental de la logistique :

Lancée fin 2010, l'étude a pour objet d'élaborer un schéma départemental de la logistique pour la Seine-et-Marne afin de proposer des actions pour maîtriser le développement de cette filière sur le Département et de favoriser les solutions alternatives de transport à la route.

La maîtrise du développement de la logistique est un enjeu pour la Seine-et-Marne, d'autant plus que dans le cadre de son agenda 21, le Conseil général souhaite développer les transports alternatifs (fret fluvial et ferroviaire).

Le COPIL du 20 juin a validé les orientations du schéma qui se décline en 3 livrets :

- le livret 1 : Diagnostic, enjeux et orientations
- le livret 2 : Déclinaison opérationnelle et concertée des axes d'engagement
- le livret 3 : guide de recommandations pour la programmation, l'aménagement et la gestion durable d'espaces d'activités à vocation logistique.

Un complément de mission a été proposé au bureau d'études afin de finaliser la concertation et décliner les axes d'action par pôle. Le schéma devrait être finalisé en 2012.

3) Aménagement numérique :

Depuis 2004, le Département de Seine-et-Marne s'est engagé dans l'aménagement numérique de son territoire. Après les expérimentations, le déploiement en propre de technologies alternatives permettant l'accès à internet haut débit aux particuliers et entreprises qui en étaient exclus, la construction du réseau départemental de communications électroniques Sema@for77 s'est poursuivie sous la forme d'une délégation de service public.

Outre la gestion de la DSP et des ses avenants (mise en œuvre du contrat et de ses 5 premiers avenants, négociation de 2 nouveaux avenants dont un signé en 2011), la maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre en propre (en lien avec la DPR) des chantiers FEADER, il a fallu gérer en plus l'important projet pilote FTTH de Chevry-Cossigny, la mise en place du syndicat mixte avec plusieurs dizaines de réunions auprès des EPCI pour présenter le SDTAN et le projet de syndicat mixte.

Le positionnement national du projet seine-et-marnais a occasionné beaucoup d'échanges « difficiles » et complexes avec l'Etat, l'ARCEP, le Conseil de la Concurrence et les opérateurs privés. Ont été abordées dans ce cadre les réflexions concernant la réglementation et l'architecture FTTH, l'articulation public/privé, les licences WiMax, le décret connaissance des réseaux...

Le projet FEADER concerne 12 communes rurales et consiste à déployer l'internet à Haut Débit en zones rurales avec la participation de l'Europe et les collectivités concernées. Le descriptif des travaux « FEADER » est, d'une part, la construction de 10 NRA-ZO et 1 PRM MED et, d'autre part, le raccordement en fibre optique du collège de Crouy-sur-Ourcq (12 km), du collège/lycée professionnel de Forges (4 km) et du relais WiMax de Soisy-Bouy (2,5 km). La maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de ce projet est départemental, la DADT (SAN) ayant été appuyée par la DPR.

Le projet pilote FTTH concerne la commune de CHEVRY-COSSIGNY et consiste à réaliser avec l'aide financière de l'Etat, de la Région Ile-de-France et de la commune un

site expérimental en FTTH afin de découvrir les difficultés d'implantation du FTTH en zone rurale. Ce projet dont le coût est de 1 500 000 € a consisté à assurer la capillarité du réseau fibre optique afin de desservir tous les foyers de la commune. La Maîtrise d'ouvrage a été assurée par la DADT (SAN).

Une nouvelle phase a également débuté en 2011 avec les travaux préparatoires pour le Syndicat Mixte « Seine-et-Marne Numérique » et la présentation du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) aux élus et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale.

La création du syndicat mixte ouvert dédié à l'aménagement numérique du département permettra d'apporter le Très Haut Débit à tous les seine-et-marnais via la fibre optique jusque chez l'habitant (FTTH) et la montée en débit (MED).

Cette création a nécessité la tenue de nombreuses réunions avec les EPCI (45), l'élaboration de simulations techniques et financières, la rédaction des statuts et délibérations, l'élaboration d'un budget de fonctionnement et d'investissement, l'élaboration d'un dossier de demande de subvention déposé au Commissariat Général à l'Investissement (CGI) et enfin, l'accompagnement des EPCI tant du point de vue financier qu'administratif et juridique.

Le Département de Seine-et-Marne a délibéré pour adhérer au syndicat ainsi que 5 EPCI. Les autres adhérents seront la Région Ile-de-France et les autres EPCI qui le souhaiteront.

En 2011, 3 293 clients ont été raccordés sur le réseau Moyen Débit du Département, 526 clients professionnels sur le réseau Fibre Optique départemental, 400 clients particuliers ont été raccordés en FTTH sur le projet pilote de Chevry-Cossigny et la quasi-totalité des EPCI ont été rencontrés au moins une fois (pour certains, il y a eu jusqu'à 5 réunions) pour la présentation du SDTAN et sa mise en œuvre via le projet de syndicat mixte dédié Seine-et-Marne Numérique.

DIRECTION PRINCIPALE DES ROUTES (DPR)

La Direction principale des routes, au sein de la Direction générale adjointe de l'Environnement, des Déplacements et de l'Aménagement du Territoire assure le pilotage de l'exploitation, de la gestion, de l'entretien et du développement du réseau routier départemental.

Elle est composée de 572 agents répartis dans quatre directions :

- la Direction de la Maîtrise d'Ouvrage,
- la Direction de l'Exploitation et de l'Aménagement de la Route, composée de cinq agences routières territoriales et de quinze centres d'exploitation répartis sur le Département et du Parc départemental,
- la Direction des Grandes Opérations,
- la Direction des Moyens.

Le budget primitif 2011 du domaine des routes et aide à la voirie communale :

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
- Investissement :	51 560 150 €	59 632 289 €
- Fonctionnement :	10 240 000 €	9 384 875 €

Les faits marquants de l'année 2011 :

- une période hivernale 2010-2011 marquée par des épisodes neigeux répétés et importants (décembre 2010) et des routes transformées en février 2011 en un véritable piège de glace nécessitant l'intervention des agents à 71 reprises dont 49 nuits au cours desquelles 10 100 tonnes de sel et 830 000 litres de saumure ont été répandus sur le réseau,
- l'intégration du Parc de l'Équipement et de ses 93 agents, au sein de la D.P.R.,
- la déclinaison de la feuille de route voirie départementale et la mise en œuvre des premières actions retenues au titre du contrat de mandature.

Les actions 2011 de chaque direction :

La Direction de la Maîtrise d'ouvrage

Elle définit les politiques routières en matière d'exploitation, d'entretien, de gestion et de développement du réseau et en contrôle la bonne exécution.

Les principales actions 2011 ont concerné les domaines suivants :

▪ **La Prospective, programmation**

A ce titre :

- le budget du domaine routes et aide aux communes et à l'intercommunalité pour la voirie et le Plan Pluriannuel d'Investissements ont été établis,
- au titre de la politique contractuelle et de l'aide aux communes et à l'intercommunalité :
23 contrats triennaux ont été approuvés (dont 5 comportaient des aménagements cyclables) correspondant à 4,55 M €. 108 dossiers sont en cours d'instruction,
- 4 aides aux liaisons douces hors agglomération ont été octroyées pour un montant de 400 000 € (individualisés, sur l'autorisation de programme 2011),
- 36 rapports en commission permanente et 34 en séance de l'assemblée départementale (hors ceux concernant l'attribution des marchés, l'octroi des contrats triennaux de voirie et des aides cyclables hors agglomération) ont été présentés,
- 53 marchés formalisés passés sous appel d'offres ont été signés dont 19 MAPA, 111 actes spéciaux relatifs à ces contrats dont 27 avenants,
- 7 opérations suivies en maîtrise d'ouvrage procédures (avis sur dossier d'enquête, etc...),
- dans le domaine de l'urbanisme, 130 avis techniques sur les dossiers gérés par la Direction de l'Aménagement et du Développement du Territoire dont 112 concernant l'urbanisme (SCOT, PLU, cartes communales,...) et 18 sur les contrats (C3D, CLAIR, CADUCÉ, CONT.A.C.T.), ont été formulés.
- Concernant les études amont :

Ont été réalisées les études concernant les contournements de Chalifert, Chailly-en-Brie. Les études pour le désenclavement de Coulommiers et la conduite apaisée en forêt de Fontainebleau restent d'actualité.

Les études relatives à la hiérarchisation des projets routiers, aux observatoires vélo, trafics, poids-lourds, et au schéma départemental des alignements d'arbres se sont poursuivies.

La Direction Principale des Routes participe notamment au dossier du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) piloté par la Direction de l'Eau et de l'Environnement et au Projet de Territoire,

- les acquisitions foncières notamment pour les opérations RD 231 entre RN 4 et RD 619, liaison Meaux-Roissy, A4-RN36, liaison Sud de Chelles sont en cours.

▪ **L'entretien et la sécurité routière**

Les principales actions en matière de techniques routières innovantes prenant en compte la démarche de développement durable ont concerné :

- la finalisation de la mise à jour de six CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières) types relatifs aux travaux routiers, documents qui ont été présentés au groupe « ENSEMBLE 77 »,
- la mise en place d'un protocole de mise en œuvre et de suivi sur 3 ans d'un chantier expérimental sur la RD 934 qui a permis de porter à 50 % le taux de matériaux recyclés issus du rabotage qui ont été incorporés dans le béton bitumeux de la couche de roulement,
- la participation aux travaux des groupes de travail organisés au sein du groupe « ENSEMBLE 77 » pour mettre en œuvre les mesures de la Convention d'Engagement Volontaire,
- la participation à la table ronde portant sur le thème « voirie, un patrimoine à entretenir » organisée lors du 16ème forum des collectivités locales.

En matière de sécurité routière, les actions les plus significatives ont porté sur :

- la poursuite de la mise en œuvre du Plan Pluriannuel Départemental de Sécurité Routière 2007-2011 et la présentation du bilan à la Commission de Sécurité Routière,
- la réalisation et la diffusion du bilan des accidents corporels survenus en 2010, sur les routes départementales avec les diagnostics de sécurité particuliers,
- la réalisation de 50 visites de sécurité sur les lieux d'accidents graves ou mortels,
- la rédaction de la première convention avec RFF portant sur les travaux de sécurisation de 12 passages à niveau situés en rase campagne et correspondant à une première tranche de travaux qui débiteront à l'été 2012,
- la mise à disposition des Agences Routières Territoriales et du Parc départemental des premiers plans de marquage informatisés permettant d'assurer une gestion moderne de la signalisation routière horizontale mise en œuvre sur le réseau routier,
- la réalisation, dans le cadre d'une démarche interne, d'une première visite d'axe qui permettra d'expertiser les équipements de la route et de déterminer les actions correctives à réaliser sur le terrain,
- la prise de 78 arrêtés permanents règlementant les mesures de police de circulation,

· la conduite de 13 visites de sécurité préalables à la mise en service d'aménagements routiers.

La Direction de l'Exploitation et de l'Aménagement de la Route

Elle a en charge la gestion, l'exploitation et l'entretien du patrimoine routier ainsi que le développement et la sécurisation du réseau dans le cadre des projets d'intérêt local. Ce sont 460 agents qui interviennent sur 4 349 kilomètres de routes départementales pour permettre aux usagers de circuler sur des routes les plus sûres possibles, en période hivernale notamment et assurer l'entretien et la gestion de ces voies.

Les actions relevant des missions courantes

- l'entretien des chaussées a nécessité la mise en œuvre d'enrobés sur 66 kms et d'enduits superficiels sur 161 kms,
- 850 tonnes de déchets ont été ramassées sur les routes départementales et évacuées vers des structures adaptées, représentant 400 000 € et mobilisant 14 agents à temps plein sur l'année,
- 12 421 actes ont été pris au titre de la gestion du domaine public routier (permissions de voirie, arrêtés...), 6 260 au titre de l'exploitation de la route (avis) et 210 arrêtés temporaires concernant la police de circulation (chantiers, manifestations...)
- A ce titre, 340 courriers ont été adressés aux usagers dont 198 concernaient des demandes d'élus.

Le Parc départemental

Le transfert du Parc de l'Équipement s'est effectué le 1^{er} janvier 2011.

93 agents ont intégré les services du Département, à la Direction Principale des Routes, dans de très bonnes conditions.

Le service hivernal

Pendant la période hivernale, une organisation basée sur l'importance des réseaux est mise en place.

Les interventions des 310 agents mobilisés 24h/24 et 7j/7 pour surveiller et traiter les routes afin de sécuriser les déplacements des usagers se font en priorité sur les 1 600 kms de routes départementales considérées comme prioritaires et sur les 700 kms permettant de désenclaver les communes isolées.

Afin d'améliorer le déneigement des routes de ces communes, de faciliter les déplacements des usagers, la coopération avec les communes et les agriculteurs a été renforcée.

- Des conventions ont été signées avec les communes volontaires pour déneiger certaines sections de routes départementales afin d'assurer leur désenclavement et donner ainsi un accès rapide au réseau traité prioritairement.

158 conventions ont été signées à ce jour, représentant de l'ordre de 550 kms de réseau complémentaire.

Dans le cadre de ce dispositif, une convention avec la Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux a été signée concernant 12 communes pour 32 kms de réseau traité.

- Par ailleurs, préparé activement au cours du 2^{ème} semestre 2011, un protocole de partenariat a été signé le 23 janvier 2012 avec la Chambre d'Agriculture pour faire

appel aux agriculteurs volontaires, en cas de fortes chutes de neige ou de congères. 65 agriculteurs se sont déjà portés volontaires.

L'entretien de la route et des dépendances routières. La dimension environnementale

En 2011, les dépenses consacrées à l'entretien et à la pérennité du patrimoine routier représentent 18 M€ au titre des réfections des chaussées. 76 kms d'enrobés, 153 kms d'enduits et 3 kms d'enduits coulés à froid ont été mis en œuvre sur le réseau départemental, et 100 ouvrages d'art ont été réparés, pour un montant de près de 3 M€.

Le taux de renouvellement des chaussées a été proche de 5,5 % (taux en-dessous des seuils prévisibles au regard de l'âge moyen des revêtements routiers).

- La priorité a été mise pour l'année 2011, sur le recensement des **bassins de régulation et d'assainissement des eaux**. Les visites des 88 bassins avec le concours des agents de la Direction de l'Eau et de l'Environnement a permis de dresser un état des lieux général et de définir les actions à entreprendre.
Par suite, une priorisation des travaux de sécurisation a pu être effectuée.
- Dans le cadre de la politique d'entretien respectueuse de l'environnement, des expérimentations dites de « **fauchage raisonné** » des accotements et des talus ont été réalisés sur les secteurs de Provins, Nangis et Bray-sur-Seine.
- Au titre de la « **route durable** »
La démarche initiée prenant en compte la dimension environnementale dans l'entretien, l'exploitation de la route a concerné en 2011, la réalisation d'un chantier innovant sur la RD 934 (12 kms) pour le renouvellement de la couche de roulement utilisant 10 700 tonnes d'enrobés fabriqués avec des matériaux recyclés.
Cet aménagement s'inscrit dans le cadre de l'Agenda 21 du Conseil général.

Les études

Les bureaux d'études des Agences Routières Territoriales ont eu en charge 57 études nouvelles dont 24 ont concerné d'autres directions de la Direction Générale adjointe de l'Environnement, des Déplacements et de l'Aménagement du Territoire à savoir :

- la mise en accessibilité de 16 arrêts Seine-et-Marne Express en lien avec la Direction des Transports,
- le déploiement de la fibre optique pour la Direction de l'Aménagement et du Développement du Territoire,
- des aménagements extérieurs pour le compte de la Direction de l'Architecture, des Bâtiments et des Collèges.

Les travaux

Diverses opérations d'aménagements routiers ont été mises en œuvre pour un montant d'environ 12 M €, à savoir :

→ les travaux d'aménagement de sécurité routière destinés à faciliter et à sécuriser les déplacements quotidiens avec :

- * la création de giratoires (RD 605, RD 604), la réalisation de tourne-à-gauche (RD 403),
- * l'aménagement de traverses (RD 5),
- * la sécurisation des abords de collèges (RD 2403),
- * la création de voies supplémentaires (RD 403),

→ l'aménagement de couloirs bus et de point d'arrêt (RD 607),
→ la réalisation d'opérations de réaménagement de sécurité dans la forêt de Fontainebleau (RD 606).

Des aménagements en faveur des vélos se sont poursuivis par :

- la réalisation d'un tronçon supplémentaire de l'Eurovéloroute n°3 (4,6 kms) le long du canal du Loing,
- l'aménagement d'une voie verte et ses abords (RD 306),
- l'aménagement de liaisons douces,
- la réfection de la piste cyclable du canal de l'Ourcq à Villeparisis.

La modernisation des locaux et sécurité s'est poursuivie avec notamment :

- la construction de nouveaux locaux du centre d'exploitation de la Ferté-Gaucher,
- la construction d'abris à sel (2),
- la finalisation du document relatif à protection contre les explosions,
- la dépollution d'un site et d'une cuve.

La Direction des Grandes Opérations

Elle assure la conception et la réalisation de projets de développement routier, la conduite et la maîtrise d'œuvre études et travaux des opérations complexes. Elle a une compétence ouvrage d'art tant en conception qu'en maintenance.

L'année 2011 a permis la concrétisation de plusieurs opérations ou parties d'opérations.

Le budget d'investissement de la Direction des Grandes Opérations réalisé en 2011 a été de 16 739 985 € et le budget de fonctionnement, exclusivement consacré à des travaux d'entretien sur les ouvrages d'art en service s'est élevé à la somme de 109 963 €.

• Les études

Plusieurs études se sont poursuivies :

- la suppression du PN n°8 à Roissy-en-Brie, des PN n°7 et 8 à Saint-Pierre-lès-Nemours après concertation publique,
- l'aménagement de la déviation nord de la RD 605 à Melun (RD 1605), notamment celles relatives à l'aménagement de l'échangeur RD 605/RD 636,
- l'aménagement du carrefour entre la RD 637 et la RD 50 et de la RD 50 entre Perthes-en-Gâtinais et Fleury-en-Bière, ainsi que celle de la liaison routière entre A6 et RD 607,
- les études préparant l'enquête publique au titre de la loi sur l'eau, ainsi que les études de projets, pour la « liaison A4-RN 36 ».

• Les travaux

Les travaux engagés ont concerné :

- le 4^{ème} chantier de la liaison Meaux-Roissy avec la construction des ouvrages d'art PI 12 et PI 14 sur la voie ferrée SNCF, à Compans,

- la requalification de la RD 105 entre le giratoire situé au débouché de A 104 et le giratoire du cimetière à Villeparisis (1^{ère} partie de la phase 3 d'aménagement de l'échangeur),
- les aménagements paysagers de la 1^{ère} tranche du complément du diffuseur A 104 X RD 34 à Villevaudé/Le Pin,
- la création d'une voie verte sur la 1^{ère} tranche de la 1^{ère} phase de qualification de la RD 306 à Cesson et Vert-Saint-Denis,
- la requalification de la RD 231 à Marne-la-Vallée pour le doublement de la section nord entre la RD 5 et la rue de Rome,
- l'échangeur RN 2/RD 404 à Saint-Mard : les travaux de complément de l'échangeur qui avaient débuté en décembre 2010 se sont déroulés au sud puis au nord de la RN 2, après achèvement des fouilles archéologiques sur un village datant du Moyen-Age.

- **L'activité des ouvrages d'art**

Les travaux de petites réparations d'ouvrage d'art sur le département ont concerné 100 ouvrages pour un montant de près de 3 M €.

En assistance aux services ont été effectuées les études de l'ouvrage de franchissement de la RD 607 par une liaison douce à Fontainebleau et des travaux des ouvrages de franchissement des voies ferrées de la « liaison Meaux-Roissy » (PI 12 et PI 14).

La Direction des Moyens

La Direction des Moyens, direction transversale, gère les interfaces entre les unités de la DPR et les directions fonctionnelles du Conseil général pour les fonctions support.

Parmi les actions engagées ou poursuivies, on peut citer :

- la poursuite du projet de service de la Direction Principales des routes (3^{ème} année), déclinaison en actions opérationnelles sur trois thématiques :
 - intégrer les acteurs et développer les compétences des agents dans le domaine de la route,
 - définir une démarche de qualité appliquée au processus de validation et de production,
 - améliorer la sécurité des usagers de la route et des personnes travaillant à son entretien et à son aménagement,

et le lancement des réflexions du projet de service de la Direction Principale des Routes (2012/2014).

- la poursuite de formations locales liées aux métiers de la route : prise de poste et de perfectionnement pour le personnel technique assurée en grande partie par des formateurs internes de la Direction Principale des Routes, 271 agents de la Direction Principale des Routes ont bénéficié de cette formation locale. La Direction Principale des Routes dispose d'un vivier de 30 formateurs locaux.
- la poursuite de l'animation de la démarche hygiène et sécurité, en collaboration avec la Direction des Ressources Humaines, dans le cadre de la mise en place du document

unique du Conseil général, au travers, notamment, de l'évaluation des risques métiers et locaux, par l'animation d'un réseau de prévention (correspondants locaux hygiène et sécurité Direction Principale des Routes), l'élaboration des documents relatifs à la Protection des Explosions (DRPE) pour les 14 sites de la Direction Principale des Routes, l'élaboration de fiches procédures « métiers » pour le personnel de la route,

- une activité « recrutement » en forte hausse en raison du nombre important de postes vacants (départ à la retraite, mobilité interne et externe) assurée par le Service Ressources pour les missions déconcentrées,
- pour le secteur informatique et autres technologies, notamment la mise en place de l'espace collaboratif de la Direction Principale des Routes (WSS/DPR) avec des espaces dédiés à la consultation et l'échange de documents de référence,
- la finalisation de l'expérimentation radio avec la Gendarmerie nationale (conclusions transmises à l'Association des Directeurs des Services Techniques Départementaux (ADSTD),
- pour l'activité SIG :
 - la mise en œuvre du relevé des glissières de sécurité en vue de les mettre en conformité avec la nouvelle réglementation européenne,
 - la réalisation d'études d'opportunité des projets « observatoire vélo » et projets routiers.
- pour la gestion de l'événementiel :
 - les actions de communication concernant les chantiers : panneaux d'information spécifiques et génériques pour les travaux d'entretien, communiqués de presse pour les chantiers d'une certaine importance (29), les inaugurations d'opérations achevées (4),
 - les actions de communication (interne et externe) reflétant les métiers de la route, les activités de la Direction Principale des Routes (articles dans Sés@me, Diapason, Seine-et-Marne Magazine) et celles concernant la viabilité hivernale, (27 articles parus en 2011),
- la gestion des sinistres, à savoir : 178 réclamations des usagers de la route et 121 dossiers de dommages causés au domaine public routier, pour un montant de 321 722,19 €,
- l'animation et le pilotage des métiers transversaux : relais administratifs, gestionnaires du domaine public, référents Informatiques/SIG,
- la participation à des groupes de réflexions, démarches, projets transversaux du Conseil général (Contrat d'Objectifs Territorialisés par exemple).

Chiffres clés :

- 572 agents,
- 4349 kms de routes départementales,
- 29 chantiers importants,
- 53 marchés signés dont 19 MAPA.

Un budget global réalisé :

→ en investissement – dépenses : 54.144.990 € et en recettes : 6.410.349 €

→ en fonctionnement – dépenses 11.130.680 et en recettes : 1.633.756 €.

DIRECTION DES TRANSPORTS (DT)

A la fin 2011, le budget consacré aux Transports s'est élevé à 54 862 030 €. 52 322 191 € réalisés en fonctionnement et 2 539 839 € en investissement (soit 94,1 % du budget) ; les dépenses d'investissement ont été en partie compensées par des recettes pour un montant de 467 589 €. En section de fonctionnement 20 831 795 € ont été destinés au Transport Public, 31 476 612 € au Transport Scolaire et 13 784 € aux autres dépenses et frais de fonctionnement.

La Direction des Transports est chargée de la mise en œuvre de la politique transport du Département (dans les domaines d'intervention liés au transport public et au transport scolaire) ainsi que du suivi des dossiers gérés par le STIF (Syndicat des Transports d'Ile-de-France), la SNCF et la RATP.

Les politiques mises en œuvre relèvent essentiellement des politiques volontaristes, à l'exception de la participation au STIF, de PAM 77, et, depuis le 1^{er} juillet 2010, de la compétence liée au Transport scolaire.

Effectif : 38 agents

1 – Compétence transports scolaires (année scolaire 2010/2011)

Transport sur circuits spéciaux :

Pour la première année, le Département a financé 100 % des circuits spéciaux scolaires mis en place sur le territoire seine-et-marnais. Ces dépenses ont fait l'objet d'une dotation du STIF selon les modalités fixées dans la convention de délégation :

- dépenses : 10 655 281 €
- recettes : 6 926 000 €

Transport des élèves et étudiants handicapés :

Le Département a établi 390 conventions avec des transporteurs pour organiser le transport de 642 élèves et 33 étudiants handicapés, dont le coût compensé au forfait par élèves par le STIF.

- dépenses : 5 727 097 €
- recettes : 6 546 000 €

2 – Autres aides aux transports scolaires (année scolaire 2010/2011)

Le Conseil général participe au financement des transports scolaires en subventionnant notamment les Cartes Scolaire Bus (ex. carte OPTILE) et les contrats d'abonnement SNCF sur lignes régulières à hauteur de 35 % pour un montant total de 9 381 810 €

- cartes scolaire bus : 9 295 624 €
- abonnements SNCF, RATP : 86 186 €

Enfin, le Département prend en charge :

- 50 % du coût d'un Passe Navigo Imagine'R pour les collégiens et les lycéens du Département (47 037 élèves), soit 7 291 359 €.
- une partie des frais de transport de 640 élèves internes pour 174 361 €.
- une partie du salaire des accompagnateurs qui assurent la surveillance des enfants d'âge pré-élémentaire, soit 238 441 €.

Les transports publics :

Outre la participation obligatoire au STIF qui s'est élevé à 7 446 660 € en 2011, le Conseil général intervient dans divers domaines.

- Il a conclu 22 conventions partenariales (Seine-et-Marne express et réseaux de transport)
- Il a aidé au développement des transports en commun - lignes conventionnées (sur 12 lignes Seine-et-Marne Express, 17 réseaux de transport, 3 lignes de bassin) - à hauteur de 3 970 292 € et contribue également au développement du transport à la demande (TAD) avec 6 services aidés en 2011 : 523 374 €.
- Il a financé le transport des adultes handicapés, dispositif « PAM 77 » : 5 000 000 € de dépenses correspondant aux charges de fonctionnement du service compensées par une recette de 2 774 751 € (participation du STIF et de la Région) et 298 542 € à une subvention d'équipement en investissement pour l'acquisition de matériel roulant totalement compensés par la Région. 67 496 € sont consacrés au marché de contrôle de la DSP.
- Il a financé des cartes de transport « Rubis et Améthyste » pour les personnes âgées et adultes handicapés :
18 191 cartes délivrées en 2011 pour un budget de 3 172 803 € :
 - cartes « Améthyste gratuité » : 2 953 cartes : 742 911 €
 - cartes « Améthyste demi-tarif » : 7 318 cartes : 669 919 €
 - cartes « Rubis » : 7 920 cartes : 1 759 973 €
- Il a assuré une politique liée à l'entretien et à la communication des 766 abris-voyeurs du Conseil général mis à disposition des communes : 537 365 €
- Il a participé aux travaux d'aménagement de la liaison TCSP Sénart-Corbeil pour 1 143 189 €, ainsi qu'à la réalisation des murs anti-bruits de Chelles et Vaires-sur-Marne pour 481 189 €.
- Il a consacré 17 342 € au covoiturage.

DIRECTION DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT (DEE)

Effectif de la Direction :

- ✓ 119 agents dont 2 apprentis
- ✓ 1 stagiaire

Budget primitif 2011 de la Direction :

- ✓ 16 912 980 €

Budget réalisé 2011 de la Direction :

- ✓ 18 121 610 € après révision du budget en DM2 (annexe n° 1)

Faits marquants en 2011 et contexte de travail de la Direction :

- Lancement de l'étude « Panorama des filières de l'éco-construction » dans le cadre du chantier 4 du Projet de territoire en lien avec Seine-et-Marne Développement,
- Signature de deux conventions de partenariat avec la Ville de Paris et Aéroport de Paris et démarrage de la mise en œuvre de celles-ci,
- Cinquième année et dernière année de réalisation du Plan Départemental de l'Eau (PDE) 2007-2011,
- Etablissement du document cadre et de ses annexes pour le PDE 2012-2016,
- Approbation de l'élargissement de l'Assistance Technique Départementale (ATD) à la protection des captages utilisés pour la ressource en eau et démarrage de cette activité portée par le Service de l'Eau Potable et des Actions Préventives (SEPAP),
- Mise en production étagée du logiciel STARLIMS d'organisation du Laboratoire Départemental d'Analyses (LDA) depuis les missions de prélèvements jusqu'aux étapes finales de production des rapports d'analyses et de gestion de la facturation,
- Développement accéléré d'une méthode de recherche et de dosage de nouvelles molécules actives de produits phytosanitaires dans les eaux souterraines et superficielles,
- Mise en œuvre du 1^{er} plan d'actions du Plan Climat Energie Départemental (PCED),
- Renouvellement de la convention d'objectifs avec la Chambre d'Agriculture pour la période 2011-2014,
- Validation du projet de périmètre de protection et de valorisation des espaces agricoles et naturels péri-urbains (PPEANP) par le comité de pilotage,
- Approbation du Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles (SDENS),
- Approbation du PDIPR,
- Inauguration de l'ENS de Vernou-la-Celle le 18 mai 2011,
- Transformation du mode d'accueil de la Direction,

Chiffres-clés de l'activité 2011 de la Direction :

MARCHES PUBLICS :

- **22** marchés notifiés,
- **26** dossiers de consultation des entreprises constitués,
- **24** rapports d'analyse des offres rédigés,
- **2** avenants MAPA rédigés et notifiés.

EAU

- + **27 % / 2010** de fréquentation du site de l'eau avec une pointe à **8 876** visiteurs au mois de mai,
- + **32,5 % / 2010** de communes engagées dans la réduction des produits phytosanitaires,
- **7** nouvelles stations d'épuration et **1** unité de traitement en eau potable construites,
- Entretien des cours d'eau sur un linéaire de **210 km**,
- Assainissement : **310** visites de dispositifs dans le cadre de l'ATD,
- 16 conventions signées dans le cadre de la nouvelle ATD pour la protection des captages.

PLAN CLIMAT ENERGIE

- Poids financier de ce plan évalué à **1,3 M€** pour les actions spécifiques et **37,2 M€** pour les actions existantes et à effets indirects ou leviers,
- Taux de réalisation des objectifs du plan d'actions 2011 du PCED (annexe n° 2).

AGRICULTURE

- **3 800 ha** pour le projet de PPEANP,
- **99** contrats Mesures Agri-Environnementales (MAE) Eau signés avec les agriculteurs.

SITES ET RESEAUX NATURELS

- Fête de la nature : **1 500** participants aux manifestations proposées en Seine-et-Marne,
- Création de **2** sites ENS d'intérêt départemental sur les 18 identifiés,
- **155** propriétés prospectées en vue de les acquérir dans les ENS prioritaires,
- **2** périmètres de préemption en zone potentielle ENS créés avec un droit délégué à la Commune et un autre à l'Agence des Espaces Verts de la Région Île-de-France,
- Création d'**1** ENS communal,
- **20** sites ENS ont bénéficié d'inventaires ou de suivis floristiques ou faunistiques,

LDA – ACTIVITE « HYDROLOGIE »

- **4 813** échantillons analysés.

LDA – ACTIVITE « MICROBIOLOGIE ALIMENTAIRE »

- **10 020** échantillons analysés.

L'essentiel de 2011 :

1. ACCUEIL DE LA DIRECTION

La DEE disposait de 1,5 ETP au 1^{er} janvier 2011 pour la gestion de son accueil. Après étude des besoins en matière de présence physique dans le hall de la Direction et des possibilités de délocalisation du standard, la décision a été prise de transférer définitivement l'accueil au sein du Secrétariat du service ressources à compter de la mi-juin 2011, après une période test de deux mois. La finalisation définitive du projet s'est achevée en décembre 2011.

Le poste à temps plein, dédié à l'accueil a été remis à disposition de la DRH au 1^{er} août 2011 ; l'agent à temps partiel a été placé en congé de longue maladie au cours du second trimestre 2011.

2. SUIVI DES DOSSIERS D'URBANISME

La mission a été transférée au Service ressources le 1^{er} mars 2011.

Pour la période du 1^{er} mars au 31 décembre, la Direction a émis 67 avis :

- 6 avis sur des contrats départementaux,
- 61 avis sur des documents d'urbanisme.

3. EAU

- Elaboration du 2^{ème} PDE : négociation pendant plus de 9 mois sur la thématique agricole mais sans obtention d'un accord.

4. Plan Climat Energie

Le plan d'actions 2011 comporte 123 actions, dont près de 64 % traitent de l'institution et 35 % des politiques publiques départementales.

Cette démarche concerne l'ensemble de l'administration ; les directions sont accompagnées dans la mise en œuvre du 1^{er} plan d'actions à portée essentiellement institutionnelle en visant l'organisation des activités pour une réduction de gaz à effet de serre et des économies d'énergie.

5. Déchets

- Participation aux groupes de travail du PREDEC (Plan Régional d'Elimination des Déchets de Chantier).

6. Bruit

- Elaboration du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement.

7. Agriculture

- Réalisation d'une étude prospective sur la pérennité de l'activité et des espaces agricoles sur les cantons de Dammartin-en-Goële, Mitry-Mory et Claye-Souilly menée dans le cadre d'une convention de partenariat associant le Département, l'Etablissement Public d'Aménagement de la Plaine de France et la Direction Départementale des Territoires de Seine-et-Marne.
- Fin de la contractualisation (2007-2011) des MAE Eau avec les agriculteurs visant la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires.

8. Sites et Réseaux naturels

- Aménagement de l'ENS du bois de la Bergette. Cet ENS de 26 ha, acquis par le Département entre 1996 et 2011 sur les communes de La Ferté-sous-Jouarre et Chamigny, a été aménagé de mi-septembre à mi-décembre 2011 en vue de son ouverture au public.
- Réalisation d'une étude sur les perspectives d'accueil des personnes handicapées sur les espaces naturels départementaux et dans le cadre du PDIPR.
- Signature d'une nouvelle convention avec Seine-et-Marne Environnement.

9. Laboratoire Départemental d'Analyses

- Début de mise en œuvre de prélèvements et d'analyses des eaux de préparation des aliments dans les cuisines des locaux de restauration des collèges du département,
- Reconnaissance de la compétence du Laboratoire :
 - ✓ Obtention de l'agrément A de la Direction générale de l'alimentation pour les analyses microbiologiques sur les aliments,
 - ✓ Confirmation de l'agrément du Ministère en charge de l'environnement pour les analyses chimiques sur eaux naturelles et eaux résiduaires,
 - ✓ Reconduction pour cinq années de l'agrément du Ministère en charge de la santé pour les analyses chimiques et microbiologiques relevant du contrôle sanitaire de l'eau,
 - ✓ Extension de la portée d'accréditation COFRAC suite à un audit de surveillance en fin d'année 2011.

Actions nouvelles en 2011 :

1. Eau

- Organisation des 1ères rencontres techniques départementales sur le thème de l'assainissement non collectif avec deux demi-journées à Veneux-les-Sablons et à Choisy-en-Brie : 130 personnes (élus, techniciens) ont assisté à ces conférences,
- Développement du site internet de l'eau :
 - ✓ Création d'un nouveau rapport de l'observatoire de l'eau afin d'enrichir le site de l'eau (public cible : élus, techniciens),

- ✓ Création de nouvelles rubriques sur le site de l'eau concernant l'action des services de la DEE et sur la Directive « inondation » (public cible : grand public, élus, techniciens),
- ✓ Refonte de la rubrique sur les eaux pluviales et élargissement des informations mise à disposition du grand public au niveau de la rubrique « tout sur ma commune ».

2. Agriculture

- Etude sur les possibilités de développement de nouvelles filières énergie et agro-matériaux, dans le cadre des Chantiers n° 4 et 5 du Projet de territoire,
- Prise en compte des enjeux de l'agriculture, notamment l'agriculture péri-urbaine, dans l'aménagement et le développement des territoires, dans le cadre du Chantier n° 5 du Projet de territoire.

3. Sites et réseaux naturels

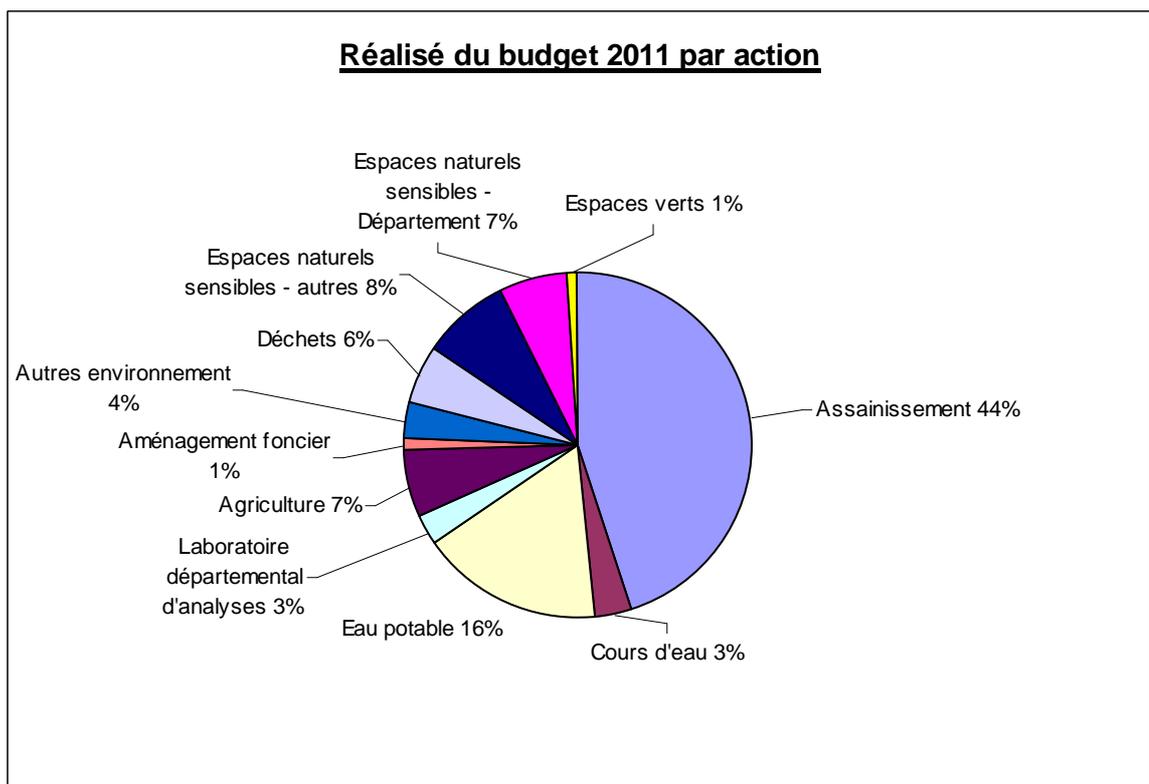
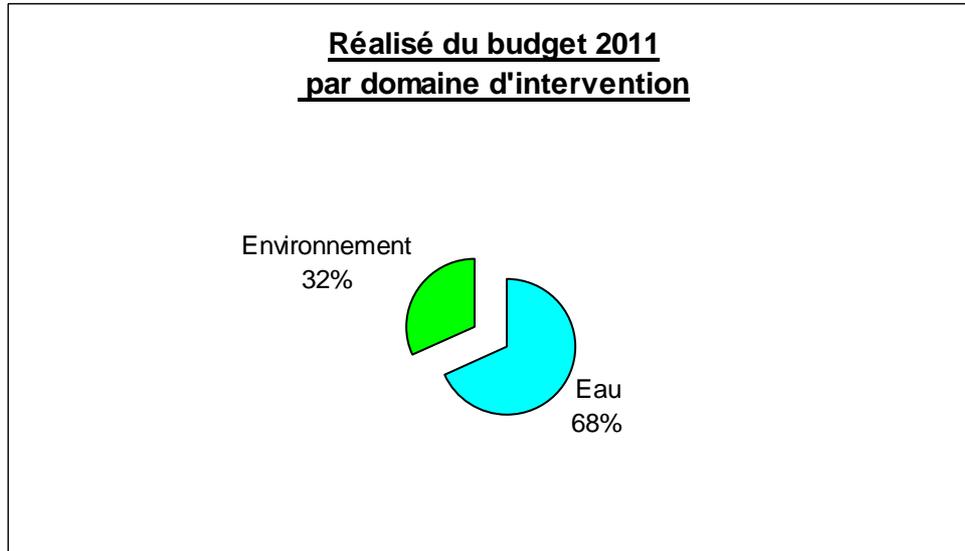
- Mise en œuvre de la prospection foncière dans les ENS prioritaires du SDENS,
 - ✓ Organisation de réunions d'information pour les particuliers.
- Mise en place d'un rucher à l'Hôtel du Département en partenariat avec l'UNAF : inauguration le 8 septembre 2011 :
 - ✓ Information des élus, agriculteurs et particuliers sur le déclin des abeilles et, de manière plus générale, sur les insectes pollinisateurs et sur les raisons et les conséquences de cette perte de la biodiversité.
 - ✓ Sensibilisation des agents départementaux le 6 septembre 2011 : organisation d'une conférence et visite des ruches installées sur la toiture de l'Hôtel du Département.
- 1^{ère} participation à la Fête de la Nature : animation de deux sorties nature par les agents départementaux :
 - ✓ ENS de La Plaine de Sorques : découverte des reptiles,
 - ✓ ENS Le tuf de La Celle dans le cadre de son inauguration.Seine-et-Marne Environnement a été chargée de la coordination des animations sur le département.

4. Laboratoire Départemental d'Analyses

- Accueil de cinq classes (3^e/4^e) de collèges dans le cadre des actions éducatives proposées par le Département : « Les métiers du laboratoire ».

Annexe n°1

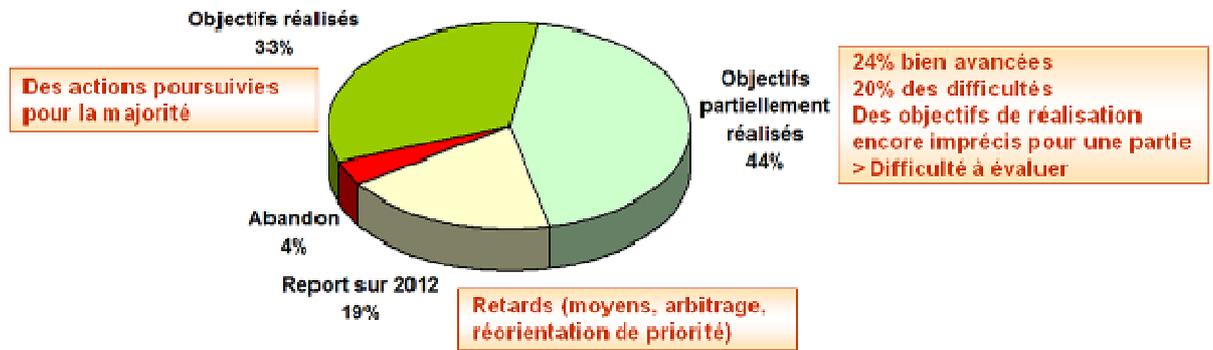
Réalisation budgétaire 2011 par domaine d'intervention et d'action



Annexe n° 2

Plan Climat Energie Départemental

Taux de réalisation des objectifs du plan d'actions 2011



DIRECTION GENERALE ADJOINTE
DE L'ÉDUCATION, DE LA CULTURE, DU
TOURISME,
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
(DGAE)

PRESENTATION GENERALE

La DGA Education, Tourisme, Jeunesse et Sports regroupe les directions des politiques éducatives, culturelles, touristiques, jeunesse, sports et solidarité internationale du département de Seine-et-Marne. Elle compte 1668 agents. Son budget représente un montant global de 42 M€ en fonctionnement et 27 M€ en investissement en 2011.

L'année 2011 a vu la consolidation de la nouvelle organisation de la direction de l'Education, la réorganisation de la direction du service Jeunesse et Sports, la redéfinition du champ des missions en matière de Solidarité internationale et le rattachement de la Mission Europe à la Direction générale des services.

L'adoption du Contrat de Mandature a été l'occasion de revisiter et de proposer de nouvelles orientations des politiques publiques formalisées dans les feuilles de route de chaque direction. A retenir également le développement des programmes annuels de performance qui favorisent la diffusion d'une culture commune de l'évaluation des actions et des dispositifs.

Des contributions ont été apportées dans le cadre de l'animation du Projet de territoire.

L'année 2011 a été marquée notamment par la poursuite du déploiement du plan TICE dans les collèges et l'adoption d'un schéma numérique, la réalisation des « Assises de la réussite des collégiens », la création d'une nouvelle manifestation autour des sports nature, un travail de valorisation du patrimoine industriel et une approche renouvelée de la communication des musées départementaux ainsi que la mise en place de Medialib 77, offre multimédia en ligne.

Le soutien technique et financier apporté aux projets des collectivités ainsi que l'animation des réseaux ont été poursuivis malgré des moyens humains et financiers plus contraints.

**DIRECTION DE L'EDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET DE LA FORMATION (DEESF)**

Mots clés :

Education, Enseignement supérieur, collèges, formation

Effectif de la Direction :

- * Personnel de la Direction : 51
- * Agents ATTEE : 1169
- * Contrats aidés : 255
- * 10 apprentis

Budget primitif :

Investissement : 10 826 858 €
Fonctionnement : 26 780 899 €

Budget réalisé :

Investissement : 9 063 422 €
Fonctionnement : 26 545 561€

Faits marquants en 2011 et contexte de travail de la Direction :

L'année 2011 et la rentrée scolaire 2011-2012 ont été marquées par l'inauguration de deux collèges, restructurés, agrandis et totalement câblés, le Parc Frot à Meaux et Fernand Gregh à Champagne-sur-Seine ainsi que par l'ouverture du 126^{ème} collège public du Département, celui de Saint-Germain-sur-Morin, en préfiguration à Serris. Le collège Henri Dunant a ouvert son restaurant scolaire. Deux collèges situés à Souppes sur Loing et Château- Landon ont instauré une équipe de direction unique.

Au cours de cette année, la Direction a approfondi et évalué ses missions. Une étude a été confiée à un cabinet extérieur pour mener une réflexion suivie sur la dotation en personnels dans les collèges. La première phase s'est achevée en 2011. Un séminaire de cohésion de la Direction s'est déroulé en novembre et décembre 2011. Les premières assises de la réussite des collégiens de Seine-et- Marne se sont tenues en décembre 2011.

Le schéma numérique des collèges prend le relais du plan Etic de dotation d'un ordinateur de moins de cinq ans pour dix élèves, maintenant achevé. Après l'arrivée de la fibre optique dans les collèges en 2010, dix collèges ont été câblés en 2011. Dans cette configuration, chaque classe bénéficie d'un micro fixe et d'un vidéoprojecteur interactif.

Chiffres-clés de l'activité 2011 de la Direction :

- Nombre de collégiens des collèges publics : 66 517 dont 1907 Segpa
- Subvention prévisionnelle de fonctionnement 2011 : 14 606 074 €

- Aides aux familles de collégiens : 17 467 dossiers instruits au titre de l'année scolaire 2010-2011, dont 9561 collégiens bénéficiaires de l'aide à la restauration scolaire (ARS), 14 130 bénéficiaires de l'aide à la scolarité, 2 688 de la récompense au mérite des collégiens boursiers, pour une dépense totale de 4 071 280 €.
- Aide aux étudiants Mobil'Etudes77: 5 104 bénéficiaires pour un montant de 1 668 000 € et 6108 dossiers instruits au titre de l'année universitaire 2010-2011.
- Projets éducatifs 77 : 178 projets subventionnés, pour un montant de 139 810 €. De plus, 48 dossiers « orientation et la découverte des métiers » ont été soutenus à hauteur de 35 795 €.

L'essentiel de ce qu'il faut retenir de l'action 2011 de la Direction :

Dans un contexte d'augmentation du nombre d'élèves, l'accroissement du budget des collèges a permis d'accompagner les efforts des établissements. La Direction a maintenu les actions et les dispositifs dont elle a la charge, comme les projets éducatifs, le soutien aux mini-entreprises, le guide des actions éducatives pour les collégiens de Seine-et-Marne. Elle a développé les animations nutritionnelles comme la fraîche attitude ou encore la semaine du goût dont l'édition 2011 a porté sur les menus historiques du Moyen Age, de la Renaissance et de la période classique. Elle a co-organisé cette année avec les Archives départementales la remise des prix pour le concours de la Résistance et de la Déportation.

Actions nouvelles :

1 – Modalités de rencontre avec les gestionnaires de collèges

La Direction a réorganisé ses rendez-vous avec les gestionnaires de collèges : le territoire est divisé en quatre secteurs géographiques et chaque secteur se réunit trois fois par an sur des thématiques professionnelles comme la nouvelle réglementation de la restauration scolaire ou la gestion au quotidien des ATTEE.

2 – Réglementation et modernisation administrative

Les procédures administratives ont été mises à jour par l'adoption d'un règlement des logements de fonction.

Par ailleurs, deux logiciels métiers s'intègrent à l'activité des services :

→ Conception et mise en service d'un logiciel menus

Le service restauration scolaire a rédigé le cahier des charges du logiciel, créé en collaboration avec des chefs de cuisine. Des formations de deux jours ont été préparées et se dérouleront en 2012 dans tous les collèges. Un « guide pour élaborer des menus équilibrés conformes à la réglementation » a été conçu et mis à disposition des chefs de cuisine.

-> Acquisition d'un logiciel de sectorisation

En raison de la contrainte budgétaire importante du Département en matière d'investissement et de la pression croissante sur le besoin de construction de collèges dans les années à venir, liée à l'évolution démographique, le passage à une sectorisation à la rue et non pas à l'école, a été accéléré. L'objectif est d'affiner au plus juste les effectifs aux capacités existantes des collèges. Un logiciel de sectorisation a été acquis pour avoir une vision globale de l'évolution des effectifs de l'ensemble des collèges du département à cinq ans, réduire le temps de calcul des études afin d'approfondir davantage l'analyse et accroître le nombre d'études annuelles.

3 – Modernisation des équipements de cuisine

Le marché du matériel de cuisine « froid » des collèges (réfrigérateurs, lignes de self) a été renouvelé.

4 - Expérimentation « anglais au collège »

L'apprentissage de l'anglais au collège est renforcé sur le territoire de Roissy depuis une nouvelle délibération intervenue en novembre 2011. Un projet expérimental concerne les élèves des cinq collèges du canton de Dammartin-en-Goële. Il facilite l'accès aux installations aéroportuaires et vise à améliorer l'orientation des jeunes seine-et-marnais. L'apprentissage, convenu avec les partenaires de terrain, est différencié selon les niveaux : les 6^{ème} sont dotés de deux malles d'albums bilingues, les 5^{ème} de malles de jeux en anglais, les 4^{ème} de baladodiffusion et les 3^{ème} visiteront Roissy.

MISSION SOLIDARITE INTERNATIONALE (MSI)

Mots-clés qui caractérisent la Mission :

- Contribue au renforcement des compétences des acteurs de la solidarité internationale,
- Favorise la mise en œuvre et le développement de projets de solidarité internationale,
- Participe à l'instauration d'une culture de la solidarité internationale au sein de la collectivité.

Effectif de la Mission en 2011 :

- 2 (une assistante et une chargée de mission)

Budget primitif 2011 de la mission :

- 184 000 €

Faits marquants en 2011 et contexte de travail de la mission :

- Nouvel élu en charge de la thématique
- Changement de Directeur général adjoint

Chiffres-clés de l'activité 2011 de la Mission :

- Projets de solidarité internationale : 19 projets soutenus pour un montant de 84 000 €
- Congé de solidarité internationale : 100 participants aux demi-journées d'information / 72 entretiens individuels menés avec la DRH et 8 agents retenus

L'essentiel de ce qu'il faut retenir de l'action 2011 de la Mission :

Définition et mise en application des nouvelles orientations de la politique de SI votées en octobre 2011, politique recentrée sur le soutien apporté aux associations et collectivités) :

- refonte et lancement du Comité de Ressource
- systématisation de l'accompagnement individuel des associations de solidarité internationale
- instauration du congé de solidarité internationale

Les actions nouvelles :

Congé de solidarité internationale :

- le public ciblé : les agents départementaux
- l'objectif de l'action : favoriser l'implication des agents départementaux dans les projets de solidarité internationale + ouvrir la collectivité sur l'international + venir ponctuellement en appui aux initiatives menées par les pays du sud
- une description brève de l'action : Le Département :
 - identifie et finance l'intégralité (à l'exception des frais de visa, vaccins) des dépenses afférentes au départ en mission des 8 agents
 - accompagne les 8 agents dans leur démarche et les sensibilise aux questions d'aide au développement et de la solidarité internationale
 - co-organise avec son prestataire, l'ensemble des étapes inhérentes à un départ en mission
 - établit le lien entre les agents et les associations seine-et-marnaises de solidarité internationale

**SERVICE DE LA COORDINATION ADMINISTRATIVE
ET DU TOURISME (SCAT)**

Mots-clés qui caractérisent le service :

- ↪ Mise en œuvre du Schéma départemental du tourisme et des loisirs
- ↪ Interface avec Seine-et-Marne Tourisme et les partenaires du tourisme
- ↪ Suivi de la politique départementale des pôles touristiques régionaux
- ↪ Suivi des manifestations touristiques et actions Devoir de Mémoire
- ↪ Gestion budgétaire du pôle DGA

Effectif :

- ↪ 1 Chef de service
- ↪ 3 agents :
 - 1 chargé de mission tourisme
 - 1 agent en charge des demandes de subventions pour l'hébergement et le suivi financier
 - 1 assistante du chef de service

Budget primitif 2011 :

- ↪ 3 438 156,00 € en fonctionnement
- ↪ 3 154 643,03 € en investissement

Budget réalisé 2011 :

	BP 2011	BP + DM1 et DM2 + virements + reports	Réalisés
Fonctionnement	3 438 156,00	3 353 778,29	3 324 828,01
dont subvention à SMT	2 393 156,00	2 406 156,00	2 406 156,00
dont Anciens Combattants	26 000,00	24 488,00	18 443,37
Investissement AP	1 410 000,00	1 390 000,00	
Investissement CP (AP 2011 + AP de stock)	3 154 643,03	2 978 603,37	1 888 943,58

Faits marquants en 2011 et contexte de travail du service :

- 1/ Mise en place d'une nouvelle politique touristique « Tourisme pour tous », dans le cadre des actions à conduire.
- 2/ Accompagnement du projet de Centre éco-touristique de Franchard (ouvert au public, le 5 mai 2011).
- 3/ Ouverture du Grand Parquet de Fontainebleau, le 2 septembre 2011

- 4/ Etude de clientèle du futur musée des Transports à Chelles.
- 5/ Mise en place de deux nouvelles téléprocédures sur le site du Conseil général de Seine-et-Marne : formulaire de demande de subvention pour les fêtes et manifestations touristiques et formulaire pour les Anciens combattants.
- 6/ Participation à des groupes de travail en lien avec SMT pour la mise en place de nouveaux labels : « Bistrot Rando » et « Cités et de villages de caractères ».

Chiffres-clés de l'activité 2011 :

↳ Organismes associés et partenaires : suivi de 9 conventions d'objectifs passées avec les partenaires institutionnels du tourisme (Espace du Tourisme, Seine-et-Marne Tourisme, GPIH, UDOTSI, etc).

↳ Pôles touristiques : 29 conventions et projets ont été accompagnés par le Département pour les Pôles Sud, Seine et Loing, Marne, Ourcq et Morins, Provinois, Bassée et Montois

↳ Politique d'hébergement : 28 conventions de financement instruites et mises en œuvre

⇒ 8 dossiers d'hébergement de plein air (emplacements de camping, mobil homes, hébergements insolites)

⇒ 12 dossiers de chambres d'hôtes et de gîtes

⇒ 6 dossiers tourisme handicap (Gîte de groupe, chambre d'hôtes, mobil homes, équipements culturels...)

⇒ 2 hôtels

↳ Manifestations

En 2011, ce sont 35 demandes émanant pour la plupart d'associations ou de communes seine-et-marnaises qui ont été subventionnées dans le cadre de l'aide aux spectacles historiques et manifestations touristiques départementales, pour un montant global de 119 580 €.

Pour mémoire, le spectacle « Les Flèches du Temps » à Meaux, les manifestations sur la commune de Provins « la Fête Médiévale » et les « Lueurs du Temps », le spectacle « Nature et Vénérerie » au Grand Parquet de Fontainebleau et le Centenaire de la Rotonde de Longueville, ont conquis un large public.

↳ Anciens combattants et manifestations du souvenir

En 2011, le service a suivi les demandes de subvention de fonctionnement des associations d'Anciens Combattants et a ainsi traité, les dossiers de 42 associations (38 Anciens Combattants et 4 manifestations du souvenir), dans le cadre de l'aide au fonctionnement ou pour le renouvellement de 9 drapeaux.

l'essentiel de ce qu'il faut retenir de l'action 2011 du service :

Le service a continué à apporter ses conseils et son soutien financier à des porteurs de projets publics et privés. On soulignera notamment l'amélioration de l'accueil des

publics dans le cadre du dispositif « Appels à projets » mis en œuvre pour les OTSI (ex : acquisition d'écrans ou de bornes tactiles pour les Syndicats d'Initiative ou les Offices de Tourisme) ou l'aide à la mise en place d'un événementiel sur un territoire donné, comme la manifestation « Le Centenaire de l'AJECTA » (1911~2011) par exemple.

Les actions nouvelles :

→ Tourisme pour tous

- le public ciblé : les publics éloignés de l'accès au tourisme et aux loisirs (jeunes, familles, seniors, les familles à faibles revenus, handicapés).
- l'objectif de l'action : favoriser l'accès des publics cités ci-dessus au tourisme et aux loisirs. Développer l'offre de tourisme pour tous. Animer la mise en réseau des acteurs institutionnels et associatifs œuvrant dans ce secteur.
- une description brève de l'action : favoriser l'accès à des publics divers en réunissant les forces des différents partenaires institutionnels, associatifs et privés.
- modalité de mise en œuvre : mis en place d'un dispositif d'aide à projet et de financement

DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES (DAC)

Mots clefs :

- Actions culturelle et artistique,
- Équipement culturel,
- Appui à projet,
- Territoire,
- Travail en réseau.

Les missions de la Direction des Affaires Culturelles sont principalement :

- l'aménagement et le développement culturel et artistique du territoire :

- Créer les conditions pour que le développement culturel et artistique prenne place au sein du développement local (social et économique) des territoires en Seine-et-Marne,
- Créer les conditions pour que les présences artistiques au sein des territoires soient respectées dans leur diversité et leur complémentarité (représentation de tous les champs artistiques, adéquation des projets des équipes professionnelles avec les besoins et les réalités des territoires, prise en compte des pratiques amateurs, développement des projets avec les partenaires et des actions éducatives),

- Créer les conditions de réalisation des programmes de développement culturel et artistique au sein des territoires du département de Seine-et-Marne, et pour ce faire, assurer les partenariats avec le Ministère de la Culture et de la Communication, la DRAC, la Région Ile-de-France, les intercommunalités et les collectivités locales,
- Créer les conditions de mise en œuvre du Schéma départemental des enseignements artistiques (mise en place et suivi des études territoriales, négociation et suivi des conventions d'objectifs et de moyens) et pour 2011 particulièrement la réalisation d'une évaluation du dispositif,

- l'évaluation des projets des acteurs culturels et artistiques (professionnels et amateurs) du département, en préalable à l'instruction des demandes de subvention,

- l'instruction et le suivi, jusqu'au versement de la subvention de 443 dossiers de demande de subvention,

- et une mission de service public qui se caractérise par une disponibilité quotidienne auprès des partenaires et acteurs culturels et artistiques : publics et associatifs, professionnels et bénévoles.

Effectif :

L'équipe de la Direction est composée de neuf agents temps plein.

Budget 2011 de la Direction :

	BP 2011	BP + DM1 et DM2 + virements + reports	Réalisés
Fonctionnement	5 889 685 €	5 924 291,57	5 763 011,10
Investissement AP	4 050 000 €		
Investissement CP (AP 2011 + AP de stock)	1 230 109 €	652 704,53 €	355 024 €

Faits marquants en 2011 et contexte de travail de la direction :

→ Reconduction des 9 contrats d'objectifs et de moyens dans le cadre du schéma départemental des enseignements artistiques. Pas de nouveau contrat signé en 2011. Accompagnement de 5 études diagnostic sur le territoire. Réalisation d'une évaluation du Schéma des Enseignements artistiques entre octobre et décembre 2011.

→ Accompagnement des collectivités locales pour les présences artistiques sur le territoire départemental : on peut souligner la présence de 13 compagnies en résidence dans le département, 17 soutiens à la création et 12 compagnies soutenues pour 36 ateliers d'actions culturelles réalisés.

→ Accompagnement de collectivités locales ou d'associations (évaluation, prospective, conventionnement) par la signature de 23 conventions de lieux de proximité (projets artistiques et culturels).

- Accompagnement (évaluation, prospective, conventionnement) de 17 lieux d'expressions culturelles et artistiques (LECA) en Seine-et-Marne.
- Accompagnement pour la structuration de réseaux et d'actions départementaux avec la poursuite des contrats d'objectifs et de moyens signés les années précédentes avec le réseau Pince Oreilles, réseau des Musiques Actuelles en Seine et Marne, l'association « Les Concerts de Poche » et l'association Artévie (diffusion et promotion de l'art contemporain dans le sud du département).
- Accompagnement (évaluation / prospective, conventionnement) de 13 lieux de diffusion des musiques actuelles (LEMA) en Seine et Marne.
- Accompagnement des Centres d'Art Contemporain avec la reconduction de notre aide au Centre Photographique d'Ile-de-France de Pontault-Combault ainsi qu'au centre d'art de Chelles « Les Eglises ».
- Prise en compte par le service de la vacance de poste de direction d'Act'art.
- Coordination de la deuxième Nuit Blanche en Seine-et-Marne (5 lieux participants).
- Mise en œuvre de l'action Zebrook au Bahut en lien avec la DEESF.

Il convient de noter que tous les cantons sont concernés par l'un ou l'autre des dispositifs portés par la DAC

Chiffres-clés de l'activité 2011 de la Direction :

443 dossiers de demande de subvention instruits,
17 festivals accompagnés et évalués,
une soixantaine de manifestations d'intérêt local accompagnées et évaluées,
une quarantaine de lieux de diffusion, toutes esthétiques confondues, accompagnés et évalués

L'essentiel de ce qu'il faut retenir de l'action 2011 de la Direction :

Dans le contexte particulier d'une année de renouvellement de l'Assemblée départementale, de contrainte budgétaire, de non augmentation des ressources humaines, la Direction des Affaires Culturelles a poursuivi en 2011 ses missions auprès des acteurs du territoire tout en inscrivant son action dans les projets transversaux de la collectivité : accompagnement de la nouvelle direction d'Act'art dans la définition du schéma d'orientation de l'association, poursuite du travail engagé avec les autres directions culturelles (Médiathèque départementale et DAPMD), avec les autres services de la DGAE (DEESF en particulier) mais également avec les autres directions du Conseil général, notamment la DDADT pour la réflexion engagée sur les nouvelles modalités de contractualisation.

DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE (DSJ)

Nouvelle organisation de la Direction des Sports et de la Jeunesse approuvée par le CTP du 4 octobre 2011.

Elle est composée de 21 agents : 1 Directeur, 1 Directeur Adjoint, 1 Assistante de Direction, 1 chargé de mission Education populaire, 1 chargé de la logistique événementiel, 7 agents au Service des Sports, 5 agents au Service de la Jeunesse et 4 agents au Service administratif et financier.

Dans le domaine du sport, elle a pour mission de contribuer à son développement, dans toutes ses formes de pratique (associatives, scolaire, éducative, de loisirs, de nature ou de compétition) et de soutenir les porteurs de projets pour la construction et/ou la réhabilitation d'équipements sportifs *et socio-éducatifs* sur l'ensemble du territoire départemental.

Dans le domaine de la Jeunesse sa mission principale est d'animer la mise en œuvre transversale et partenariale des orientations de la Jeunesse adoptées en octobre 2007.

Sa mission « Education populaire » œuvre dans cette même logique, en concertation avec les organismes partenaires de Jeunesse et d'Education populaire, têtes de réseau du département.

Service des Sports

Budget primitif 2011	Budget réalisé 2011
Fonctionnement : 4 489 378 €	Fonctionnement : 4 644 321 €
Investissement : 3 181 365 €	Investissement : 3 141 031 €

➤ Mise en place de la nouvelle organisation du service dans le cadre de la réorganisation de la DSJ approuvée par le CTP du 4 octobre 2011, avec création d'une mission sport nature, d'un pôle sport éducatif et manifestations et d'un pôle sport fédéral.

Chiffres-clés de l'activité 2011 du service des sports :

La politique sportive du Département :

- Soutien au sport scolaire : 574 395 €
- Soutien au sport civil : 2 371 024 €
- Sport haut Niveau : 1 023 530 €
- Sport nature : 530 346 €
- Autres activités sportives : 87 823 €
- 3 141 031 € versés pour l'aide à la construction ou à la réhabilitation de 37 équipements sportifs et socio éducatifs

Son impact :

- 1 664 sections de clubs sportifs (175 446 licenciés) subventionnés en 2011 pour un montant total de 1 176 286 €
- 236 manifestations sportives soutenues par le Département pour 522 482 € (dont 8 grands événements pour 191 000 €)
- 265 940 € attribués à 62 écoles multisports (9 013 enfants)
- 31 disciplines de haut niveau soutenues à hauteur de 823 680 €
- 66 comités soutenus pour un montant de 158 000 €

L'essentiel de ce qu'il faut retenir de l'action 2011 du service des sports :

- 17 Contrats confiance et Bourses de haut niveau attribués individuellement à des sportifs dont 2 médaillés aux championnats du monde et 4 médaillés aux championnats d'Europe.
- Organisation de la 6^{ème} édition de la rencontre annuelle du sport autour de la place du sport au féminin à Tournan-en-Brie, des problématiques du bénévolat à Champs-sur-Marne, d'un développement sportif durable à Veneux-les-Sablons et des compétences pour le sport de demain à Melun.
- Regroupement de 1 280 enfants de 53 Ecoles Multisports dans le cadre des fêtes annuelles sur les communes de Lagny-sur-Marne, Serris, Meaux et Provins.
- Organisation de cérémonies de remise des 3 000 places aux jeunes sportifs et aux scolaires pour assister aux rencontres sportives nationales ou internationales.
- Organisation le 21 mai 2011, à Moissy-Cramayel, du 2^{ème} Challenge Thuram avec le comité départemental de Football au bénéfice de 120 équipes du département, soit près de 1 400 jeunes, autour des valeurs de tolérance et de lutte contre les discriminations.
- Soutien à l'organisation des championnats du Monde d'Haltérophilie sous le grand dôme de Disneyland du 5 au 13 novembre 2011 (105 délégations, 519 athlètes, 15 titres de champion du monde).
- Soutien et participation au 35^{ème} congrès des Comités régionaux, départementaux et territoriaux olympiques et sportifs (CROS, CDOS, CTOS) le 15 octobre 2011 à l'ESEEI de Champs-sur-Marne.

Les nouvelles actions mises en place en 2011 :

- Expérimentation d'un dispositif d'animations sportives en milieu rural sur 4 semaines en juillet avec les comités départementaux de Judo, de Kick-boxing, de Basket-ball et UFOLEP, sur les communautés de communes de la Brie des Morins, de la G.E.R.B.E., des Sources de l'Yerres et de Moret Seine-et-Loing.
- Organisation du Mois des sports nature en juin au bénéfice de 23 manifestations écoresponsables sur le territoire.
- Organisation du week-end sports nature les 25 et 26 juin, sur 13 sites différents, pour plus de 3 000 participants autour des 28 activités proposées.

Service Jeunesse

Budget primitif 2011	Budget réalisé 2011
Fonctionnement : 2 425 000 €	Fonctionnement : 2 343 742 €

➤ Mise en place de la nouvelle organisation du service dans le cadre de la réorganisation de la DSJ approuvée par le CTP du 4 octobre 2011, avec création d'une mission éducation populaire, d'un pôle citoyenneté et engagement des jeunes et d'un pôle autonomie et conditions de vie des jeunes.

L'essentiel de l'activité 2011

- Pilotage du dispositif « Sac'Ados » et des deux manifestations de remise des sacs les 30 juin et 1^{er} juillet 2011 à la Ferme du Buisson (Noisiel).
- Expérimentation d'un nouveau format territorialisé pour l'organisation de l'opération « Jobs d'été », formation des animateurs IJ en lien avec la DRH, et mise en place d'ateliers d'accompagnement à la recherche d'emplois dédiés aux jeunes sur 15 structures du réseau information jeunesse.
- 2nd année du mandat 2010-2012 du Conseil des Jeunes Seine-et-Marnais (CJ77) : finalisation de la 1^{ère} édition du concours Collèg'Ecolo avec la DEESF, réalisation d'un bilan et formalisation de propositions concernant l'action « Job d'été » en partenariat avec le Centre Information Jeunesse 77, participation aux dispositifs « Challenge Thuram » avec le Service des Sports et les organismes de jeunesse et d'éducation populaire et « Sac'Ados 2011 » à Noisiel.
- Campagne de renouvellement partiel du CJ77 : 2^{ème} mandat – 24 nouveaux membres tirés au sort après modification du règlement intérieur portant sur la participation des membres et leur remplacement en cas de non-présence successive, puis installation du Conseil des Jeunes nouvellement constitué les 22 et 23 octobre 2011 à l'occasion d'un week-end d'intégration sur le territoire fertois.
- Mise en place d'un fonctionnement en mode projet du CJ77 avec pour objectif l'organisation d'une manifestation jeunesse à dimension départementale en novembre 2012.

Chiffres clés de l'activité 2010

- 46 réunions CJ77 dont 5 assemblées et 34 réunions de commissions,
- 7 jurys auxquels le CJ77 a participé : projets jeunes, mini-entreprises avec la DEESF et SMD77, concours d'architecture avec la DABC, concours d'écriture avec la Médiathèque départementale, concours d'affiches avec la mission éducation populaire et Les Francas,
- 1 067 sacs ados distribués lors des deux remises organisées à la Ferme du Buisson,
- 68 projets jeunes instruits, 28 retenus (26 en 2010),
- 398 jeunes aidés dans le cadre de la formation BAFA,
- 171 Centres d'accueil de loisirs de jeunes financés pour 1 310 053 €,
- 124 associations socio-éducatives financées pour 61 593 €.

Mission Education Populaire 2011

Budget primitif 2011	Budget réalisé 2011
Fonctionnement : 515 000 €	Fonctionnement : 515 000€

- Intégration de la mission au sein du service jeunesse dans le cadre de la réorganisation de la DSJ.

L'essentiel de ce qu'il faut retenir de l'activité 2011 de la mission Éducation Populaire

- Bilan à échéance des conventions triennales mises en place avec les organismes de jeunesse et d'éducation populaire (OJEP), et réflexion sur les modalités d'évolution des partenariats dans le cadre de l'évolution des politiques départementales de jeunesse, d'éducation et de solidarité (cf. contrat de mandature).

Le partenariat pluriannuel pour les années 2009 à 2011, reposait sur des conventions d'objectifs partagées prenant en compte à la fois l'animation des réseaux des associations locales, les actions départementales en direction de la jeunesse et les actions en lien avec l'agenda 21 départemental.

Ces organismes et fédérations, têtes de réseaux, ont pour vocation de rassembler, de conseiller les associations et organismes locaux dans les domaines éducatifs, sociaux et culturels, de développer des actions départementales, d'en assurer la coordination et de promouvoir les valeurs de l'éducation populaire.

Chiffres clés de l'activité 2010 de la mission

→ 15 organismes de Jeunesse et d'Education Populaire bénéficiaires du soutien départemental avec ciblage d'actions spécifiques en direction de la jeunesse : correspondants information jeunesse en milieu rural, accompagnement à la scolarité, développement des juniors associations, promotion des droits de l'enfant, éducation à la citoyenneté, la lutte contre les discriminations, développement d'un réseau départemental de culture scientifique et technique ainsi que la Fondation Lilian Thuram - Education contre le racisme.

→ Participation de 13 OJEP à l'animation des ateliers socio-éducatifs pour la seconde édition du Challenge Thuram « Tous Seine-et-Marnais, tous différents » le 20 mai 2011 en lien avec la Fondation Lilian Thuram – Education contre le Racisme.

**DIRECTION DES ARCHIVES, DU PATRIMOINE ET
DES MUSEES DEPARTEMENTAUX (DAPMD)**

Mots-clés qui caractérisent la Direction :

- Connaître,
- Recenser,
- Collecter,
- Restaurer,
- Valoriser le patrimoine de la Seine-et-Marne.

Effectif de la Direction en 2011 :

134 agents (135 agents en 2010)

Budget primitif 2011 de la direction :

1 740 153 € en investissement et 1 720 415 € en fonctionnement

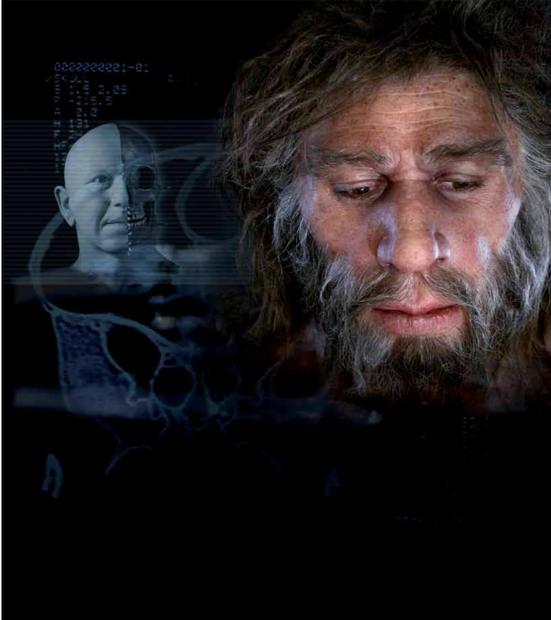
Budget réalisé 2011 de la Direction : 1 470 372 € en investissement et 1 358 244 € en fonctionnement)

Faits marquants en 2011 et contexte de travail de la direction :

Pour les Archives, le contexte est celui de la poursuite de la RGPP et des versements très importants qu'elle a générés. Organisation du colloque « Histoire d'ici, Mémoire d'ailleurs » sur l'immigration en Seine-et-Marne et travaux sur l'archivage électronique.

Pour le Patrimoine, poursuite du travail sur le patrimoine industriel de la vallée de la Seine, la base Ariane et organisation de la manifestation « les Monuments font le Printemps ». Publication des actes du colloque « Reconvertir le patrimoine ». Exposition d'art contemporain à Blandy.

Pour les Musées, expositions régulières (à noter : les expositions Rip Hopkins et Daynès au musée de préhistoire en lien avec les 30 ans du musée) et catalogues.



L'identité retrouvée par Elisabeth Daynès

Chiffres-clés de l'activité 2011 de la Direction :

Fréquentation Blandy-les-Tours : 59 267 (58 195 visiteurs en 2010 soit plus 1072)

Fréquentation des musées départementaux :

- Musée de Préhistoire : 29 931 visiteurs (22 462 en 2010)
- Musée de l'École de Barbizon : 24 128 visiteurs (18 539 en 2010)
- Musée des pays de Seine-et-Marne : 8122 visiteurs (12193 en 2010)
- Musée Bourdelle : 3253 visiteurs sur 4 mois (7689 en 2010, sur 6 mois)
- Musée Mallarmé : 6162 visiteurs (5336 en 2010)

Soit un total global de : 71 596 visiteurs dans les musées (66 219 en 2010) et 130 863 sur les sites départementaux ouverts au public. (124 414 en 2010)

Connexions site internet Archives départementales : 52 544 271 pages vues et 320 897 visites (58 149 858 pages vues en 2010 et 378 902 visites en 2010)

Accroissement net des archives : environ 420 ml ; accroissement de l'occupation de 1841 ml.

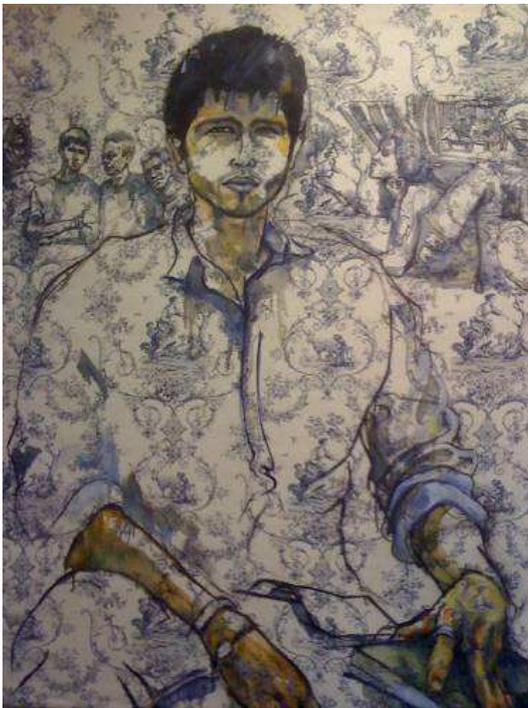
Documents communiqués en salle de lecture des archives :

- documents originaux : 8 730
- communications numériques : 12 814

L'essentiel de ce qu'il faut retenir de l'action 2011 de la Direction :

- Le colloque organisé aux Archives départementales sur l'immigration en Seine-et-Marne (avec publication des actes sur le site internet) et l'acquisition du tableau *Fabio* par Florent Moutti (illustration jointe)
- Le travail réalisé sur le patrimoine industriel avec la Région Ile-de-France : la publication sur *l'Usine Leroy* à Saint-Fargeau-Ponthierry, le travail d'inventaire à Champagne-sur-Seine, etc...
- Les expositions et actions artistiques programmées sur les sites :

- Moataz Nasr à Blandy en collaboration avec *Galleria Continua*, « Les dimanches de Blandy »
- Festival Jeune public « Pain d'épice et Papillote »
- *Histoires d'ici, Mémoires d'ailleurs, Pierre Mac Orlan et le cinéma* au musée des pays de Seine-et-Marne
- *Rip Hopkins, un âge de fer et de béton* et *Elisabeth Daynès, l'identité retrouvée* au Musée de préhistoire
- La création du site internet du musée de préhistoire (octobre 2011) et le lancement d'une nouvelle identité graphique pour les 5 musées départementaux.



Fabio, Florent Moutti

MEDIATHEQUE DEPARTEMENTALE

Mots-clés qui caractérisent la Direction :

- Centre de Ressources livre et lecture
- Lecture publique
- Aides aux bibliothèques
- Formation des personnels de bibliothèque

→ Développement culturel

Effectif en 2011 : 38 agents

Budget primitif 2011: 1 130 500 €

Budget réalisé 2011 : 1 024 650 €

Chiffres clés :

→ 493 784 documents: 429 409 livres et textes lus dont 59% pour la jeunesse, 43 304 CD, 18 471 DVD et 2 600 autres supports.

→ 225 000 prêts. 72,5 % des prêts sont effectués sur place à la médiathèque départementale.

* 23 500 documents réservés à distance et livrés par la navette mensuelle

* 25 actions de formation, 3 journées professionnelles, 2 réunions sectorielles des responsables de bibliothèque.

* 19 actions de développement culturel tout public, 2 résidences d'auteur, 39 classes de collèges ont rencontré un auteur, un cinéaste ou un musicien.

* 57 037 visites du site Web

* 1 000 lecteurs inscrits à Medialib, service de ressources numériques en ligne, sur les quatre derniers mois de l'année.

La Médiathèque départementale : un centre ressources pour les acteurs du livre et de la lecture / Des modes d'intervention territorialisés.

Lors de l'Assemblée départementale d'octobre 2007, de nouvelles orientations de la politique départementale de lecture publique ont été définies.

La Médiathèque départementale est confortée dans son rôle de centre ressources pour l'ensemble des bibliothèques du département. Ses missions en matière de conseil et expertise, de formation et de développement culturel sont renforcées.

Les modes d'intervention de la Médiathèque départementale sont désormais sectorisés géographiquement afin de prendre en compte les spécificités des territoires et de favoriser le maillage du réseau. La Médiathèque encourage la coopération entre bibliothèques et les actions partenariales avec les acteurs culturels et éducatifs locaux.

Adapté aux nouvelles réalités technologiques et territoriales, le nouveau dispositif des aides financières est par ailleurs particulièrement incitatif pour les projets intercommunaux et le développement des équipements informatiques.

Les services et ressources de la Médiathèque s'adressent à tous les publics en tant qu'utilisateurs des bibliothèques avec des actions spécifiques en direction de la petite enfance et des collégiens, publics cibles de la Médiathèque. La Médiathèque s'engage résolument dans la société du numérique en développant une offre de ressources numériques gratuite accessible à distance pour les seine-et-marnais inscrits dans une bibliothèque.

La diffusion des documents sur le réseau

Depuis 2009 les modes de desserte ont évolué. L'accueil des bibliothécaires sur le site de la Médiathèque s'est considérablement développé : 72,5 % des prêts de documents ont été réalisés dans ses locaux.

Le service y est de meilleure qualité : temps pour échanger sur les projets, offre documentaire plus diversifiée et plus importante. Le développement de dépôts annuels avec un réassort par le système des réservations à distance et la livraison mensuelle des documents par navette a été privilégié.

Des dépôts annuels ont également été proposés aux écoles auparavant desservies par le bibliobus. Toutefois les plus petites communes et les écoles isolées continuent à être desservies par bibliobus principalement dans les secteurs est et nord du département.

Le service de réservation via le catalogue en ligne en ligne est un service apprécié des bibliothèques: 84 % des réservations ont été effectuées en ligne. Ce sont les bibliothèques-relais, bibliothèques animées par des bénévoles formés, qui utilisent majoritairement les collections et le service de réservation.

Le site Médiathèque : <http://mediatheque.seine-et-marne.fr> et un nouveau service Medialib 77

La mise en ligne du catalogue puis du site Internet le 5 novembre 2009 a contribué à réaffirmer la mission de la Médiathèque départementale de centre ressources pour les acteurs départementaux du livre et de la lecture et accru sa visibilité. Le nombre de visites du site a augmenté de 62 % avec 57 037 visites.

La mise en ligne de ressources numériques (musique, VOD, livres numériques, autoformation) en septembre 2011 avec le service Medialib 77 explique cette forte augmentation.

La typologie des visiteurs a elle aussi évolué. Les usagers des bibliothèques accèdent au site pour consulter les ressources numériques : 1000 usagers inscrits aux ressources numériques fin décembre, 47 % des bibliothèques ont au moins un usager inscrit à Medialib 77.

Les bibliothèques sont intéressées par cette nouvelle offre de service qui leur permet d'offrir un service de qualité à leurs usagers, de combler parfois une absence d'offre en CD et DVD et d'expérimenter ce nouveau mode d'accès à des ressources multimédia.

Une politique de développement de la lecture en faveur de la réussite éducative des collégiens

Dotations de 300 livres pour 10 CDI :

Dans le cadre de l'opération "Collège du 21ème siècle", le Conseil général de Seine-et-Marne, par l'intermédiaire de la Médiathèque départementale, a mis en place à compter de la rentrée scolaire 2009, une action qui vise à enrichir les ressources des CDI et développer les activités culturelles en direction des collégiens. L'objectif est de

favoriser la réussite scolaire, personnelle et professionnelle des jeunes en faisant des CDI des lieux vivants et ouverts à la création.

Des actions culturelles dans les collèges :

En lien avec la dotation CDI 2011, il a été proposé aux dix collèges dotés de construire des projets culturels en partenariat avec les équipes enseignantes et les acteurs locaux de la lecture publique.

Autour des collections d'ouvrages, des actions de médiation sont menées dans les collèges: lecture-rencontre avec un auteur, projection-débat avec un réalisateur, atelier-concert avec des musiciens: 7 A VOIX VIVES, 2 ECOUTES ACTIVES, 3 A TOUT DOC.39 classes ont bénéficié de ces actions.

Une résidence avec le dramaturge Rémi DEVOS s'est déroulée de janvier à juin dans le collège Vasco de Gama de Saint-Pierre-les-Nemours.

Un budget de 69 000 € a été consacré en 2011 à ces opérations en direction des collèges.

Des actions culturelles dans le champ de la création contemporaine :

La politique de développement culturel de la Médiathèque est fondée sur la valorisation de ses collections dans le domaine de la création contemporaine. La Médiathèque apporte aide et réflexion pour l'élaboration des projets dans les différents territoires. Chaque manifestation vise moins à établir une programmation qu'à accompagner des partenaires dans la réalisation d'une action inscrite dans une dynamique de lecture publique avec les acteurs sociaux, culturels et éducatifs.

Les axes forts de l'année :

→ une mise en valeur de la création contemporaine,

* avec Zéno BIANU, Yves BONNEFOY, David DUMORTIER et Ariane DREYFUS: 3 collèges, 2 musées départementaux, le Parc culturel de Rentilly et la Médiathèque de Torcy ont participé aux rencontres du Printemps des poètes.

* La Médiathèque a fédéré les actions du Mois du Film Documentaire autour du réalisateur Denis GHEERBRANT : 677 personnes ont assisté aux projections et participé aux rencontres-débats.

* La résidence de Géraldine ALIBEU, auteure-illustratrice s'est déroulée durant 6 mois dans la communauté de communes de Moret-Seine-et-Loing avec des ateliers d'écriture, un concours d'écriture, une exposition scénographiée et un travail de création. Deux autres auteurs en résidence, Rémy DEVOS dans un collège, Fabrice MELQUIOT au Château de Blandy-les-Tours ont rencontré le public et participé à l'élaboration et à l'animation de la journée professionnelle Lecture et Jeunesse.

→ Une intensification des actions en direction des collèges (cf. ci-dessus) : 39 classes ont rencontré un auteur, un cinéaste ou un musicien.

→ Une recherche d'implication des acteurs et partenaires locaux avec un plus grand nombre d'actions de sensibilisation pour les professionnels et bénévoles en amont des

actions culturelles afin qu'ils deviennent eux-mêmes sur le terrain des acteurs du développement culturel et proposent des actions au public dans les différents lieux du département.

Premières pages

Début 2009, la Médiathèque départementale a été sollicitée par le Ministère de la Culture pour être un des trois départements pilotes du projet «Premières pages» conduit en partenariat avec la Caisse nationale des allocations familiales.

L'opération consiste à offrir à chacun des 20 000 enfants nés ou adoptés en Seine-et-Marne dans l'année un lot constitué : d'un album original, « Mercredi » d'Anne BERTIER, publié aux éditions MeMo, d'un «Petit guide du voyage au pays des histoires» à destination des parents, de la bibliographie «BébéButine», sélection de livres pour la petite enfance proposée par la Médiathèque départementale de Seine-et-Marne.

En familiarisant l'enfant avec le livre dès son plus jeune âge, « Premières Pages » entend contribuer à réduire les inégalités en matière d'accès à la culture en soulignant notamment le rôle irremplaçable des parents dans la transmission des savoirs à leurs enfants.

La Médiathèque départementale s'est fortement investie aux côtés de la CAF et des services de la DGAS dans cette opération pour coordonner la diffusion des albums dans les bibliothèques et les structures d'accueil de la petite enfance. Deux journées professionnelles de sensibilisation à l'importance du livre pour l'éveil culturel du tout-petit pour les personnels de bibliothèques et les acteurs sociaux locaux ont réuni 160 participants à Meaux et Melun. 22 % des lots ont été distribués. Les lots non retirés ont fait l'objet d'un envoi postal.

Au total 157 structures impliquées : 104 bibliothèques, soit 45,6 % des bibliothèques du département, et 33 structures petite enfance, 8 structures d'action sociale dont 3 MDS, 12 autres structures (mairies, ludothèque, associations) se sont impliquées dans la distribution des lots et l'organisation de 175 manifestations.

Passeurs culturels :

Action innovante de formation-insertion réalisée avec Initiatives 77. L'action a démarré fin 2009 et se terminera en janvier 2012.

Formation diplômante (BJEPS) pour exercer le métier de passeur culturel en bibliothèque.

Cette action s'adresse à 14 jeunes seine-et-marnais. Ces jeunes sont en situation de pratique professionnelle dans des bibliothèques en alternance avec leur formation. Ils sont rémunérés pendant deux ans par Initiatives 77. La Médiathèque a contribué à la définition du métier et aux contenus de la formation. Elle participe à la formation et assure un suivi des jeunes passeurs dans les bibliothèques. Ce dispositif a permis de développer des projets lecture dans les territoires. La Fondation SNCF a soutenu financièrement deux actions dans le cadre d'un appel à projet de prévention de l'illettrisme en direction de jeunes.

Aides au développement des bibliothèques et de la lecture :

Le dispositif d'aides mis en place à partir de début 2008 s'avère correspondre aux besoins des collectivités notamment en matière de soutien à l'équipement informatique. Fin 2011, 82 % des bibliothèques sont informatisées, 70 % des bibliothèques sont connectées à Internet mais seulement 43 % proposent Internet au public. Le total des subventions d'investissement pour la construction, l'aménagement, l'informatisation et les équipements multimédia s'élève à 25 561 €.

L'aide à la constitution de collections thématiques ou au développement d'un fonds spécifique a été attribuée à 11 bibliothèques pour un montant total de 35 895 €. Trois collectivités ont bénéficié de l'aide à la création d'emploi qui s'est élevée au total à 13 292 €. 19 manifestations en faveur du livre ont bénéficié d'une aide pour un montant total de 30 300 €.

CABINET DU PRÉSIDENT

DIRECTION DE LA COMMUNICATION

La Direction de la communication est chargée de mettre en œuvre la stratégie de communication institutionnelle, interne et externe, du département.

Effectif de la direction : 18

Budget primitif 2011 : 1 519 500 €

Budget réalisé 2011 : 1 390 398 €

Faits marquants en 2011 :

→ **Manifestations principales** :

Vœux institutionnels et vœux au personnel
Randonnée des 3 châteaux
Fête des ENS
Opération Sac Ados
Congrès des Maires
Rencontres de la Seine-et-Marne

→ **Editions principales** :

DGAE

Dépliants des musées liés aux expositions
Ouvrage « le Château fort de Blandy »

Guide + flyers dimanches de Blandy Programme Printemps-Eté/Autome-Hiver
Dépliant touristique de Blandy
Guide de visite (français et anglais) et livret jeune public exposition MOATAZ NASR
Affiche et dépliant May médiéval, Festival Pain d'épices et papillotes
Guides Bébébutine
Guide des animations pédagogiques
Guide des actions éducatives pour les collégiens
Lettre 100% sport (3 éditions)
Guide Accueil pour tous (musées)
Programme Nuit des Musées
Flyers « Médialib 77 »
Guides des jeunes
Flyers Fraich'attitude / semaine du goût / semaine de l'Europe
Actes du colloque Immigration
Assises réussite des collégiens
Flyer « les Archives vous accueillent »
Flyer Week-end Sports Natures
Guide des collèves
Flyer Challenge Thuram
Actes du colloque des Rencontres du Sports
DGAA
Dépliant demande d'abonnement de la carte Scol'R
Guide des transports scolaires / règlement départemental
Plan collège numérique
Newsletter PAM 77 (3 numéros)
Agenda 21
Flyer + guide pratique PAM 77
Flyer covoiturage
Guide ASSR et livret Top vélo
Plan départemental de l'Eau + annexes + Observatoires
Lettre 100% eau, guide écolo et exposition eau
Cahier d'acteur Crue Seine Bassée
Cahier d'acteur Grand Gabarit de la Petite Seine
Cahier d'acteur interconnexion sud
Schéma des ENS + Fiches pratiques
Brochure Concours Architecture collège du 21^{ème} siècle

DGAS

Dépliants : PMI, Devenir assistante maternelle, APA, Vous attendez un enfant, Devenir accueillant familial, Action Educative à domicile, consulter son dossier ASE
Guide des Eco-gestes
Guide des établissements / maisons de retraite
Dépliant 2^{ème} plan 1000 places en crèches
Schéma de l'Enfance
14 diagnostics territoriaux MDS
Dépliant + documents de communication l'Escale (MDS Mitry-Mory)
Assises de la Santé
Carnet de santé de maternité
Carnet de santé de l'enfant
Règlement Départemental d'Action Sociale (RDAS)

CABINET

En Direct (visites cantonales) : Chelles, Donnemarie - Bray-sur-Seine, Le Châtelet-en-Brie.

Contrat de mandature

Chiffres-clés de l'activité 2011 :

10 magazines départementaux

16 campagnes d'affichage

110 actualités mises en ligne sur le site internet

285 communiqués de presse (avec Agenda du Président)

7 MAPA + 1 Appel d'offres de 4 lots

Actions nouvelles en 2011 :

Nouvelle charte graphique éditions des Musées départementaux

Création du site internet du Musée de la Préhistoire

Réseaux sociaux : création d'une page Facebook et d'un compte Twitter

→ **19 vidéos réalisées en 2011**

Pour le festival Dépayz'Arts :

Slava's Snowshow

Mystery train

Les couleurs de l'air

La nuit du premier jour

L'intégrale du festival

Élections cantonales 2011

Candidature Roland Garros

Rando des 3 Châteaux

Élection du Président du Conseil général

Centre d'écotourisme de Franchard

Challenge Thuram 2011

Les musées départementaux

Moatz Nassr réactions en chaînes (expo d'été à Blandy-les-Tours)

La rentrée scolaire 2011

Les 20 ans de Seine-et-Marne Express

Musée de la Préhistoire (exposition l'identité retrouvée)

La semaine du Goût

Les Rencontres de la Seine-et-Marne

Les assises de la réussite scolaire

→ **198 reportages photos**

→ **Site internet**

- Nombre de visites : 942.579
- Nombre de pages vues : 3.257.858
- Nombre de consultations uniques : 599.823 (nombre d'internautes ayant visité le site)
- Nombre de pages vues en moyenne par visite : 3,46
- Temps passé en moyenne par visite : 2mn34
- Nombre d'actions publiées : 160, dont 50 dans l'agenda culturel

Top 10 des pages les plus visitées :

Page d'accueil

Portail culturel sortir

Seine et Marne Express

Offres d'emploi

Recherche

Mobil'Etudes

Maisons Départementales des Solidarités

Consultation des horaires Seine-et-Marne Express

Vos élus

Contacts

Titres de transports et tarifs réduits

→ **Communication interne :**

Editions :

4 journaux internes Diapason

Accompagnement des services :

Règlement intérieur ATTEE, Guide de l'EAE 2011, Guide de la Mobilité, Bilan social 2010, Contrats d'objectifs 2011 – 2015

Règlement intérieur de l'Assemblée

Présentation de la nouvelle gouvernance territoriale des politiques de solidarités

Guides et référentiels DGAS : Personnes des majeurs vulnérables, Informations préoccupantes, Actes usuels, Accueil administratif d'urgence, Action éducative, Accueil de l'usager dans les MDS.

Bilan de l'accidentologie sur les routes départementales, Règlement intérieur des agents d'exploitation et du parc

Bannières pour les mails

Intranet Sésame :

- Visites : 789.548
- Pages vues : 3.298.594
- Visites par jour : 2.163
- Actualités publiées : 313
- Petites annonces déposées : 1.737

Événementiel :

Vœux du Département aux agents

2 séminaires de l'encadrement : 19 janvier et 27 juin 2011

Visites du Président dans les services

Suivi des visites des élus pour la présentation de la nouvelle gouvernance politique de solidarité

Inauguration du centre l'exploitation de la Ferté Gaucher

Journée Plan Climant / DD, inauguration des ruches de l'Hôtel du Département

Accompagnements : cérémonies des retraités, forum de prévention du risque routier, marché de Noël, changement de restaurant administratif, séminaire discrimination et emploi.

Parrainage sportif

Soutien aux agents participant aux Défis inter-entreprises de Meaux et Sénart.